

Merci d'utiliser le titre suivant lorsque vous citez ce document :

Moïsé, E. et S. Sorescu (2014-01-15), « Indicateurs sur la facilitation des échanges : Effets possibles de la facilitation sur les échanges des pays en développement », Éditions OCDE, Paris.
<http://dx.doi.org/10.1787/5jzb6f85dfq4-fr>



Indicateurs sur la facilitation des échanges

EFFETS POSSIBLES DE LA FACILITATION SUR LES ÉCHANGES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Evdokia Moïsé,

Silvia Sorescu

La version originale de ce document a été publiée comme suit :

Moïsé, E. and S. Sorescu (2013-03-04), "Trade Facilitation Indicators: The Potential Impact of Trade Facilitation on Developing Countries' Trade", *OECD Trade Policy Papers*, No. 144, OECD Publishing, Paris.
<http://dx.doi.org/10.1787/5k4bw6kg6ws2-en>

OECD TRADE POLICY PAPERS

La série des documents de l'OCDE sur les échanges permet de mettre à la disposition d'un large public une sélection d'études effectuées par le personnel de l'OCDE ou par des consultants externes. Elle est la continuation de la série des documents de travail de l'OCDE sur les échanges.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre ne préjugent en rien du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Ce document a été déclassifié sous la responsabilité du Groupe de travail du Comité des échanges sous le numéro de référence TAD/TC/WP(2012)24/FINAL.

Tout commentaire sur cette série sera apprécié et devra être adressé à tad.contact@oecd.org.

OECD TRADE POLICY PAPERS

sont disponible sur www.oecd.org/trade

© OECD (2013)

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org.

Résumé

Indicateurs sur la facilitation des échanges : effets possibles de la facilitation sur les échanges des pays en développement

Ce rapport présente les résultats mis en évidence par les indicateurs de l'OCDE destinés à évaluer l'incidence de certaines mesures de facilitation sur les échanges des pays en développement. Seize indicateurs sur la facilitation des échanges (IFE) ont été construits, correspondant aux principaux domaines qui font l'objet de négociations à l'OMC. L'objectif était d'estimer les effets des mesures prises face aux obstacles particuliers créés par les procédures applicables au commerce et au passage des frontières dans un pays donné. Les domaines qui semblent influencer le plus sur les volumes et les coûts du commerce, aussi bien à l'importation qu'à l'exportation, sont la disponibilité des renseignements relatifs au commerce, la simplification et l'harmonisation des documents, la rationalisation des procédures et l'utilisation de processus automatisés. L'effet combiné des améliorations apportées dans ces domaines est supérieure à la simple addition des effets de chacune ; il en résulte une réduction de 14.5 % du coût total du commerce pour les pays à faible revenu, de 15.5 % pour les pays à revenu moyen inférieur et de 13.2 % pour les pays à revenu moyen supérieur.

Mots clés: facilitation des échanges, coût du commerce, flux d'échanges, douanes, transparence, simplification, OMC.

Classification JEL: F13, F14, H83, L51

Remerciements

Cette étude a été réalisée par Evdokia Moïse et Silvia Sorescu, du Secrétariat de l'OCDE. Nous remercions de leurs précieux conseils scientifiques David Hummels, professeur d'économie à l'université Purdue, et Peter Minor, consultant spécialisé dans les questions commerciales et industrielles. Les auteurs expriment aussi leur reconnaissance à l'égard des experts nationaux des pays étudiés qui ont vérifié les données. Une généreuse contribution du gouvernement norvégien a permis d'étendre la collecte des données à un plus grand nombre de pays.

Table of contents

I. Contexte et objectifs.....	6
II. La structure de l'étude et la base de données.....	7
III. Incidence des IFE sur les flux commerciaux et les coûts du commerce	10
Incidence des IFE sur les échanges bilatéraux.....	11
Effets sur les flux d'échanges dans les groupes de pays classés selon leur niveau de revenu	13
Effets sur les flux d'échanges dans les groupes de pays classés selon leur situation géographique et les partenariats régionaux	13
Effets sur les flux d'échanges des pays en développement enclavés	14
Incidence des IFE sur les coûts du commerce	14
IV. Réflexions sur les indicateurs.....	17
(a) Disponibilité des renseignements.....	19
(b) Implication des négociants.....	20
(c) Décisions anticipées.....	21
(d) Procédures d'appel.....	23
(e) Redevances et impositions.....	24
(f) Formalités-documents.....	24
(g) Formalités-automatisation.....	26
(h) Formalités-procédures.....	28
(i) Coopération interne entre diverses agences à la frontière.....	32
(j) Coopération externe entre diverses agences à la frontière	33
(k) Authentification par les consulats	33
(l) Gouvernance et impartialité.....	33
(m) Redevances et impositions au titre du transit.....	34
(n) Formalités de transit.....	34
(o) Les garanties de transit.....	35
(p) Accords et coopération en matière de transit	36
V. Conclusions	37
References	38
Annexe 1. Variables composant les indicateurs sur la facilitation des échanges	40
Annexe 2. Principales sources des données.....	57
Annexe 3. Pays couverts par les IFE en matière d'importation et d'exportation	61
Annexe 4. Classement des pays par catégorie.....	62
Annexe 5. Pays couverts – indicateurs de transit	64
Annexe 6. Pertinence et organisation des variables	65
Annexe 7. Spécifications de gravité	67
Annexe 8. Indicateurs de transit et spécifications de gravité.....	70
Annexe 9. Calcul des coûts du commerce.....	73
Annexe 10. Régressions des coûts du commerce	75
Annexe 11. Contribution à la variance	76
Annexe 12. État de la mise en œuvre de certaines mesures	78
Appendice 1. Matrice de corrélation	79
Appendice 2. Flux commerciaux - régressions de gravité avec chaque IFE	80
Appendice 3. Flux commerciaux - régressions de gravité avec l'ensemble des IFE	100
Appendice 4. Régressions des coûts du commerce avec les différents IFE	102

Résumé

Ce document présente les résultats de l'analyse par l'OCDE d'indicateurs permettant d'évaluer l'incidence économique et commerciale relative de certaines mesures de facilitation des échanges dans 107 pays se situant à divers stades de développement. Une première phase de l'étude avait consisté à estimer l'effet des mesures de facilitation sur les échanges des pays de l'OCDE (document de travail de l'OCDE sur la politique commerciale n° 118) ; elle montrait que ces mesures pouvaient faire baisser de près de 10 % le coût du commerce. L'objectif de cette estimation est de comprendre l'importance et l'intérêt des différentes mesures de facilitation des échanges, de façon que les gouvernements puissent établir des priorités dans leur action en ce domaine et cibler mieux l'assistance technique et les efforts de renforcement des capacités dans les pays en développement.

On a construit seize indicateurs de la facilitation des échanges (IFE), qui correspondent aux principaux domaines faisant l'objet de négociations à l'OMC, dans le but d'estimer l'importance de ces domaines pour les volumes et les coûts du commerce dans tous les pays membres de l'OMC ou observateurs. Ces 16 indicateurs se composent de 97 variables utilisant de données accessibles au public et ensuite vérifiées avec les États concernés. Parmi les 107 pays examinés, 96 sont membres de l'OMC et 11 ont le statut d'observateur. Le spectre est très large, puisqu'il comprend 21 pays à faible revenu, 32 à revenu moyen inférieur, 39 à revenu moyen supérieur et 15 à revenu élevé. Afin de tenir compte des différences sur le plan du revenu, de la géographie et du niveau de développement, qui pourraient aboutir à des résultats divergents en ce qui concerne l'incidence relative des mesures de facilitation des échanges, l'évaluation étudie plusieurs catégories de pays définies en fonction de critères de revenu, de situation géographique et de partenariat économique.

L'analyse économétrique révèle que la facilitation des échanges a un effet positif sur les flux du commerce. Elle indique aussi que les mesures de facilitation les plus significatives (c'est-à-dire celles qui ont le plus d'effets sur les volumes d'échanges) sont la *disponibilité d'informations*, l'harmonisation et la simplification des *documents*, l'*automatisation* des processus et la gestion des risques, la rationalisation des *procédures* à la frontière, la qualité de la *gouvernance et l'impartialité*. L'analyse par secteur montre que ces indicateurs présentent une grande importance pour les produits manufacturés, mais donnent des résultats moins cohérents dans les diverses catégories de produits agricoles. Cette constatation résulte peut-être des lacunes des données relatives aux variables qui rendent compte des spécificités des produits agricoles.

Dans les pays à faible revenu, le domaine de facilitation des échanges qui entraîne les augmentations les plus sensibles des flux d'échanges est l'harmonisation et la simplification des *documents*. On observe le même résultat dans les pays d'Afrique subsaharienne. Dans les pays à revenu moyen inférieur et moyen supérieur, c'est la rationalisation des *procédures* qui a la plus forte incidence ; il en va de même en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe de l'Est et en Asie centrale.

Les indicateurs sur la facilitation des échanges ont des effets notables non seulement dans les spécifications concernant les pays en développement en tant qu'importateurs, mais aussi lorsqu'ils exportent vers les autres pays (en développement et développés) de l'échantillon total. L'amélioration de l'efficacité des procédures d'exportation et la suppression des goulets

d'étranglement aux frontières qui gênent les exportations sont des composantes importantes de la facilitation des échanges. Ce résultat confirme que l'accroissement des exportations des pays en développement est conditionné par des progrès en matière de facilitation des échanges.

S'agissant du coût global des échanges, les mesures destinées à harmoniser et à simplifier les *documents* ainsi que l'utilisation de *processus automatisés* ont le plus d'effet dans les pays à faible revenu : les premières peuvent réduire le coût des échanges d'à peu près 3 % et la seconde de 2.3 %. Dans les pays à revenu moyen inférieur, l'harmonisation et la simplification des *documents* pourraient faire baisser les coûts de 2.7 % et la rationalisation des *procédures* de 2.2 % ; dans les pays à revenu moyen supérieur, la rationalisation des *procédures* pourrait entraîner une réduction des coûts de 2.8 %, à quoi s'ajouterait 2.4 % avec l'utilisation de *processus automatisés* et de la gestion des risques. L'addition de la totalité des IFE dans la même régression entraîne une baisse potentielle des coûts de 14.5 % dans les pays à faible revenu, de 15.5 % dans les pays à revenu moyen inférieur et de 13.2 % dans les pays à revenu moyen supérieur. L'effet combiné des progrès en matière de facilitation des échanges est donc supérieur à la simple somme des effets des différentes mesures, ce qui confirme qu'il est important d'inscrire la facilitation dans le cadre d'une réforme globale plutôt que de se contenter de mesures isolées.

L'utilisation des indicateurs sur la facilitation des échanges devrait permettre aux pays de mieux évaluer les aspects de la facilitation des échanges à envisager en priorité. Pour des résultats plus précis, il faudrait améliorer les informations disponibles dans la base de données actuelle des mesures de facilitation.

I. Contexte et objectifs

La facilitation des échanges fait référence aux politiques et mesures qui visent à réduire les coûts commerciaux en améliorant l'efficacité à chaque étape de la chaîne du commerce international. Selon la définition de l'OMC, la facilitation des échanges est la « *simplification des procédures commerciales* », c'est-à-dire des « *activités, pratiques et formalités liées à la collecte, à la présentation, à la communication et au traitement des informations requises pour les échanges internationaux de marchandises* »¹. C'est la définition sur laquelle reposent les négociations de l'OMC sur ce thème, alors que des définitions plus larges, comme celles utilisées par la CNUCED ou l'APEC, peuvent inclure, outre les questions relatives aux douanes et au transit, les transports, les banques, les assurances, les pratiques commerciales et les télécommunications. Quelles que soient la définition et la portée retenues, l'analyse économique de la facilitation des échanges s'appuie habituellement sur la notion de *coûts des transactions commerciales* et cherche à évaluer les avantages des mesures de facilitation des échanges (visant à une meilleure efficacité) en estimant les coûts de l'inefficacité dans les différents domaines de l'action publique qui influent sur le mouvement des produits.

L'OCDE a élaboré les indicateurs de facilitation des échanges (IFE) dans le but de mesurer l'incidence économique et commerciale relative des mesures de facilitation actuellement négociées, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sur les flux et les coûts d'échanges dans l'ensemble des pays membres de l'OMC. Contrairement aux études précédentes, qui cherchaient à chiffrer l'effet global de la facilitation des échanges, celle-ci a eu principalement un double objectif : d'une part, estimer au niveau macroéconomique l'impact de la suppression d'obstacles *spécifiques* dans les procédures commerciales de pays donnés ; d'autre part, à l'échelon microéconomique, de donner des indications sur les avantages nets de mesures *spécifiques* en mettant l'accent sur les aspects de la facilitation des échanges qui dépendent directement de l'intervention du secteur public. L'objectif de l'estimation était de mieux appréhender l'importance et l'intérêt économique relatifs des diverses mesures de facilitation des échanges pour des pays membres et non membres de l'OCDE pour a) donner une base à l'établissement d'une hiérarchie des priorités par les gouvernements ; b) mieux cibler les efforts de sensibilisation ; c) contribuer au succès des négociations en cours à l'OMC ; d) mieux cibler l'assistance technique et les efforts de renforcement de capacités dans les pays en développement.

La première phase de ce travail [document de travail de l'OCDE sur la politique commerciale n° 118] a consisté à analyser les indicateurs sur la facilitation des échanges pour les pays de l'OCDE et Hong Kong, Chine, et de distinguer les domaines qui ont le plus d'effet sur les flux et les coûts d'échanges. La phase actuelle porte sur les pays non membres de l'OCDE [document exploratoire TAD/TC/WP(2011)12], en réponse à la demande formulée à la réunion d'octobre 2010 des experts de la facilitation de échanges de l'OCDE [TAD/TC/WP(2010)34] ; ils ont alors souligné l'importance des indicateurs pour les pays non membres de l'OCDE, non seulement pour remédier aux problèmes d'application de tout accord futur à l'OMC, mais plus généralement pour appuyer leurs efforts d'amélioration de l'efficacité des procédures aux frontières et d'intégration aux marchés mondiaux.

1. Dans le cadre des négociations du Cycle de Doha, les débats visent à « *clarifier et à améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT de 1994 en vue d'accélérer encore le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit* ».

II. La structure de l'étude et la base de données

La première étape de la construction d'indicateurs spécifiques pour chaque mesure ou famille de mesures de facilitation des échanges pouvant faire l'objet d'une analyse économique a consisté à recenser les principaux éléments constituant chaque indicateur. L'organisation actuelle des négociations de l'OMC a été rigoureusement respectée afin de garantir la pertinence des indicateurs obtenus pour les négociateurs, les autorités chargées de la mise en œuvre et les donateurs. Le projet de texte de négociation récapitulatif (PTNR) sur la facilitation des échanges comprend 12 familles de mesures reprises dans 12 articles du projet d'accord² :

Article premier Publication et disponibilité des renseignements (publication, diffusion sur Internet, points d'information et notification)

Article 2 Publication et consultation préalables (intervalle entre la publication et l'entrée en vigueur, possibilité de présenter des observations sur les règles nouvelles et modifiées et consultations)

Article 3 Décisions anticipées

Article 4 Procédures de recours

Article 5 Autres mesures visant à renforcer l'impartialité, la non-discrimination et la transparence (conditions régissant les alertes à l'importation, rétention des marchandises et procédures d'essai)

Article 6 Disciplines concernant les redevances et impositions perçues à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation

Article 7 Mainlevée et dédouanement des marchandises (traitement avant arrivée, séparation de la mainlevée et de la détermination finale des droits de douane, taxes et redevances, gestion des risques, contrôle après dédouanement, délais moyens de mainlevée, opérateurs agréés et envois accélérés)

Article 8 Authentification par les consulats

Article 9 Coopération entre les organismes présents aux frontières

Article 10 Formalités se rapportant à l'importation et à l'exportation (examen périodique et réduction des formalités, harmonisation avec les normes internationales, acceptation de copies de documents, utilisation d'un guichet unique, règles sur l'inspection avant expédition et les courtiers en douane, admission temporaire de marchandises)

Article 11 Liberté de transit

Article 12 Coopération douanière

Ces 12 familles de mesures ont été remodelées afin de tenir compte des similitudes de certaines d'entre elles, des composantes communes sous-jacentes et des domaines pour lesquels des distinctions supplémentaires étaient nécessaires. Un autre indicateur, censé rendre compte de la bonne gouvernance et de l'impartialité des organismes présents aux frontières, a été ajouté.

2. Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, *Projet de texte de négociation récapitulatif* TN/TF/W/165/REV.14, 17 décembre 2012. Le texte comporte en fait trois articles supplémentaires : l'article 13 sur les dispositions institutionnelles ; l'article 14 sur le Comité national de la facilitation des échanges ; l'article 15 sur les questions transversales, ainsi qu'une section II sur les dispositions relatives au traitement spécial et différencié des pays membres en développement et des pays membres les moins avancés.

Cette réorganisation a abouti aux seize indicateurs suivants, relatifs à l'importation et à l'exportation ainsi qu'au commerce de transit :

a. Disponibilité des renseignements	[Art.1+2]
b. Implication des négociants	[Art.2]
c. Décisions anticipées	[Art.3]
d. Procédures d'appel	[Art.4]
e. Redevances et impositions	[Art.6] ³
f. Formalités – Documents	[Art.7+10]
g. Formalités – Automatisation	[Art.7+10]
h. Formalités – Procédures	[Art.5+7+10] ⁴
i. Coopération interne	[Art.9§1 et 2]
j. Coopération externe	[Art.9§3+12]
k. Authentification par les consulats	[Art.8]
l. Gouvernance et impartialité	
m. Redevances et impositions appliquées au transit	[Art.11]
n. Formalités de transit	[Art.11]
o. Garanties de transit	[Art.11]
p. Accords et coopération en matière de transit	[Art.11]

Les quatre indicateurs propres au transit ont été conçus explicitement pour la seconde phase de l'étude sur les indicateurs de facilitation des échanges. Il ne semblait pas possible dans la première phase de cette étude d'estimer un indicateur de transit distinct et statistiquement robuste au sein de l'échantillon de l'OCDE⁵, mais, dans le cas des pays en développement enclavés et de transit, il a été reconnu que le commerce de transit constitue un enjeu important. Selon l'article 5.2 du GATT, « *il y aura liberté de transit à travers le territoire des parties contractantes pour le trafic en transit à destination ou en provenance du territoire d'autres parties contractantes* », mais le commerce de transit est souvent gêné par une série de problèmes administratifs, techniques et logistiques (UN-OHRLLS, 2007).

La plupart des mesures correspondant aux variables (guichet unique, redevances et impositions, etc.) sont tirées des définitions du *Projet de texte de négociation récapitulatif* du Groupe de négociation de l'OMC sur la facilitation des échanges (TN/TF/W/165/REV.14). L'Annexe 1, qui dresse la liste des 78 variables relatives à l'importation/à l'exportation et des 19 variables concernant le transit, indique pour chacune d'elles, le cas échéant, l'article correspondant du PTNR, et fournit des explications complémentaires sur la portée et le champ des variables. Celles-ci cherchent non seulement à rendre compte du cadre réglementaire des pays concernés, mais aussi, dans toute la mesure du possible, du stade d'application des diverses mesures de facilitation des échanges. Les légères variations par rapport à la liste des variables utilisées pour l'échantillon de l'OCDE sont dues à l'ajustement de la composition des indicateurs qui a été nécessaire pour refléter les spécificités des pays en développement,

-
3. L'indicateur (e) Redevances et impositions se réfère seulement à l'article 6.1 et n'inclut aucune variable en rapport avec l'article 6.2 (sanctions).
 4. L'indicateur (h) Formalités – procédures n'inclut aucune variable spécifique en rapport avec les « envois accélérés ».
 5. Celui-ci ne comprend que quatre pays enclavés et ne distingue pas les pays de transit concernés.

notamment les différences sur le plan du contexte commercial, administratif et des infrastructures ainsi que les difficultés de collecte des données.⁶

Les données utilisées afin de calculer les IFE relatifs à l'importation et à l'exportation [indicateurs (a) à (l)] dans les pays non membres de l'OCDE ont été collectées par le Secrétariat auprès de sources publiques (sites Internet des douanes, publications officielles comme les codes des douanes, les rapports annuels des douanes, les bases de données publiques, etc.) pour la quasi-totalité des membres de l'OMC et des pays observateurs qui n'avaient pas été inclus dans la phase précédente de l'étude⁷. On trouve à l'annexe 2 une brève description des sources utilisées. L'exactitude des données de tous les pays a été contrôlée auprès des administrations des pays concernés et les chiffres manquants ont été ajoutés, mais un certain nombre de lacunes subsistent à ce stade malgré les vérifications opérées. La base de données ainsi obtenue contient des informations sur 107 pays non OCDE, dont 96 sont membres de l'OMC et 11 y ont le statut d'observateur. L'éventail est très large, puisqu'on y trouve 21 pays à faible revenu, 32 à revenu moyen inférieur, 39 à revenu moyen supérieur et 15 à revenu élevé. C'est un échantillon représentatif de tous les continents qui comprend des pays enclavés, des pays comptant parmi les moins avancés, certaines grandes économies émergentes et plusieurs pays à revenu élevé non membres de l'OCDE. La liste en est donnée à l'annexe 3.

Les données accessibles au public sur la mise en œuvre des mesures relatives au commerce de transit [indicateurs (m) à (p)] sont très limitées. Les renseignements sur ce point ont donc été recueillis au moyen de questionnaires. Dans le cas des pays d'Afrique subsaharienne choisis, ils ont été obtenus grâce à une collaboration directe avec les observatoires de l'USAID sur les échanges en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe ; pour les pays asiatiques sélectionnés, les données ont été tirées de l'enquête effectuée en 2012 par le Forum Asie-Pacifique de la CESAP sur la facilitation des échanges et le commerce dématérialisé⁸. On a recueilli des informations sur les mesures de transit dans 27 pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie dont la liste se trouve à l'Annexe 5.

À la différence de l'échantillon de l'OCDE, qui couvrait un groupe relativement homogène de pays à revenu élevé partageant de nombreuses caractéristiques en matière de gouvernance, d'infrastructures, de composition de la production et de liens commerciaux intéressant la facilitation des échanges, l'échantillon actuel comprend des pays aux caractéristiques très différentes en termes de revenu, de position géographique et de niveau de développement. Afin de tenir compte de cette hétérogénéité, susceptible de donner des résultats divergents en ce qui concerne l'incidence relative des indicateurs sur la facilitation des échanges, on a

-
6. Comme pour l'échantillon de l'OCDE, certaines variables pour lesquelles les données étaient rares dans l'ensemble de l'échantillon hors OCDE ont été sorties de la liste.
 7. Dans un certain nombre de cas (Égypte, Djibouti, Tadjikistan, Ouzbékistan), le Secrétariat n'a pas pu trouver de données sur les mesures de facilitation des échanges dans des sources publiques ou directement auprès des administrations des pays concernés. En outre, des pays comme la République démocratique du Congo ou le Laos ne figurent pas dans la base car les données sur les flux commerciaux manquent complètement et ne permettent pas de calculer l'impact de la facilitation sur le commerce.
 8. 30-31 octobre 2012, Colombo, Sri Lanka. L'enquête avait pour but de mesurer les progrès réalisés sur le plan de la facilitation des échanges dans les pays d'Asie et du Pacifique, notamment en ce qui concerne le guichet unique, le commerce dématérialisé et la facilitation du transit. Les répondants comprenaient des ministères et des organismes publics ainsi que des entités privées et autres (par exemple des instituts de recherche). Le questionnaire peut être consulté sur le site <http://www.unescap.org/tid/projects/tforum12.asp>.

constitué plusieurs groupes de pays (plutôt que de les considérer au cas par cas) en fonction de critères de revenu, de situation géographique et de partenariat économique. Au regard du revenu, les pays ont été groupés selon la classification de la Banque mondiale qui distingue les pays à faible revenu (PFR), à revenu moyen inférieur (PRMI), à revenu moyen supérieur (PRMS) et à revenu élevé (PRE). S'agissant des groupements géographiques, les régions suivantes ont été choisies : Afrique subsaharienne, Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA), Asie, Amérique latine et Caraïbes (ALC), Europe de l'Est (hors OCDE) et Asie centrale (EEAC). On a sélectionné plusieurs groupes en référence aux partenariats économiques, notamment les pays membres de l'APEC et ceux de la CEDEAO. À cela s'ajoute un groupe distinct, constitué de pays enclavés et de transit, pour lequel on procède à l'analyse de transit. Les listes des groupes de pays se trouvent aux Annexes 4 et 5.

III. Incidence des IFE sur les flux commerciaux et les coûts du commerce

Après avoir construit les indicateurs, on estime leurs effets sur les flux d'échanges et sur les coûts du commerce. L'analyse quantitative permet d'observer les domaines dans lesquels la facilitation des échanges entraîne les changements les plus marqués sur ces deux plans. Il s'avère important pour plusieurs raisons d'évaluer les conséquences des IFE à la fois sur les flux d'échanges et sur le coût des échanges. En premier lieu, les données sur les flux sont beaucoup plus riches que celles dont on dispose sur les coûts estimés des échanges et permettent d'intégrer l'analyse des flux nuls, alors que le coût des échanges apparaît infini dans le cas de deux pays qui ne commercent pas entre eux⁹. En deuxième lieu, les estimations des coûts des échanges sont une moyenne géométrique de ces coûts dans les deux sens, alors que le sens a de l'importance pour l'analyse des flux commerciaux (il est en effet possible de distinguer les échanges allant du pays i au pays j de ceux allant du pays j au pays i). C'est un aspect très important pour la prise de décisions, car cela permet d'observer si une modification des flux commerciaux est due aux mesures de facilitation prises par le pays importateur, par le pays exportateur ou simultanément par les deux partenaires. En troisième lieu, les estimations des coûts utilisées sont calculées à partir des flux commerciaux internationaux et intra-nationaux (Novy, 2008). Il y a lieu de croire que les mesures de facilitation peuvent accroître les flux commerciaux grâce à la diminution des coûts des échanges. Toutefois, comme ces derniers sont calculés à partir des flux eux-mêmes, il est difficile d'appréhender leur effet indépendant sur ces flux. Il est également possible que les IFE exercent une influence sur les flux à travers une autre mesure que celle du simple coût des échanges *ad valorem*. Pour évaluer l'incidence des IFE à la fois sur les coûts et les flux d'échanges, il semble donc raisonnable d'effectuer des spécifications séparées. Néanmoins, l'analyse des flux et coûts d'échanges ne permet pas de classer les indicateurs selon un ordre préférentiel d'application, c'est-à-dire en indiquant l'ordre recommandé d'exécution des interventions. Il aurait fallu pour cela disposer de données supplémentaires sur les dates de mise en œuvre des différentes mesures.

On procède à des régressions des échanges de produits dans différents secteurs à des niveaux agrégés¹⁰, mais aussi séparément pour l'agriculture et le secteur manufacturier. Les diverses catégories de produits réagissent peut-être différemment aux progrès de la facilitation

9. C'est pourquoi ces situations ne sont pas incluses dans la base de données CESAP-Banque mondiale sur le coût des échanges que nous utilisons (Arvis et al., 2013).

10. Les données sur les échanges bilatéraux sont tirées de la base de données WITS COMTRADE sur la base de la nomenclature CTCI Rev.3. Les secteurs suivants sont pris en compte : agriculture, industrie manufacturière, combustibles minéraux et produits miniers. Les variables de gravité « classiques » proviennent de la base de données CEPII Gravity.

des échanges. Les indicateurs sont calculés pour la période la plus récente, mais le modèle de gravité est appliqué à la période 2002-10¹¹.

Incidence des IFE sur les échanges bilatéraux

L'incidence des IFE est d'abord testée sur les flux commerciaux bilatéraux au moyen d'un modèle de gravité portant sur les échanges. Le modèle de gravité « classique », dans lequel les échanges sont calculés par régression de différentes variables constantes dans le temps favorables et défavorables au commerce -- comme le revenu et la distance physique, culturelle ou administrative -- est augmenté par l'introduction des IFE calculés. Le modèle vérifie le sens de l'évolution du commerce bilatéral à la suite d'améliorations des IFE. Conformément aux études économiques existantes, nous tenons compte du fait que les flux commerciaux entre deux pays dépendent non seulement des coûts spécifiques de leurs échanges bilatéraux, mais aussi de l'importance de ces coûts par rapport à ceux des échanges avec le reste du monde.¹²

L'objectif de cette évaluation quantitative est d'exploiter la possibilité d'une différenciation des effets des mesures de facilitation sur les échanges entre les groupes de pays sélectionnés, qui permettrait de faire ressortir d'éventuelles différences de priorités entre eux. Comme on l'a dit plus haut, les regroupements de pays en développement s'effectuent selon divers critères : par revenu (3), par région (5) et en fonction des partenariats économiques régionaux (2 exemples). Alors que l'analyse de l'échantillon de pays de l'OCDE se limitait aux effets des indicateurs de facilitation des échanges entre les pays de l'OCDE et Hong-Kong, Chine, la présente étude porte sur le commerce bilatéral entre tous les pays compris dans la base de données des IFE, y compris les pays de l'OCDE pour lesquels les IFE avaient été calculés dans l'étude précédente. On tient aussi compte d'une éventuelle incidence asymétrique des IFE sur les exportations et les importations, en incluant les groupes de pays dans le modèle de gravité successivement en tant qu'exportateurs et importateurs¹³. On peut ainsi démontrer que ce n'est pas seulement la performance en matière de facilitation des échanges du côté de l'importateur (ou de l'exportateur) qui compte pour le commerce bilatéral, mais que la performance des deux partenaires commerciaux est d'une importance égale. L'analyse qui inclut les quatre indicateurs de transit est effectuée séparément pour le groupe de pays enclavés et de transit (précisions à l'Annexe 8). Chaque spécification fait l'objet de différents contrôles de robustesse.

11. Les IFE concernant les pays non membres de l'OCDE sont établis au moyen des dernières informations disponibles. Afin d'augmenter le nombre d'observations et de prendre en compte la résistance multilatérale et la variation des prix, on retient un panel couvrant la période 2002-10. Compte tenu du mode d'élaboration des indicateurs et du fait qu'à ce stade nous ne tenons pas compte du rythme d'application des mesures, de nombreuses catégories d'IFE peuvent être considérées comme relativement stables pendant cette période. On procède à une analyse en coupe transversale de l'année 2009 pour contrôler la robustesse.
12. Nous suivons donc la démarche de Baier et Bergstrand (2009), qui consiste à calculer les termes de « résistance multilatérale » (RM) à partir des données du coût des échanges bilatéraux entre toutes les paires de pays et de la taille d'une économie relativement à celle de toutes les autres (on trouvera en annexe 7 des précisions sur la méthodologie et les spécifications).
13. Saslavsky et Shepherd (2012) appliquent des restrictions de ce type à la totalité de leur échantillon pour mettre en évidence l'effet important de la facilitation des échanges (illustré par l'IPL) sur une sélection d'échanges de biens finaux et intermédiaires pour des pays asiatiques considérés en tant qu'exportateurs et importateurs ainsi que pour les échanges nord-sud et sud-sud. Nos spécifications de gravité sont appliquées en limitant chaque fois l'échantillon d'exportateurs et d'importateurs successivement aux groupes définis et en envisageant leurs échanges avec tous les autres pays.

Toutes les spécifications donnent des résultats stables pour les variables classiques de l'équation de gravité, qui ont les signes attendus et sont statistiquement significatives. On obtient les résultats les plus statistiquement significatifs à propos de l'incidence des mesures sur les flux commerciaux quand tous les secteurs sont inclus. Les mesures qui semblent avoir l'effet le plus marqué et le plus robuste dans tous les pays en développement, c'est-à-dire dans les groupes de pays à revenu faible et moyen sont : (a) *la disponibilité des renseignements*, (f) *les formalités -- documents*, (g) *les formalités -- automatisation*, (h) *les formalités -- procédures* et (l) *la gouvernance et l'impartialité*. Les résultats sont moins robustes pour les consultations, les décisions anticipées, les procédures d'appel, les redevances et impositions ainsi que pour la coopération externe et interne entre les agences présentes à la frontière, où se rencontrent aussi le plus de difficultés concernant les données. Les mesures couvrant (h) *les formalités -- procédures*, (f) *les formalités -- documents* ainsi que (l) *la gouvernance et l'impartialité* donnent des résultats tout aussi importants pour les échanges de produits manufacturés. On obtient aussi des résultats cohérents pour (b) *l'implication des négociants*, (c) *les décisions anticipées* et (d) *les procédures d'appel* concernant l'industrie manufacturière. Un résultat important mérite d'être souligné : l'indicateur (l) *gouvernance et impartialité* exerce une très forte influence quand, dans les régressions, l'échantillon des pays importateurs est limité aux pays à revenu moyen inférieur et moyen supérieur.

Un résultat particulièrement notable ressort de l'analyse : l'incidence des IFE n'est pas seulement significative dans les spécifications portant sur les pays en développement en tant qu'importateurs, mais également lorsqu'ils exportent vers les autres pays (en développement et développés) de l'échantillon total. La mise en place de procédures d'exportation plus efficaces et la suppression des goulets d'étranglement aux frontières qui gênent les exportations sont des aspects importants des mesures de facilitation des échanges. Ce résultat confirme que les progrès en matière de facilitation dans les pays en développement conditionnent l'amélioration de leurs performances à l'exportation. En outre, dans le cas des importations, l'importance des résultats estimés ne tient pas seulement à leur incidence directe sur les importations elles-mêmes, mais aussi aux effets notables qui peuvent en résulter pour le marché intérieur et pour la compétitivité des exportations du fait de l'accès aux biens intermédiaires importés nécessaires.

Une dernière spécification rend compte des mesures de facilitation au niveau bilatéral en utilisant la moyenne géométrique des indicateurs de chaque pays. L'objectif est de mettre en évidence l'importance d'actions simultanées des pays exportateurs et importateurs. Dans cette spécification, les actions qui sont significatives pour les flux commerciaux bilatéraux sont les mêmes que celles des spécifications précédentes (Appendice 2).

S'agissant des échanges agricoles, les résultats sont moins cohérents dans les différents groupes de pays ; en effet, soit les signes des coefficients de certains des IFE sont contraires aux attentes, soit les effets estimés ne sont pas significatifs. Deux raisons pourraient largement expliquer cet état de fait : d'abord, les indicateurs comportent peu de variables propres au secteur agricole, comme la distinction entre produits périssables et non périssables ; ensuite, les données disponibles concernant ces variables étaient limitées. Toutefois, le modèle semble fonctionner assez bien pour le secteur agricole des pays à revenu moyen inférieur et supérieur, dont les indicateurs : (a) *disponibilité des renseignements*, (c) *décisions anticipées*, (f) *formalités-documents*, (g) *formalités-automatisation*, (h) *formalités-procédures* et (l) *gouvernance et impartialité* sont positifs et significatifs.

Effets sur les flux d'échanges dans les groupes de pays classés selon leur niveau de revenu

Dans les pays à faible revenu, ce sont les indicateurs de *formalités*, (f) *documents*, (g) *automatisation* et (h) *procédures* qui semblent exercer l'incidence la plus forte sur les flux commerciaux (Appendice 2). Dans les pays à revenu moyen, les indicateurs (h) *formalités-procédures*, (f) *formalités-documents*, (l) *gouvernance et impartialité* ainsi que (a) *disponibilité des renseignements* semblent avoir l'incidence la plus marquée. Lorsque l'échantillon des importateurs est limité aux pays à revenu moyen inférieur ou supérieur, l'indicateur (c) *décisions anticipées* présente un coefficient positif et significatif. Dans le cas des pays à revenu moyen inférieur, les indicateurs (b) *implication des négociants* et (d) *procédures d'appel* ont un effet significatif sur les échanges. Les résultats sont en général confirmés pour le commerce de produits manufacturés (Appendice 2).

Effets sur les flux d'échanges dans les groupes de pays classés selon leur situation géographique et les partenariats régionaux

On teste ensuite l'impact des IFE sur les groupes géographiques retenus¹⁴. Les mesures qui semblent avoir le plus d'importance dans les pays d'Afrique subsaharienne sont : (f) *les formalités – documents*, (l) *la gouvernance et l'impartialité* ainsi que (g) *les formalités – automatisation*. Les indicateurs (b), (c), (d) et (e) donnent aussi des résultats très marqués dans cette région ; le même ensemble d'indicateurs influe de façon positive et significative sur les échanges de produits manufacturés et agricoles. Dans les pays d'Asie, ce sont les indicateurs de *formalités* qui donnent le plus de résultats : (h) *procédures*, (f) *documents* et (g) *automatisation*. Les indicateurs (a), (b), (d) ont aussi de l'importance dans ce groupe, mais les résultats sont inégaux pour (c) *décisions anticipées* et (e) *redevances et impositions*. Il est intéressant de noter qu'en Amérique latine et aux Caraïbes (ALC) ainsi que dans les pays d'Europe de l'Est non membres de l'OCDE et dans les pays d'Asie centrale, ce sont à peu près les mêmes indicateurs qui exercent l'influence la plus forte, à savoir (h) *formalités – procédures*, (f) *formalités – documents* ainsi que (a) *disponibilité des renseignements*. Les indicateurs (c) *décisions anticipées* et (e) *redevances et impositions* ont aussi du poids dans le groupe ALC. Dans le cas des groupes MENA et Europe de l'Est-Asie centrale, les résultats pour les secteurs manufacturier et agricole sont plus ambigus (Appendice 2).

L'évaluation de l'incidence des IFE sur le commerce intra-régional dans chaque groupe géographique (par exemple pour les pays d'Afrique subsaharienne ne commerçant qu'entre eux) donne des résultats intéressants. En Afrique subsaharienne, les indicateurs : (f) *formalités – documents*, (l) *gouvernance et impartialité* et (g) *formalités – automatisation* donnent des résultats d'une significativité statistique égale, comme dans la spécification où les pays de la région commercent avec toutes les autres économies. La large gamme de contraintes qui pèsent actuellement sur la facilitation des échanges est d'ailleurs considérée comme un facteur essentiel du bas niveau des échanges intra-africains (Union africaine, 2012). Selon des travaux récents, les mesures en cours de discussion dans le cadre des négociations de l'OMC sur la facilitation des échanges pourraient réduire le commerce transfrontalier informel (Lesser et Moisé, 2009). Le modèle semble aussi très bien fonctionner avec les données relatives aux régions Asie et ALC.

14. De même, l'échantillon d'importateurs (d'exportateurs) est circonscrit à tour de rôle à ces groupes de pays. Pour chacun des groupes géographiques, nous vérifions aussi les effets des mesures de facilitation des échanges sur le commerce intra-régional.

Deux exemples de partenariats économiques régionaux, l'APEC et la CEDEAO, ont aussi fait l'objet de tests. Dans le groupe des pays de l'APEC, les mesures qui donnent les résultats les plus importants sont (g) *les formalités – automatisation*, (h) *les formalités – procédures* et (b) *l'implication des négociants*. Dans la CEDEAO, ce sont (f) *les formalités – documents* et (l) *la gouvernance et l'impartialité* ; la situation est donc comparable à celle du groupe de l'Afrique subsaharienne (Appendice 2).

Les résultats moins robustes de certains des indicateurs restants ne signifient pas nécessairement qu'ils ne soient pas pertinents au regard de la facilitation des échanges ; il faut plutôt en conclure que les lacunes des données pour l'échantillon de pays en développement ne permettent pas au stade actuel de tirer des conclusions définitives.

Effets sur les flux d'échanges des pays en développement enclavés

On applique un modèle de gravité similaire, enrichi des indicateurs de transit, au groupe des pays en développement enclavés. L'exercice porte sur l'échantillon total des pays enclavés disponible dans notre base de données (c'est-à-dire sur l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie), l'objectif étant d'obtenir davantage d'informations et de tirer parti d'une plus grande variabilité des données. Comme dans le cas des IFE relatifs à l'importation et à l'exportation, on recherche l'effet différencié des mesures concernant le transit sur les importations et les exportations des pays en développement enclavés. Les résultats figurent à l'Appendice 3.

Pour l'ensemble des échanges de produits, on obtient les résultats les plus significatifs statistiquement pour les indicateurs (n) *formalités de transit* et (p) *accords et coopération en matière de transit* (Appendice 3). Les résultats sont très similaires et robustes pour l'industrie manufacturière. En ce qui concerne l'incidence différenciée sur les importations et les exportations, on relève des résultats intéressants. Lorsque les pays enclavés exportent, l'indicateur (o) *garanties de transit* donne des résultats statistiquement significatifs. Certains des IFE relatifs à l'importation et à l'exportation semblent influencer fortement sur le commerce des pays enclavés, en particulier les indicateurs de *formalités* (h) *procédures*, (g) *automatisation* et (f) *documents* ainsi que l'indicateur (a) *disponibilité des renseignements*.

À propos de l'analyse du transit, des analyses plus poussées pourraient chercher à améliorer la qualité des variables concernant les flux commerciaux des pays en développement enclavés, non seulement en tentant de combler certaines des lacunes statistiques sur les flux bilatéraux, mais aussi en essayant de trouver des estimations représentatives des données du commerce de transit. Cela donnerait éventuellement un caractère plus significatif aux estimations par régressions. Une fois que l'on aura enrichi les données sur les échanges, il serait possible de se concentrer sur la forme du modèle. On a appliqué une forme linéaire du modèle en additionnant les mesures de facilitation propres aux différentes étapes d'un envoi transfrontalier partant de l'exportateur (de l'importateur) et passant par le (les) pays de transit, jusqu'à atteindre le partenaire commercial. Il existe peut-être plus de synergies entre les indicateurs caractérisant le pays importateur, le pays exportateur et le pays de transit. On pourrait les rechercher en étudiant les interactions éventuelles des IFE relatifs à l'importation et à l'exportation, des IFE de transit et des indices d'infrastructures.

Incidence des IFE sur les coûts du commerce

On teste aussi l'incidence des IFE sur les coûts du commerce, en partant de l'hypothèse que les mesures de facilitation des échanges définies devraient faire baisser les coûts des échanges bilatéraux. Les estimations de ces coûts sont tirées de la base de données CESAP-Banque mondiale dans laquelle Arvis et al. (2013) emploient la méthodologie conçue

par Novy (2008) en l'adaptant aux contraintes de données propres aux pays en développement. Selon l'équation de Novy (2008), le coût des échanges peut être calculé à partir du commerce bilatéral et intra-national, en estimant le surcoût encouru par le commerce au niveau international par rapport au commerce intra-national (on trouvera des précisions à l'Annexe 9). Il s'agit d'une mesure exhaustive du coût des échanges, englobant non seulement les frais de transport international et les droits de douane, mais aussi d'autres charges qui rendent plus difficile de commercer entre les pays plutôt qu'à l'échelle nationale (par exemple les infrastructures frontalières, les formalités de dédouanement, les mesures réglementaires applicables après le passage de la frontière, les différences de pratique des affaires et de contexte des investissements) (Shepherd, 2010; Duval et Utoktham, 2011). On calcule les coûts des échanges entre deux partenaires commerciaux en faisant leur moyenne géométrique dans les deux sens. On procède à une analyse de régression de ces coûts en fonction de variables « classiques » telles que la distance, la communauté de frontière et la communauté de langue, puis testés pour l'introduction des IFE (on trouvera des précisions à l'Annexe 10). Comme pour les flux d'échanges, les régressions sont effectuées dans les différents secteurs économiques à des niveaux agrégés¹⁵.

L'incidence des IFE sur les coûts d'échanges est vérifiée pour les mêmes groupes de pays que dans la section consacrée aux flux d'échanges. L'échantillon de données de coûts est limité successivement aux pays de chaque groupe sélectionné et à tous leurs partenaires commerciaux. Les résultats obtenus pour les flux d'échanges se confirment en général pour les coûts (Appendice 4). Les mesures ayant le plus d'effet sur les flux semblent influencer aussi fortement sur la réduction des coûts, bien que dans un ordre qui peut différer pour chaque groupe de pays. Ces légères différences pourraient avoir l'explication suivante : alors que les coûts des échanges sont seulement considérés en fonction de déterminants bilatéraux, on tient aussi compte pour les flux de la différence entre les coûts du commerce bilatéral et ceux du commerce avec le reste du monde ainsi que de la taille des autres économies. En outre, comme on l'a indiqué plus haut, s'il est possible d'envisager des flux d'échanges nuls, le coût des échanges a alors une valeur infinie et ne figure donc pas dans la base de données CESAP-Banque mondiale.

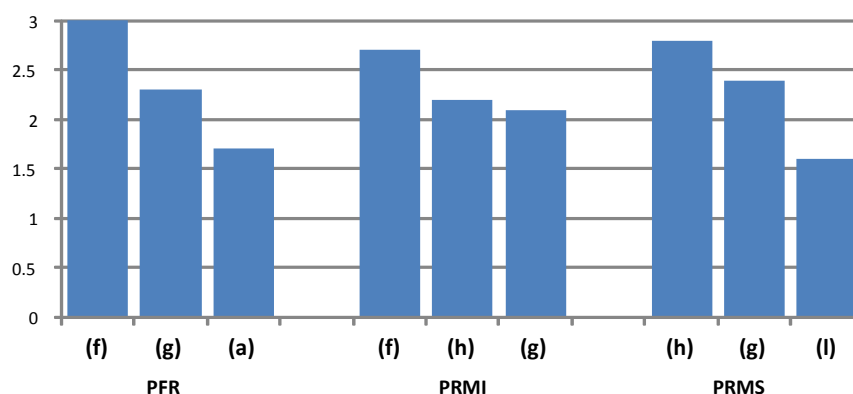
Comme pour les flux d'échanges, il n'y a pas lieu de conclure que les résultats concernant le reste des indicateurs ne sont pas pertinents. Les limitations des données ne permettent pas de tirer à ce stade de conclusions plus solides. De nouvelles améliorations de la base de données ou l'extension des séries temporelles pour les indicateurs pourraient mettre en évidence une incidence statistiquement significative d'autres indicateurs sur les coûts d'échanges, stable dans les différentes spécifications.

Du point de vue des politiques publiques, il est important d'estimer les contributions relatives des IFE aux coûts des échanges. La contribution potentielle des IFE à la réduction de ces coûts est calculée au moyen d'une décomposition de la variance (voir Annexe 11), qui montre à quel degré les divers IFE concourent à la variance des coûts du commerce bilatéral. Quand on analyse les coûts du commerce bilatéral entre les pays à faible revenu et le reste des pays de notre base de données, les indicateurs (f) *formalités – documents*, (g) *formalités – automatisation* et (a) *disponibilité des renseignements* ont l'effet le plus marqué (réduction possible estimée des coûts respectivement de l'ordre de 3 %, 2.3 % et 1.7 %). On s'aperçoit

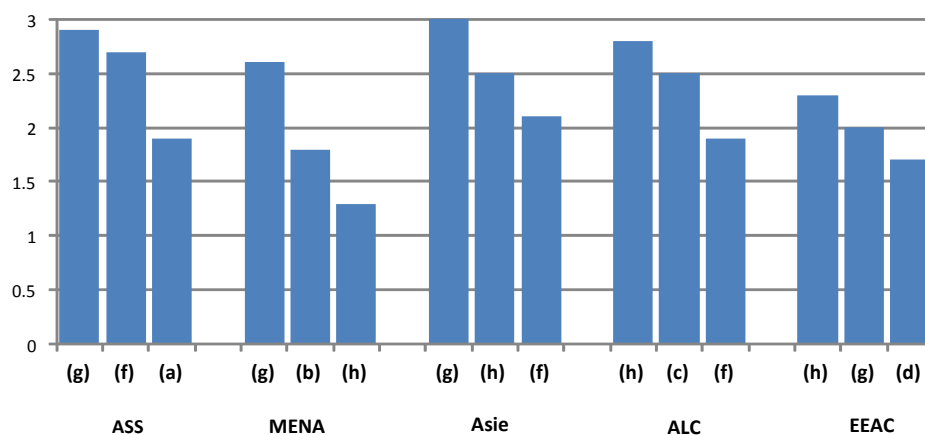
15. La base de données CESAP-Banque mondiale donne des estimations du coût des échanges au niveau sectoriel à la fois pour le commerce de produits manufacturés et pour celui de produits agricoles. Toutefois, étant donné que la répartition par secteurs limite le nombre d'observations par groupe de pays, notre analyse porte sur l'ensemble des secteurs producteurs de biens, ce qui permet d'obtenir davantage d'observations et une plus grande variabilité des données.

que les mesures les plus importantes pour les échanges totaux de produits dans les pays à revenu moyen inférieur (PRMI) sont l'ensemble des indicateurs de *formalités* : (f) *documents* (2.7 %), (h) *procédures* (2.2 %) et (g) *automatisation* (2.1 %). Pour les pays à revenu moyen supérieur (PRMS), les indicateurs prédominants sont (h) *les formalités – procédures* (2.8 %), (g) *les formalités - automatisation* (2.4 %) et (l) *la gouvernance et l'impartialité* (1.7 %) (Annexe 11).

Graphique 1. Possibilités de réduction du coût des échanges de produits par groupe de revenu (%)



Quand on limite l'échantillon aux pays de chaque groupe géographique et à la totalité de leurs partenaires commerciaux, les domaines qui semblent contribuer le plus à la réduction des coûts des échanges en Afrique subsaharienne (ASS) sont (g) *les formalités – automatisation*, (f) *les formalités - documents* et (a) *la disponibilité des renseignements* (potentiel de réduction estimé à respectivement 2.9 %, 2.7 % et 1.9 %). Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), les plus grandes possibilités de diminution des coûts semblent se trouver dans (g) *les formalités – automatisation* (2.6 %), (b) *l'implication des négociants* (1.8 %) et (h) *les formalités – procédures* (1.3 %). En Asie, la baisse des coûts résulterait d'améliorations dans (g) *les formalités - automatisation* (3 %), (h) *les formalités – procédures* (2.5 %) ainsi que (f) *les formalités – documents* (2.1 %). En Amérique latine et dans les Caraïbes, les mesures les plus importantes porteraient sur (h) *les formalités – procédures* (2.8 %), (c) *les décisions anticipées* (2.5 %) ainsi que (f) *les formalités – documents* (1.9 %). Enfin, en ce qui concerne l'Europe de l'Est et l'Asie centrale (EEAC), on obtient des résultats statistiquement significatifs pour (h) *les formalités – procédures* (2.3 %), (g) *les formalités – automatisation* (2 %) et (d) *les procédures de recours* (1.7 %) (Annexe 11).

Graphique 2. Possibilités de réduction du coût des échanges de produits par groupe géographique (%)

Dans le cas des pays enclavés, les mesures concernant le transit qui s'avèrent les plus importantes pour l'ensemble des échanges de marchandises sont (n) les *formalités de transit* (2.3 %), (p) *les accords et la coopération en matière de transit* (1.9 %) ainsi que la série d'indicateurs des *formalités* d'importation et d'exportation (h) *procédures* (2.1 %) et (g) *automatisation* (1.7 %).

L'addition de tous les IFE dans la même régression¹⁶ donne des résultats importants en ce qui concerne l'incidence totale sur les coûts d'échanges dans les différents groupes de pays. Dans les groupes constitués en fonction du revenu et de la situation géographique, les progrès de la facilitation des échanges aboutissent à des réductions globales significatives des coûts. Pour les pays à faible revenu, la réduction potentielle moyenne est estimée à approximativement 14.5 %, tandis que pour les pays à revenu moyen inférieur et supérieur, elle est estimée respectivement à 15.5 % et 13.2 % (Annexe 11). Ces estimations se réfèrent aux effets marginaux cumulés de tous les IFE. Leur incidence totale combinée est donc supérieure à la simple somme des effets de chaque composante, ce qui confirme l'intérêt d'inscrire la facilitation dans le cadre d'une réforme globale au lieu de s'en tenir à des mesures isolées. Le potentiel d'économies d'une réforme globale reprenant les aspects de facilitation considérés ici est ainsi mis en évidence. Il y a lieu de croire que cette possibilité de réduction du coût des échanges bénéficierait à l'ensemble des parties prenantes, c'est-à-dire à la fois aux importateurs, aux exportateurs et à l'administration publique.¹⁷

IV. Réflexions sur les indicateurs

Cette section présente des observations générales sur les domaines de facilitation des échanges couverts par chacun des indicateurs, à la fois pour l'échantillon total de pays non membres de l'OCDE (92 pays en développement et 15 pays à revenu élevé) et pour les groupes de pays faisant l'objet de l'analyse quantitative. Elle indique les variations nationales les plus marquées en expliquant ce qu'elles signifient pour les résultats des pays. Elle attire aussi l'attention sur les problèmes d'interprétation posés par les différentes variables, notamment

16. À l'exception des indicateurs plus « ambigus », c'est-à-dire ceux qui donnent des résultats non significatifs ou ayant des signes non attendus.

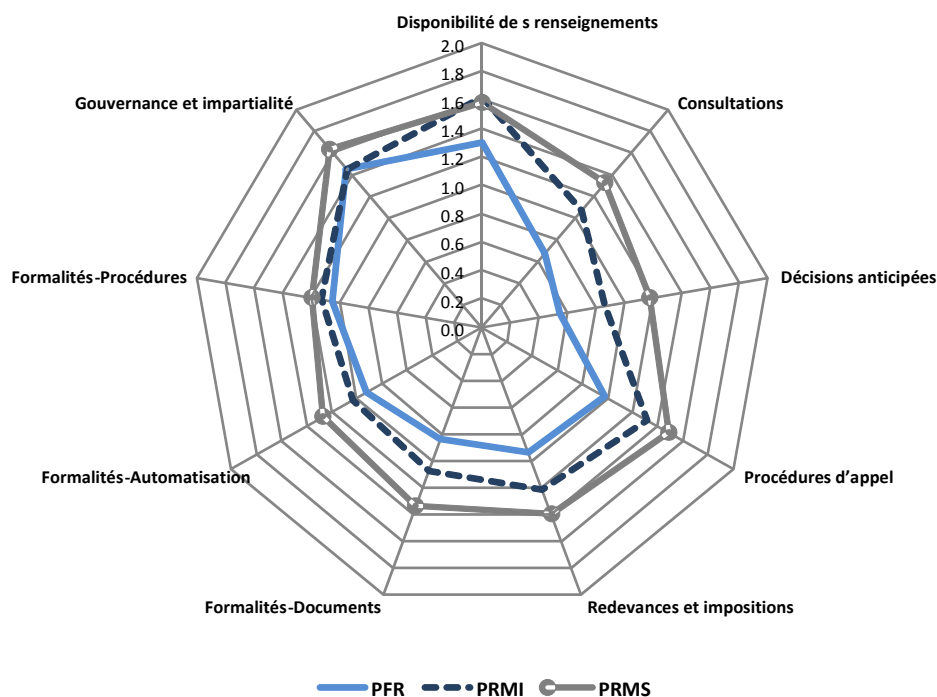
17. Une méthode quantitative plus perfectionnée pourrait faire apparaître plus précisément l'identité des bénéficiaires.

pour les domaines de facilitation des échanges dans lesquels les lacunes des données compliquent les interprétations des différences de résultats entre les pays.

Les principaux domaines de facilitation caractérisés par la rareté des informations fiables correspondent aux indicateurs (e) *redevances et impositions*, (i) *coopération interne des diverses agences à la frontière* et (j) *coopération externe des diverses agences à la frontière*. Certains aspects particuliers des divers indicateurs présentent aussi des difficultés de disponibilité des données, par exemple (v13) les parties prenantes ciblées dans les consultations publiques, (v17) le nombre de demandes de décisions anticipées, (v41) le pourcentage de procédures effectuées électroniquement, (v47), la publication des délais moyens de dédouanement ou (v54) les contrôles après dédouanement.

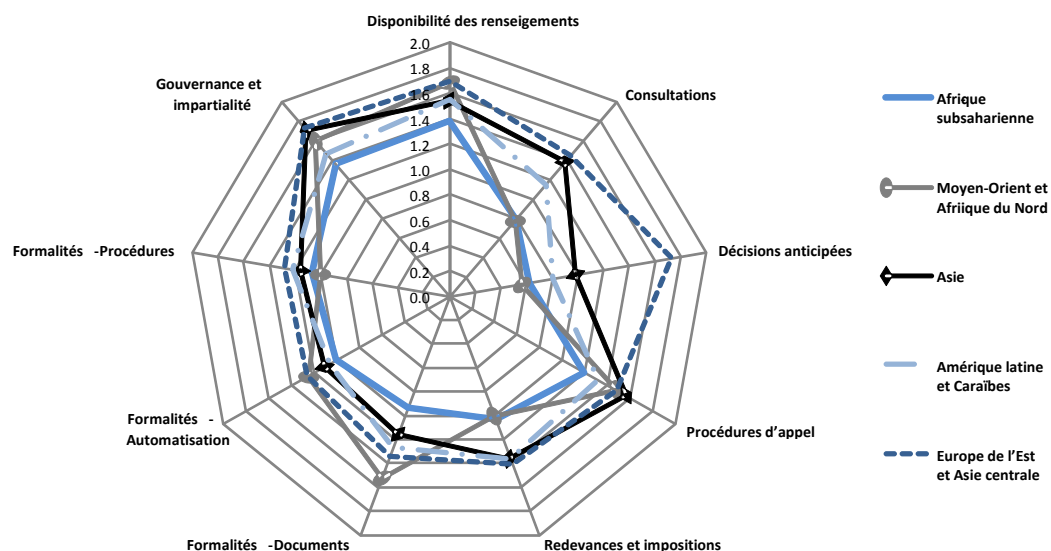
Les graphiques 3 et 4 donnent un aperçu général des différences d'application des ensembles de mesures entre les divers groupes de pays. Ils confirment l'existence de ces différences, plus prononcées entre les groupes par revenu qu'entre les groupes par région. Ils montrent aussi dans quels domaines les écarts à combler sont les plus grands. Les disparités sont plus significatives en fonction du niveau de revenu dans les domaines des consultations, des décisions anticipées, des procédures de recours et des documents que dans ceux de l'automatisation ou de la simplification des procédures. Dans les groupes géographiques, il y a moins d'écart de performance à l'exception notable des consultations, des décisions anticipées et, dans une moindre mesure, des documents. Les sous-sections ci-après décrivent de façon plus fine les différences entre les séries de mesures dans ces groupes. L'Annexe 12 résume la situation de l'application dans les groupes de pays des différentes mesures étudiées dans les sous-sections.

Graphique 3. IFE et groupes de pays en développement classés par niveau de revenu



Note : les valeurs des IFE vont de 0 à 2, le chiffre 2 correspondant au meilleur résultat. Les valeurs indiquent la performance moyenne des IFE par groupe de pays.

Graphique 4. IFE et groupes de pays classés selon leur situation géographique

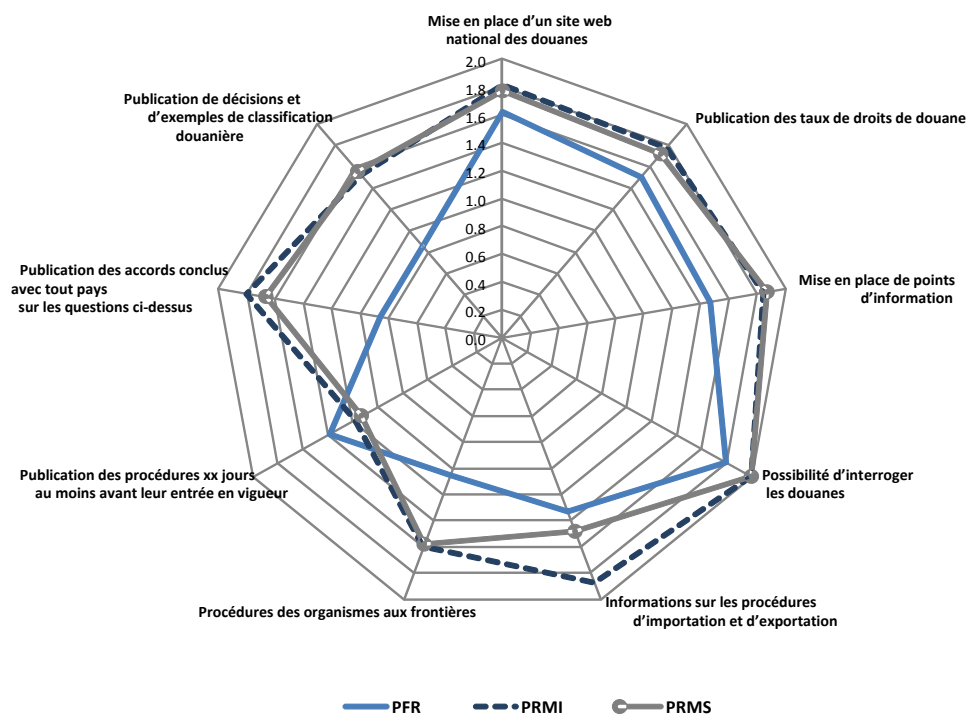


Note : les valeurs des IFE vont de 0 à 2, le chiffre 2 correspondant au meilleur résultat. Les valeurs indiquent la performance moyenne des IFE par groupe de pays.

(a) Disponibilité des renseignements

Les mesures de disponibilité des renseignements comprennent la diffusion sur Internet ou sous d'autres formes des informations sur les règles et procédures applicables aux frontières ainsi que les mécanismes de transparence comme les points d'information. Cette catégorie de mesures est relativement bien appliquée dans les pays pris en compte. On trouve dans la quasi-totalité d'entre eux, à l'exception de quelques pays d'Afrique subsaharienne, des sites Internet offrant un minimum de renseignements relatifs aux procédures d'importation et d'exportation. La grande majorité de ces sites les donne dans l'une des langues officielles de l'OMC (anglais, français ou espagnol). Il semble aussi qu'une majorité significative diffuse des renseignements sur les taux de droits de douane de même que des données permettant de comprendre les grandes lignes des procédures applicables aux importations et aux exportations (71 % des PFR étudiés). En revanche, les pays qui offrent des documents et des formulaires à télécharger sur le site Internet des douanes sont moins nombreux, notamment parmi ceux à faible revenu. Les domaines où l'application de ces mesures semble moins complète dans les pays non membres de l'OCDE de l'échantillon sont la publication d'accords et la diffusion de décisions et d'exemples de classification douanière. Un tour d'horizon des sites des services des douanes permet de conclure que la moitié environ des pays de la base de données publierait des informations de cette nature, le pourcentage étant encore plus réduit parmi les pays à faible revenu.

Graphique 5. Mesures de la disponibilité des renseignements



Les points d'information présentent un potentiel d'amélioration de l'efficacité qui semble maintenant bien compris dans le monde entier. La plupart des pays à revenu moyen ainsi que 52 % des PFR pris en compte en ont un ou plusieurs et donnent la possibilité d'interroger ces points d'information sur des questions douanières soit par téléphone, soit en ligne. La plupart de ces renseignements sont aussi disponibles sur le site Internet des douanes. Il convient toutefois de noter que la base de données indique la disponibilité de points d'information et d'autres mécanismes de réponse aux questions, mais n'évalue pas la qualité des réponses et des renseignements fournis, ce qui aurait nécessité des recherches supplémentaires sur le terrain.

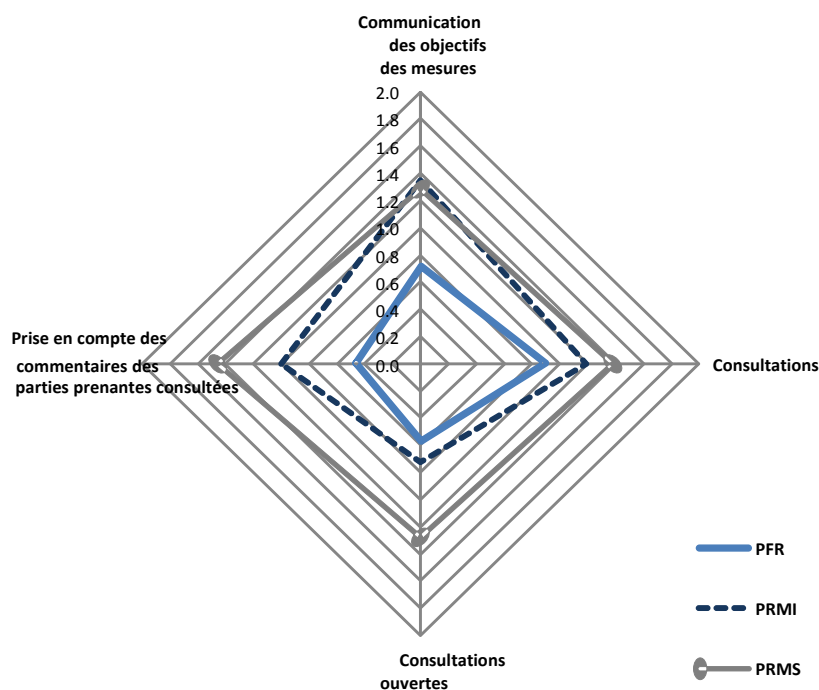
Enfin, moins de la moitié des pays de l'échantillon semblent prévoir un intervalle entre la publication et l'entrée en vigueur des lois et réglementations nouvelles ou modifiées sur les échanges ; pour un tiers environ des pays, il n'a pas été possible de trouver des informations sur ce sujet.

(b) Implication des négociants

Les mesures en faveur de l'implication des négociants dans la conception et la gestion quotidienne des politiques et procédures relatives au passage des frontières se réfèrent surtout aux consultations entre les négociants et l'administration, à leur portée, à leur contenu et à leurs résultats. Il a été difficile de trouver des informations publiques sur cette catégorie de mesures. La moitié des pays de l'échantillon -- dont la grande majorité sont des pays non membres de l'OCDE à revenu moyen et élevé -- semble organiser des consultations régulières entre les négociants et l'administration. La fréquence de ces consultations devrait a priori différer beaucoup d'un pays à l'autre, mais il n'a pas été possible de rassembler des informations sur leur nombre dans les pays qui en organisent effectivement.

De même, il a été difficile de déterminer quel type de public a accès à ces consultations ou de savoir si les commentaires formulés dans ce cadre sont pris en compte dans l'établissement des réglementations concernées ou des amendements qui leur sont apportés. La question relative aux publics ciblés a été représentée par une variable de la base du CEPPII, « International Profiles Database », qui détermine si les structures de dialogue en place dans un pays prennent en considération les intérêts des principaux acteurs économiques et sociaux. Parmi les 66 pays en développement pour lesquels on disposait de données, 31 semblent ouvrir les consultations à toutes les parties prenantes.

Graphique 6. Consultations entre les négociants et les États



(c) *Décisions anticipées*

Plus des deux tiers (78 sur 107) des pays de l'échantillon ont un mécanisme de décisions anticipées (DA) Les 29 autres¹⁸ se répartissent également entre les groupes de pays à faible revenu, à revenu moyen inférieur et moyen supérieur. On n'a pu intégrer à la construction de l'indicateur aucune variable relative au nombre des décisions prises ou demandées, contrairement à ce qui avait été fait pour l'échantillon des pays de l'OCDE. Comme l'indicateur ne retient que des variables en rapport avec les caractéristiques du système de décisions anticipées, tout lien de causalité éventuel s'établit forcément entre, d'une part, l'indicateur de décisions anticipées et, d'autre part, le volume ou le coût des échanges, et pas dans l'autre sens (en d'autres termes, on ne s'attend pas à ce que le volume des échanges génère la demande de décisions anticipées, mais au contraire à ce que ces dernières suscitent des variations du volume ou du coût des échanges). En revanche, l'absence d'information sur ce point et sur un certain nombre d'aspects des indicateurs -- comme on l'indique ci-après -- explique probablement que, pour cet indicateur, les résultats aient été moins cohérents sur le

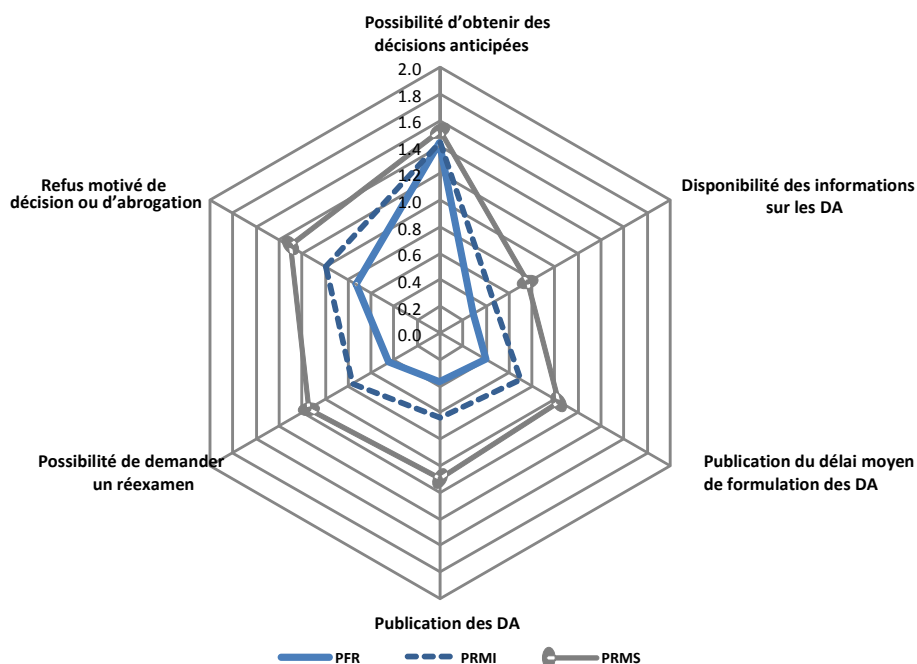
18. Pour lesquels il n'a pas été possible de déterminer s'il existe ou non un mécanisme de décisions anticipées.

plan de la signification statistique dans les différentes spécifications pour certains groupes de pays.

Des informations fragmentaires semblent indiquer que le degré d'utilisation des mécanismes de décisions anticipées diffère sensiblement selon les pays, mais on n'a pas obtenu de statistiques précises sur le nombre de demandes de ces décisions dans la grande majorité des pays qui en proposent. La plupart d'entre elles semblent porter sur la classification tarifaire, un champ d'application similaire aux tendances relevées dans l'échantillon de l'OCDE et plus limité que celui du dispositif obligatoire de décisions anticipées proposé dans le cadre des négociations de l'OMC. Il y a moins de données disponibles sur les autres domaines couverts, comme l'origine ou les méthodes de détermination de la valeur des marchandises.

Plus de la moitié des pays qui disposent d'un mécanisme de décisions anticipées indiquent qu'ils proposent un site web consacré aux procédures applicables. La grande majorité des pages web en question ne donnent de renseignements que sur les procédures de décisions anticipées, mais sont dépourvues d'une interface interactive qui permettrait d'effectuer des demandes de DA en ligne. En outre, les informations sur la durée de validité des décisions anticipées manquent dans 45 des pays qui les pratiquent, dont la plupart sont des pays à revenu moyen supérieur. Dans les 33 pays restants, la durée de validité va de six mois à une période indéfinie, c'est-à-dire jusqu'à ce que la décision soit modifiée ou annulée.

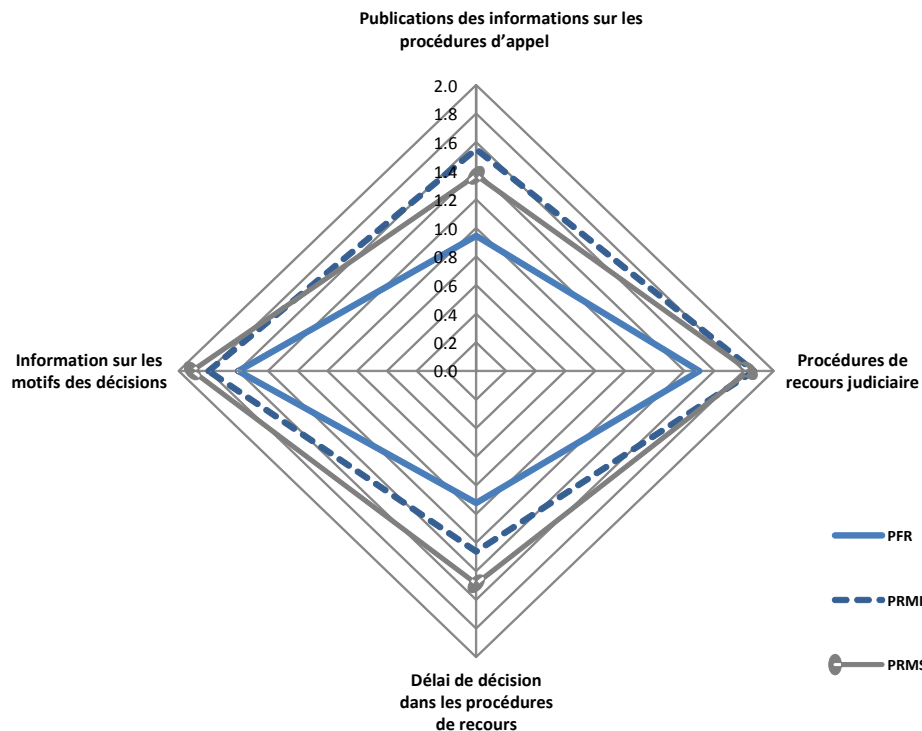
Graphique 7. Décisions anticipées



Le taux d'application varie beaucoup dans des domaines comme la publication des décisions anticipées d'intérêt général, la possibilité de solliciter le réexamen d'une décision anticipée et la divulgation des motifs du refus de prendre une décision anticipée ou de son abrogation. Dans presque tous les pays à faible revenu, les informations manquent sur ces aspects ou il est établi qu'ils ne sont pas appliqués. Au contraire, la grande majorité des pays à revenu moyen dotés d'un mécanisme de DA applique toutes les dispositions mentionnées ci-dessus.

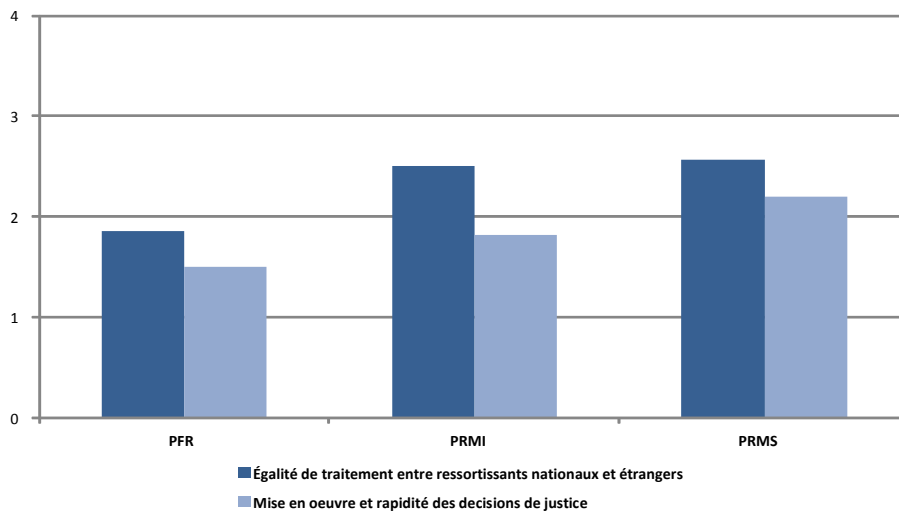
(d) Procédures d'appel

L'indicateur des procédures d'appel se réfère à un certain nombre de caractéristiques de base du système de recours des pays concernés, comme la transparence, l'équité, l'accessibilité, la rapidité et l'efficacité des règles applicables et des résultats. Des procédures de recours efficaces assurent l'application transparente et le respect de la législation par l'administration des douanes et les autres organismes concernés. Au vu des informations tirées du questionnaire de la Global Express Association, il semble que nombre des pays couverts par l'enquête diffusent des informations à propos des procédures de recours sur un site Internet dédié ; néanmoins, il n'a pas été possible en pratique de localiser les adresses et de vérifier le contenu des sites dans un certain nombre de pays de l'échantillon.

Graphique 8. Procédures d'appel

Les informations relatives à la mise en œuvre de ces procédures dans les différents pays, notamment concernant les délais, sont rares et justifieraient des recherches supplémentaires. Celles tirées de la base de données Institutional Profiles Database (IPD) sur l'égalité de traitement entre acteurs nationaux et étrangers dans les litiges commerciaux ainsi que sur le degré d'exécution et la rapidité des décisions de justice en la matière (la valeur de chaque indice va de 0 à 4) indiquent l'existence d'une grande marge d'amélioration des mécanismes judiciaires qui traitent des questions commerciales.

Graphique 9. Décisions de justice en matière commerciale



Source : calculs des auteurs à partir des chiffres 2009 de la base de données Institutional Profiles Database. Les deux indices vont de 0 à 4.

(e) *Redevances et impositions*

Les informations publiées sur les redevances et impositions applicables sont très limitées. Pour la moitié des pays de l'échantillon, il n'a pas été possible de confirmer si l'on pouvait en trouver au moins dans les codes des douanes. Dans quelques pays seulement, le site web des douanes contient une page sur ce sujet, et il s'agit surtout de pays à revenu moyen supérieur et à revenu élevé non membres de l'OCDE. On n'a trouvé de renseignements sur le calcul ad valorem des redevances et impositions que dans 47 pays. Les données disponibles, qui émanent essentiellement des examens de politique commerciale de l'OMC, mentionnent 16 pays en développement qui calculent les redevances et impositions sur une base ad valorem. En outre, 22 des administrations douanières des pays en développement interrogées appliquent une redevance pour les services procurés pendant les horaires de travail normaux. La rareté ou la mauvaise visibilité ou accessibilité des données sur les redevances et impositions montrent bien la nécessité d'améliorer les performances dans ce domaine. C'est peut-être aussi à cause des données manquantes que les résultats pour ces indicateurs ne sont pas robustes dans plusieurs des groupes de pays et spécifications.

Le montant des diverses redevances et impositions (par exemple les taxes portuaires, taxes aéroportuaires, taxes sur le transport par route et par rail, les frais d'entreposage et de transbordement, les commissions de mandataires) est considéré comme élevé ou très élevé par une moyenne de 48 % des répondants à l'enquête IPL dans le groupe des pays à faible revenu, de 44 % des répondants dans le groupe des pays à revenu moyen inférieur et de 34 % des répondants dans le groupe des pays à revenu moyen supérieur.

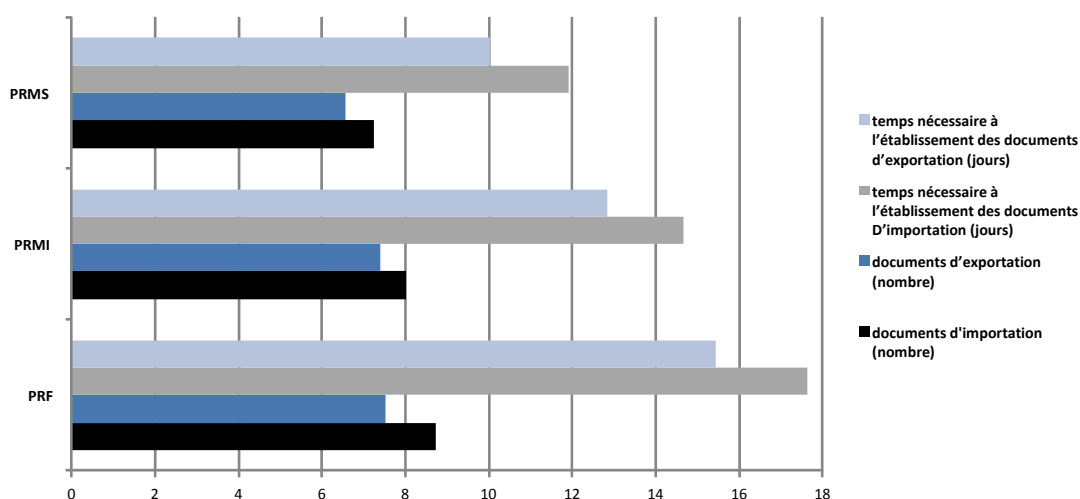
(f) *Formalités-documents*

Les mesures relatives aux documents exigés se réfèrent à la fois au degré d'harmonisation de la documentation nécessaire aux échanges, par l'adoption de normes internationales, et à la simplification des obligations, par l'utilisation de copies et la réduction du nombre et de la complexité des documents requis. Les informations concernant l'usage de copies restent limitées et ont pu être obtenues de sources publiques ou directement auprès des administrations concernées pour moins de la moitié des pays de l'échantillon, dont des pays de

l'APEC non membres de l'OCDE. Il semble que la moitié d'entre eux acceptent des copies de documents.

En ce qui concerne le reste des variables de cet indicateur, les différences entre les groupes de pays constitués en fonction du revenu sont frappantes. Les pays à faible revenu accusent un retard significatif sur les autres groupes pour le nombre de documents nécessaires à l'exportation et à l'importation ainsi que pour les délais moyens nécessaires pour la préparation de ces documents, de sorte que ce domaine apparaît comme un objectif prioritaire de l'action publique, de l'assistance technique et des efforts de renforcement des capacités pour l'avenir. Dans les pays à revenu moyen, il faut moins de documents pour importer ou exporter et moins de temps pour les établir que dans les pays à faible revenu. On peut voir une corrélation directe entre ces résultats et l'application des systèmes d'échange de données informatisées et de guichet unique, car les pays à revenu moyen sont plus performants dans ces domaines (voir sections suivantes) ; la mise en œuvre de ces systèmes permet de simplifier les demandes en matière de documents ainsi que leur mode de soumission.

Graphique 10. Documents et délais nécessaires à l'exportation et à l'importation



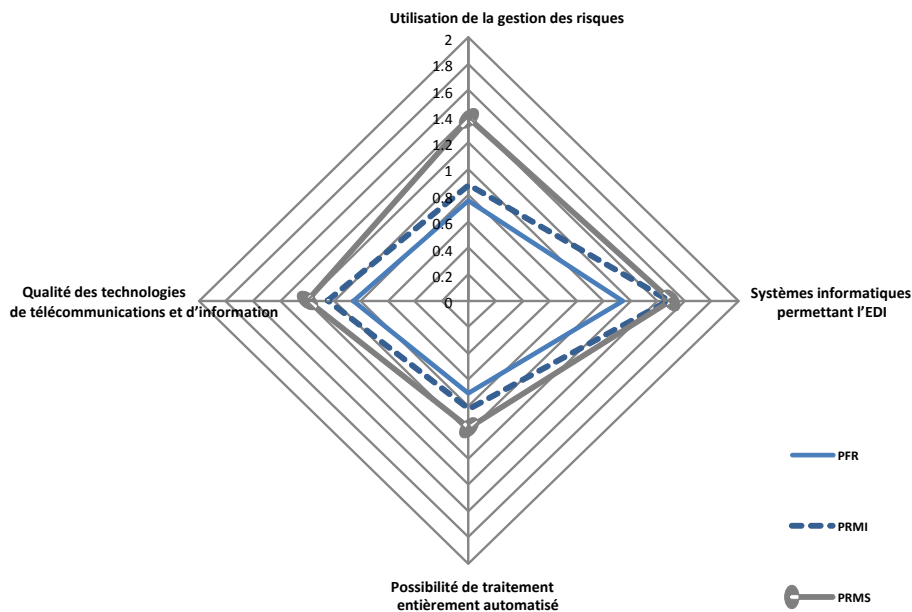
Source : calculs des auteurs à partir des indicateurs de la Banque mondiale (« Doing Business ») sur la pratique des affaires (rubrique commerce transfrontalier).

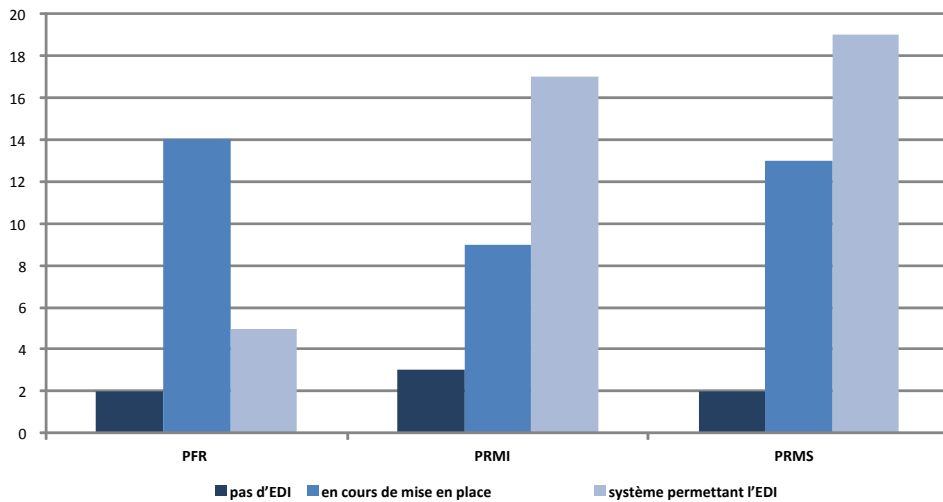
La conformité aux normes internationales¹⁹ reste relativement limitée parmi les pays interrogés dans le cadre de l'enquête. Des 92 pays en développement, 44 ont ratifié au moins deux des trois conventions internationales considérées et 33 n'en ont ratifié qu'une, tandis que les 15 autres semblent n'en avoir ratifié aucune. Toutefois, comme pour l'échantillon de l'OCDE, il faut interpréter prudemment les indications données par la variable « conformité aux normes internationales » (v36) ; la ratification d'un traité n'implique pas automatiquement sa mise en œuvre intégrale et immédiate, alors que certains pays de l'échantillon peuvent déjà appliquer une partie des dispositions de ces conventions sans les avoir encore ratifiées.

19. Cette variable correspond à la ratification des conventions internationales suivantes : Convention d'Istanbul, Convention sur le Système harmonisé et Convention de Kyoto révisée.

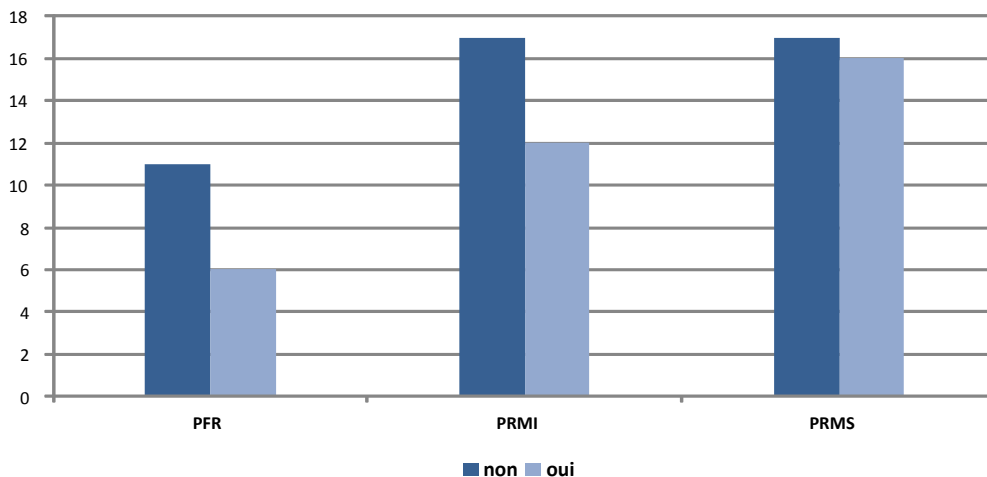
(g) Formalités-automatisation

Cet indicateur couvre une série d'aspects très importants de la facilitation des échanges, dont les procédures automatisées, l'échange de données informatisées (EDI) ou la gestion des risques. On constate que, dans la majorité des pays interrogés, des systèmes informatiques permettant l'échange de données informatisées sont en cours de mise en place ou déjà opérationnels. Dans la plupart des pays à revenu moyen inférieur et supérieur, les systèmes informatiques semblent maintenant prêts pour un échange de données informatisé, alors que la grande majorité des pays à faible revenu déclarent être à un stade avancé de préparation (graphique 12). Il faudrait cependant des informations complémentaires pour savoir si l'EDI est fiable. Ainsi, la connectivité, l'accès à l'électricité et la fiabilité des réseaux électriques peuvent être déterminantes pour l'efficacité de l'EDI, en particulier dans les postes frontières éloignés de certains pays en développement. Dans beaucoup de pays en développement de l'échantillon, les services publics ont encore difficilement accès à l'énergie (AIE, 2012), tandis que les pertes moyennes dans les réseaux de transport et de distribution d'électricité restent très élevées (IDM, 2012).

Graphique 11. Automatisation des formalités

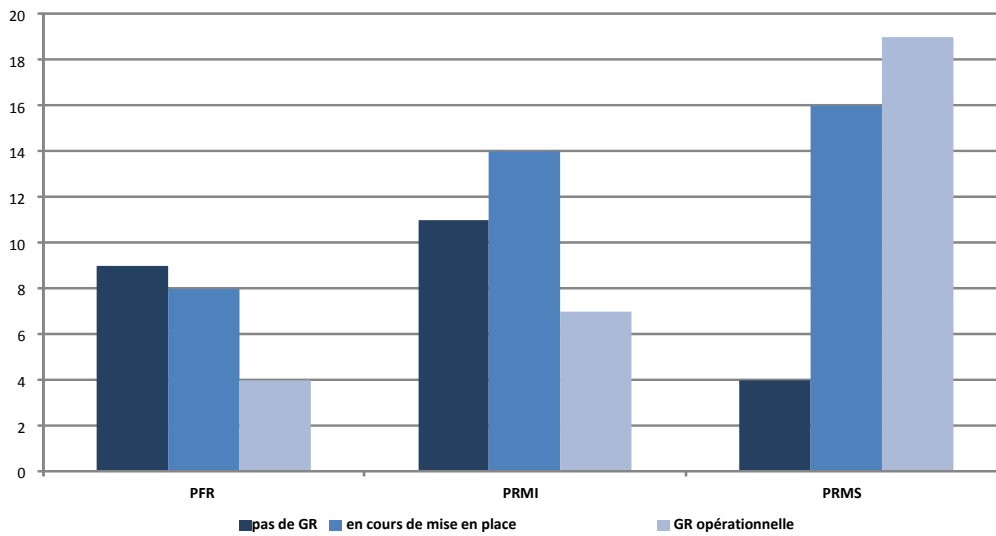
Graphique 12. Systèmes informatiques et EDI

Les informations sur les systèmes EDI doivent être corroborées par les données sur l'utilisation par les services douaniers de processus automatisés fonctionnant en permanence ; il semblerait que 41 pays seulement fassent état de leur existence, dont la grande majorité sont des pays à revenu moyen supérieur et à revenu élevé non membres de l'OCDE.

Graphique 13. Possibilité de traitement entièrement automatisé dans les services douaniers

Les informations récentes sur le pourcentage de procédures pouvant être effectuées électroniquement sont très limitées et proviennent des réponses directes apportées par les pays au moment de la vérification. S'agissant de la gestion des risques, l'un des aspects essentiels de l'automatisation, 34 pays semblent appliquer avec succès un système de ce type, en particulier des pays à revenu moyen supérieur et à revenu élevé non membres de l'OCDE. Les pays qui n'en disposent pas ou sont en train d'en mettre un en place sont au nombre de 72. Il existe par conséquent une importante marge d'amélioration dans ce domaine.

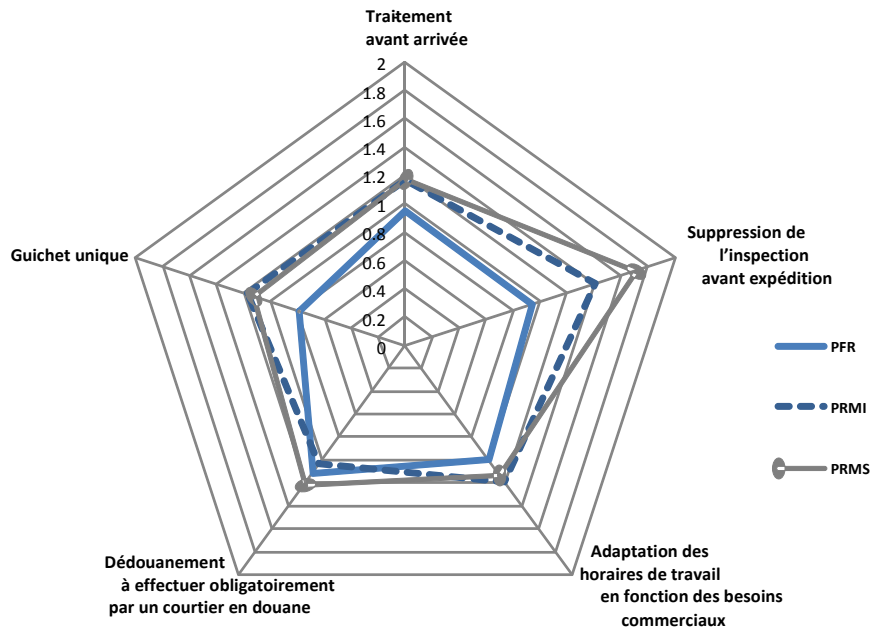
Graphique 14. Application de la gestion des risques



(h) *Formalités-procédures*

L'indicateur relatif aux *procédures* intègre aussi une série d'éléments très importants de la facilitation des échanges, notamment le guichet unique, le traitement avant arrivée, l'inspection physique, le contrôle après dédouanement (CAD), la séparation de la mainlevée et du dédouanement ainsi que le statut d'opérateur agréé ; tous sont des aspects fondamentaux du fonctionnement des services douaniers.

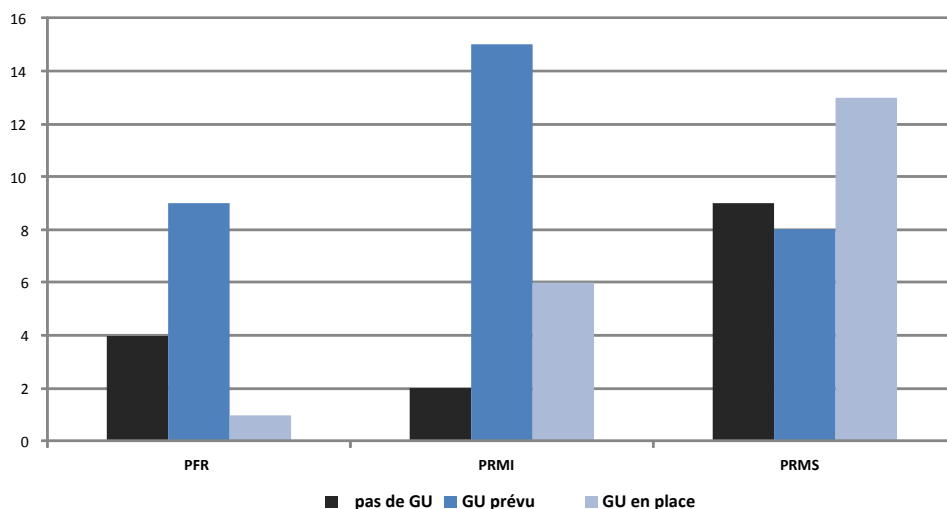
Graphique 15. Formalités-procédures



Le guichet unique est une mesure de facilitation des échanges de grande portée, dont les modalités et la mise en œuvre peuvent être très variables selon les pays. Il semble que la plupart des pays de l'échantillon ont commencé de mettre en place une forme ou une autre de guichet unique, ou prévoient de le faire.²⁰ Parmi les 23 pays qui déclarent recourir déjà au guichet unique, plus de la moitié sont des économies à revenu moyen supérieur. Le fait que ce mécanisme soit prévu ou en cours de mise en place dans la majorité des pays interrogés témoigne de l'importance des efforts entrepris, car un projet de guichet unique ne peut être réalisé qu'à moyen terme et avec la participation d'un large éventail de parties prenantes ; par ailleurs, la programmation, la méthode suivie et les grandes lignes budgétaires diffèrent d'un pays à l'autre.

Le lien entre la mise au point d'un mécanisme de guichet unique et les progrès en matière informatique n'est pas directement confirmé par les données ; en effet, le nombre de pays à revenu moyen ayant effectivement adopté le guichet unique pour simplifier les formalités frontalières imposées aux opérateurs économiques est très inférieur à celui des pays déclarant que leur système informatique est prêt à l'échange de données informatisées ou qu'ils pratiquent la gestion des risques. Mais les informations disponibles sur l'architecture institutionnelle et les différents organes qui interviennent directement dans les mouvements transnationaux de produits ne sont pas suffisantes pour indiquer si le chaînon manquant pour exploiter l'amélioration du système informatique tient à la qualité de la coopération et de l'échange d'informations entre les différents agences gouvernementales, les services douaniers et les postes de contrôle frontalier.

Graphique 16. Guichet unique

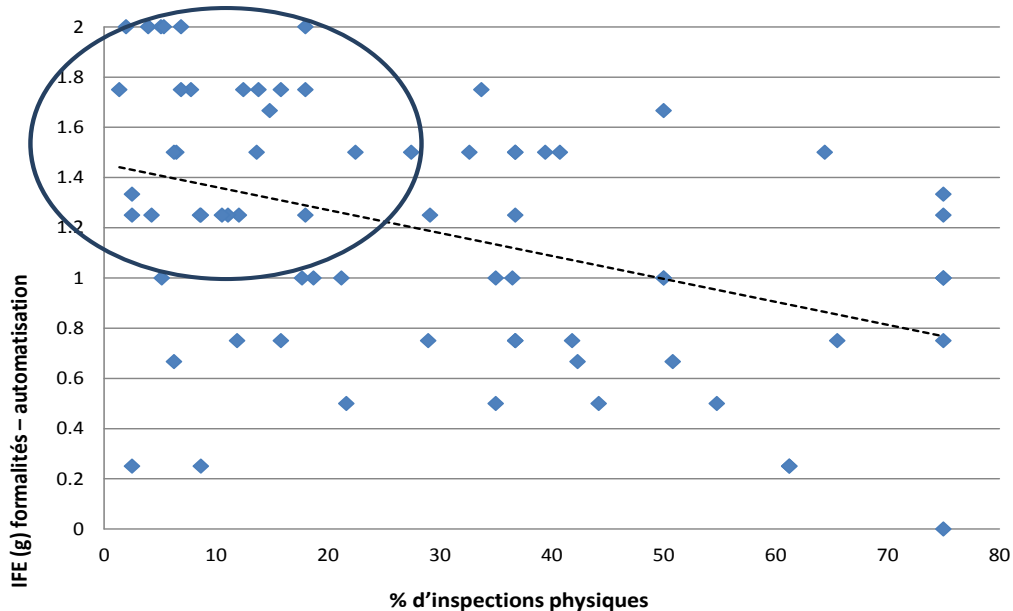


Le taux d'inspection physique des pays à faible revenu s'établit à 42 % en moyenne, au lieu de 27 % et 25 % respectivement dans les pays à revenu moyen inférieur et supérieur ; il met bien en évidence la corrélation négative entre le développement de procédures automatisées, en particulier la gestion des risques (exprimée par les scores de l'indicateur (g) *formalités – automatisation*), et le pourcentage d'inspections physiques (graphique 17). À propos du traitement différencié des produits périssables et non périssables on a obtenu des informations pour quelque 50 pays concernant le pourcentage d'inspections physiques et la

20. Bien que toutes les informations sur ce sujet ne soient pas confirmées directement par les pays concernés.

séparation entre mainlevée et dédouanement. Plus de la moitié des pays qui déclarent traiter différemment les produits périssables et non périssables ont un revenu moyen supérieur.

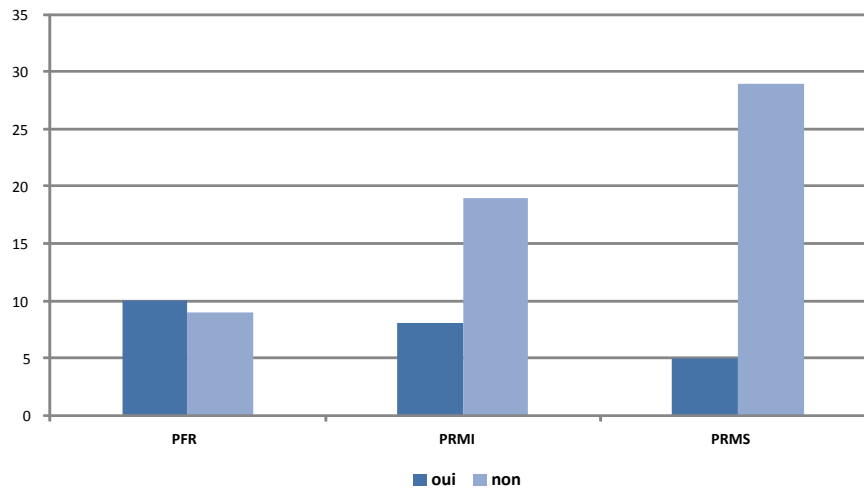
Graphique 17. Taux d'inspection physique et indicateur (g) formalités - automatisation



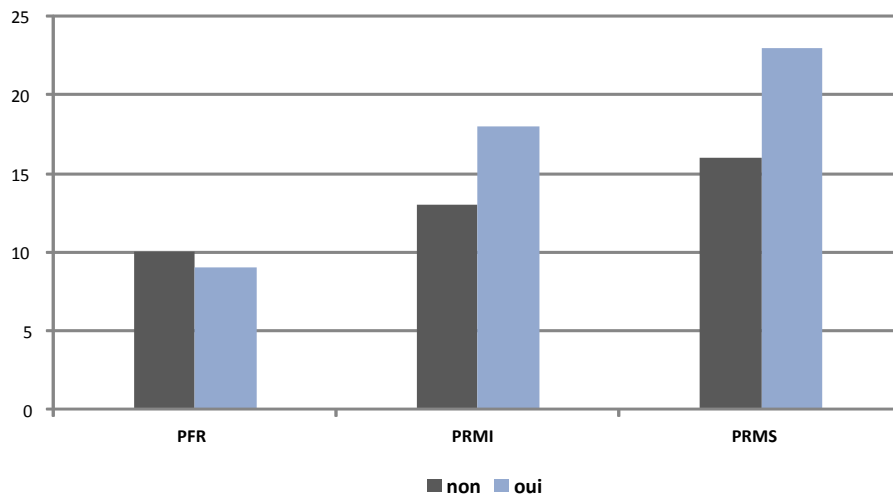
Source : calculs des auteurs. Les données sur les taux d'inspections physiques émanent de la Banque mondiale (IPL, 2010).

Ce sont surtout les pays à faible revenu qui continuent d'utiliser les inspections avant expédition, même si on a trouvé des informations similaires concernant certains pays à revenu moyen. Les renseignements à ce sujet ont été recueillis surtout dans le code des douanes ou sur le site Internet des douanes, avec la description des procédures d'importation. Dans certains des pays qui ne les appliquent pas actuellement, les contrôles avant expédition ont en fait été supprimés il y a assez peu de temps. Près de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels des données sont disponibles semblent perpétuer cette pratique (13 pays), mais seulement deux pays d'Amérique latine et des Caraïbes et cinq pays d'Asie.

Graphique 18. Inspection avant expédition

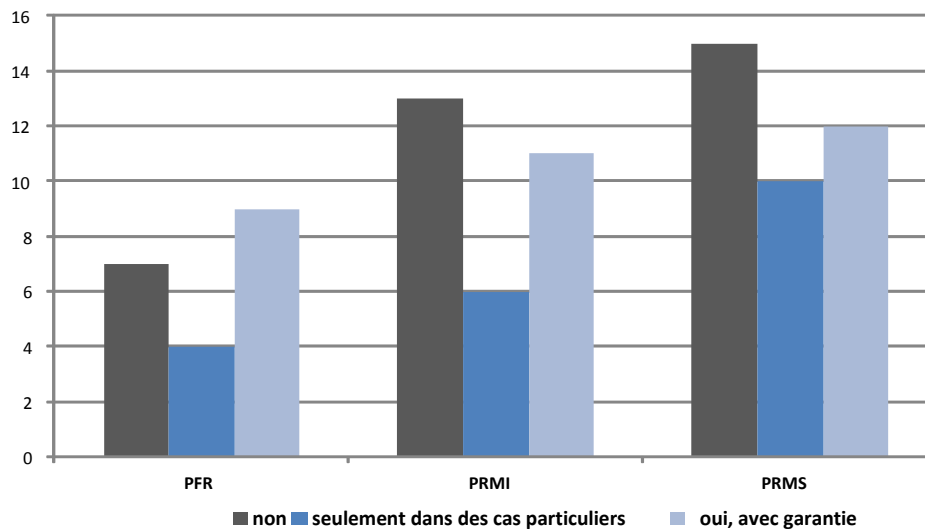


Graphique 19. Traitement avant arrivée



Il ressort des données recueillies que les pays ne séparant pas la mainlevée du dédouanement sont en majorité des pays à revenu moyen supérieur. Beaucoup continuent à appliquer cette séparation uniquement dans des cas particuliers ou pour les opérateurs agréés.

Graphique 20. Séparation entre mainlevée et dédouanement

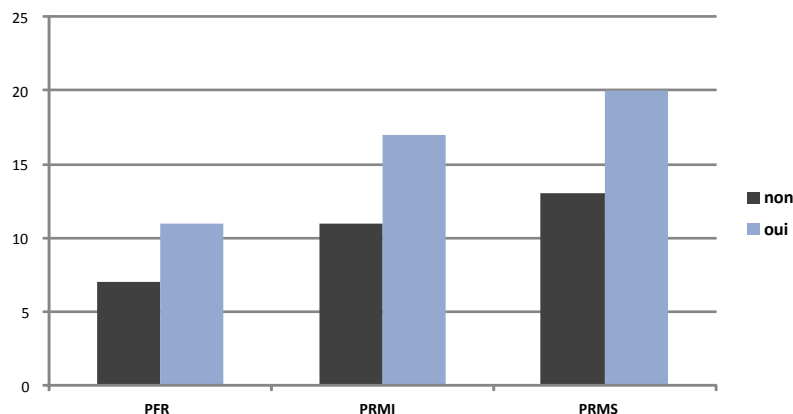


La variable relative aux programmes d'*opérateurs agréés* est tirée de l'indicateur de performance logistique de la Banque mondiale (IPL). Elle permet d'évaluer l'application du dédouanement accéléré aux opérateurs présentant un degré de conformité élevé dans les pays considérés. Cette procédure est diversement appliquée, 28 % des opérateurs agréés des pays à faible revenu interrogés déclarant qu'elle l'est souvent ou presque toujours ; les pourcentages correspondants sont de 46 % et de 48 % pour les opérateurs des pays à revenu moyen inférieur et supérieur interrogés. Parmi les 76 pays en développement pour lesquels on dispose d'informations sur ce point, la moitié environ impose le recours à un tiers courtier en douanes. On n'a pas pu tenir compte à ce stade de la variable 54 concernant les contrôles après dédouanement (CAD) faute de données suffisantes.

(i) *Coopération interne entre diverses agences à la frontière*

Les informations manquent également dans le domaine de la coopération interne entre les organismes aux frontières. Toutefois, les données tirées du rapport de la Global Express Association sur les moyens dont disposent les services douaniers indiquent que plusieurs agences gouvernementales délèguent des contrôles à l'administration des douanes, dans tous les groupes de pays constitués en fonction du revenu.

Graphique 21. Délégation des contrôles à l'administration des douanes



(j) Coopération externe entre diverses agences à la frontière

Là aussi, les informations sont rares, d'où des résultats moins concluants. Bien qu'il s'agisse d'un domaine très important, en particulier pour les pays enclavés, on ne dispose de données complètes relatives aux quatre variables de l'indicateur (j) que pour 10 des 24 pays enclavés, et la plupart n'ont pas été confirmées par les pays en question. Certaines des meilleures informations publiques en matière de coopération externe concernent les pays d'Amérique du Sud et ont été obtenues dans le cadre de l'initiative IIRSA (Initiative d'intégration des infrastructures régionales en Amérique du Sud²¹). D'après les données disponibles, l'exécution conjointe des opérations semble être pratiquée dans 11 des 24 pays enclavés. Barka (2012) souligne que les organisations économiques régionales de l'ouest, de l'est et du sud de l'Afrique ont montré la voie en proposant et en créant des postes frontière à arrêt unique et des postes frontières communs. Même s'il semble que plusieurs postes frontières de ce type aient été conçus et mis en place ces dernières années, il a été difficile de déterminer exactement leur stade de développement et leur mode de fonctionnement. C'est pourquoi il faut renforcer l'accès à l'information dans ce domaine, notamment en améliorant la diffusion sur les sites Internet nationaux de l'administration des douanes d'informations concernant les activités effectuées conjointement avec les services douaniers de pays voisins.

(k) Authentification par les consulats

La base de données contient des renseignements sur les obligations d'authentification par les consulats pour seulement 59 des pays en développement de la base de données. Il semble que 22 d'entre eux en imposent actuellement, avec une distribution relativement égale entre les trois groupes classés par niveau de revenu (PFR ; PRMI ; PRMS et PRE non OCDE) La plupart de ces pays se trouvent en Afrique subsaharienne, dans la région MENA et en Asie. Au stade actuel, l'indicateur n'est pas testé et devra peut-être être affiné.

(l) Gouvernance et impartialité

Selon les résultats de notre analyse quantitative, les mesures de la gouvernance et de l'impartialité semblent avoir une incidence très positive sur les flux et les coûts des échanges dans les pays en développement. L'indicateur se réfère à une série de facteurs de bonne gouvernance, notamment l'existence de structures et de fonctions bien établies et transparentes, d'un code de conduite et d'une politique d'éthique, d'audits internes, de dispositions claires en matière de financement et de sanctions internes à l'administration des douanes. La plupart des pays de l'échantillon décrivent l'organisation et les missions de l'administration douanière sur leurs sites Internet. Ces informations sont habituellement accompagnées d'un organigramme. Il ne semble pas en aller de même pour les modalités de financement de l'administration des douanes, puisque 34 pays seulement de l'échantillon déclarent donner ce type d'information.

Sur les 59 pays de l'échantillon pour lesquels on dispose d'informations, 57 sont dotés d'un système fonctionnel d'audit interne. Pour les autres pays, les informations disponibles ne permettent pas de tirer de conclusions claires.

La plupart des administrations douanières semblent appliquer un code de conduite. Toutefois, les informations sur l'application et la transparence des sanctions pour infraction à ce code restent rares. On peut en trouver dans les codes des douanes, mais elles sont souvent peu précises. La base de données contient des informations sur l'existence d'une politique d'éthique ou de déontologie dans l'administration douanière de 62 pays, dont 11 déclarent ne

21. On trouvera des précisions à l'adresse http://www.iirsa.org/Institucional_ENG.asp?CodIdioma=ENG.

pas en appliquer. Si 51 pays de l'échantillon semblent donc appliquer des mesures d'éthique observant tous les principes de la Déclaration d'Arusha révisée de l'Organisation mondiale des douanes²², le code d'éthique n'est consultable sur le site Internet de l'administration des douanes que dans certains d'entre eux. Au vu des recherches effectuées directement sur les sites Internet des administrations douanières nationales, il semble que, dans plusieurs pays, la politique régissant l'ensemble de la fonction publique en matière d'éthique s'applique également aux agents des douanes, sans y ajouter de dispositions particulières. Il convient de relever que 28 pays à revenu moyen semblent disposer d'un service d'aide ou d'une unité spéciale ayant pour mission de guider les personnels en cas de problèmes de déontologie ; néanmoins, on ne dispose pas dans la base de données d'informations supplémentaires sur le mode de fonctionnement de ces entités.

Des renseignements relatifs à la publication des rapports annuels de l'administration douanière sont disponibles dans la moitié des pays de l'échantillon. Cinquante-deux d'entre eux (principalement des pays à revenu moyen supérieur et à revenu élevé non membres de l'OCDE) publient des rapports annuels sur les activités douanières et les rendent publics. Mais à peu près un tiers de ces pays ne communique que des informations partielles, dans lesquelles on ne trouve pas d'éléments suffisants sur le budget, le montant des droits de douane recouverts, les plaintes ou les indicateurs d'efficacité. Les pratiques diffèrent beaucoup, certains pays ayant publié sur le site Internet des douanes une série assez longue de rapports annuels, tandis que d'autres n'ont que récemment commencé à le faire.

(m) *Redevances et impositions au titre du transit*

Comme pour les redevances et impositions sur les importations et les exportations, il y a peu de renseignements concernant les redevances et impositions au titre du transit. Selon les données disponibles, la moitié seulement des pays interrogés en fournit soit dans des publications, soit sur le site Internet des douanes. Dans les pays asiatiques, les données relatives à la publication préalable des redevances et impositions ne sont pas disponibles. En ce qui concerne l'Afrique, quatre pays d'Afrique australe semblent publier ces informations à l'avance, sur papier ou sur le web. Les redevances pour convoyage sont considérées comme l'une des catégories les plus opaques parmi les nombreuses redevances liées aux mouvements transfrontaliers de marchandises (WATH, 2010). Elles ont été mises en place pour couvrir les frais générés par les véhicules officiels qui accompagnent les camions à travers le pays de transit pour s'assurer que les marchandises en transit provenant d'un port ne sont pas déchargées avant la frontière, sans paiement des droits de douane, et détournées vers les canaux du commerce local.

Dix pays (quatre en Afrique subsaharienne et six en Asie) indiquent qu'ils revoient périodiquement (tous les ans ou plus souvent) les redevances et impositions appliquées aux produits en transit. En Asie, aucune information n'est disponible sur la méthode d'évaluation, alors qu'en Afrique la majorité des pays semble les calculer *ad valorem*.

(n) *Formalités de transit*

Il semble que les pays africains publient suffisamment d'informations sur les procédures, les formulaires et les documents requis. Ces documents et procédures sont réexaminés régulièrement, mais moins fréquemment que les redevances et impositions au titre du transit (tous les deux ans au mieux). À ce stade, on n'a pas de renseignements sur la publication et le

22. Déclaration de 1993 du Conseil de coopération douanière concernant la bonne gouvernance et l'éthique en matière douanière, révisée en 2003.

réexamen périodique des documents exigés pour le transit dans les pays asiatiques sélectionnés.

Les pays d'Afrique de l'Ouest semblent disposer d'installations distinctes consacrées au transit à tous les points d'entrée où les marchandises peuvent transiter. La situation est assez différente en Afrique australe : soit il n'existe pas du tout d'installations de passage de la frontière matériellement distinctes, soit on en trouve seulement aux principaux points d'entrée pour transit. La situation est similaire dans les pays asiatiques, puisque près de la moitié des pays interrogés déclarent n'avoir aucune installation ou infrastructure séparée pour le passage de la frontière en transit.

La plupart des pays asiatiques interrogés font valoir que les inspections physiques sont limitées grâce à l'évaluation des risques. Ils précisent que les produits en transit sont habituellement évalués au moyen d'un modèle d'évaluation des risques afin de réduire le travail d'inspection ; un petit nombre d'entre eux déclare que ces produits sont rarement contrôlés en raison de l'existence d'un modèle d'évaluation des risques. Les données montrent que, dans la plupart des pays africains interrogés, les marchandises en transit font l'objet de fréquentes inspections physiques, car ces pays n'utilisent pas de système d'évaluation des risques ou ne s'en servent que de façon extrêmement limitée. La situation semble très différente en ce qui concerne l'application des contrôles de qualité ou des normes techniques ; la quasi-totalité des pays africains indiquent que les produits en transit n'y sont pas soumis. En revanche, la situation est un peu moins claire dans les pays asiatiques. Un tiers d'entre eux semble appliquer les contrôles de qualité et les normes techniques de la même manière aux marchandises en transit et aux importations, tandis qu'un autre tiers les réserve aux matières dangereuses et aux produits à haut risque.

Malgré les progrès des technologies de l'information appliquées aux procédures d'importation et d'exportation, la communication de données électroniques relatives au commerce de transit ne semble pas très répandue. Ainsi, l'emploi de technologies modernes d'information et de communication pour le contrôle des marchandises en transit ainsi que pour le recueil et le traitement des données reste limité ou se heurte à des difficultés techniques qui en réduisent l'efficacité (UN-OHRLLS, 2007). Le traitement avant arrivée est appliqué au commerce de transit dans 13 pays (9 en Asie et 4 en Afrique), mais la grande majorité déclare ne l'appliquer que partiellement (c'est-à-dire seulement à certains importateurs, produits, points d'entrée et modes de transport). Quinze pays (dont un seul en Afrique) semblent avoir mis en place un guichet unique destiné au commerce de transit, au moins en partie (c'est-à-dire à certains points d'entrée).

(o) Les garanties de transit

Les obligations de garantie peuvent être fixées soit par la réglementation nationale du pays de transit, soit par des accords régionaux ou internationaux. Ces textes doivent en principe indiquer le montant et la nature de garantie exigée, tout en désignant les entités qui doivent la fournir (CNUCED, 2011b). Certains pays en développement acceptent seulement des dépôts de fonds, bien que cela ne soit pas pratique. Dans ce cas, l'opérateur de transit est le débiteur direct de l'administration douanière. Sinon, les garanties peuvent prendre des formes diverses. En cas de transit multilatéral, la garantie est souvent acquise préalablement à l'opération de transit, mais n'est activée que lorsque l'opération débute (CNUCED, 2011a). Selon les données dont nous disposons, la moitié des pays africains n'accepte aucune forme de garantie, alors que les autres acceptent au moins un ou plusieurs types de garanties non monétaires. Quant aux pays asiatiques pour lesquels nous disposons d'informations, la majorité semble accepter au moins une ou plusieurs catégories de garanties non monétaires pour le commerce de transit.

La constitution d'une garantie financière reste souvent difficile sur le plan pratique. Elle suppose l'existence d'une infrastructure bancaire et d'un marché financier relativement bien établis qui soient en mesure d'appuyer la création de garanties de cette nature. Si l'infrastructure manque, les pays de transit exigent souvent le dépôt du montant total des redevances et impositions pour couvrir l'opération de transit (CNUCED, 2011a). Les données recueillies semblent indiquer que la majorité des pays africains et asiatiques étudiés limite les garanties à ce montant. Les pays asiatiques interrogés n'ont pas donné d'informations sur les délais de libération des garanties (c'est-à-dire le nombre moyen de jours nécessaire à leur libération complète). Ces informations restent également limitées pour les pays d'Afrique subsaharienne.

Dans plusieurs des pays interrogés, le système de garantie semble être régi par divers accords régionaux qui appliquent des dispositifs similaires au régime TIR (*Transports internationaux routiers*)²³ : l'accord-cadre sur le transport en transit de l'Organisation de coopération économique ; l'accord-cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sur la facilitation des marchandises en transit ; l'accord de la sous-région du Grand Mékong pour la facilitation du transport transfrontalier des personnes et des marchandises²⁴ (OSCE, 2011).

(p) Accords et coopération en matière de transit

Il est important qu'une étroite coopération régionale s'instaure en matière de transport de produits en transit et de promotion des échanges entre les pays enclavés et les pays de transit, de façon à assurer aux pays enclavés un accès facile et financièrement intéressant aux ports maritimes. Différents accords régionaux prévoient cet accès et le transit douanier pour notre sélection de pays, par exemple : l'accord-cadre de l'ASEAN sur la facilitation des marchandises en transit ; le système de transit routier inter-États de marchandises mis au point en Afrique de l'Ouest par la CEDEAO ; la Convention de la CEDEAO sur le transit routier inter-États ; les systèmes de transit organisés par les membres de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Mais certains pays sont souvent parties à plusieurs accords à la fois, de sorte que les accords régionaux sont peu respectés du fait des chevauchements et appartenances multiples (CNUCED, 2011a). Il arrive que les instruments juridiques régionaux ne soient pas pris en considération parce que les réglementations nationales l'emportent en pratique (UN-OHRLS, 2007). Les informations ne permettent pas de se prononcer avec certitude sur le pourcentage du commerce du transit régi effectivement par des accords bilatéraux ou régionaux dans les pays retenus.

Il faut encore simplifier les obligations documentaires. Il est possible d'y parvenir au moyen d'un engagement accru à l'égard des accords internationaux, régionaux, sous-régionaux et bilatéraux. Sur ce point, la coopération semble beaucoup plus poussée dans la région Afrique australe que dans la région Afrique de l'Ouest. On ne dispose pas de renseignements suffisants pour la région Asie.

23. La convention TIR, qui est administrée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, compte actuellement 68 parties contractantes. Elle prévoit une procédure reconnue internationalement pour faciliter le transport transfrontalier de marchandises en transit au moyen d'un document douanier standard et accepté internationalement -- le carnet TIR -- qui sert aussi à prouver l'existence d'une garantie internationalement valide (OSCE, 2011).

24. La sous-région du Grand Mékong comprend les pays suivants: Cambodge, République populaire de Chine (en particulier la province du Yunnan et la région autonome Zhuang du Guangxi), Laos, Myanmar, Thaïlande et Vietnam.

Dans la plupart des pays asiatiques de notre échantillon, les agences s'occupant du transit semblent coopérer, mais le degré de coopération diffère : coopération limitée aux formalités et obligations légales (cas d'à peu près la moitié des pays asiatiques) ou coopération presque intégrale pour les formalités, les obligations légales et le fonctionnement des régimes de transit. La situation est relativement similaire en Afrique. Les pays d'Afrique de l'Ouest semblent pratiquer une coopération limitée, alors que la majorité des pays d'Afrique australe ont instauré une coopération qui couvre davantage de procédures et d'aspects juridiques.

V. Conclusions

Cette étude étend la base de données IFE de l'OCDE à 107 nouveaux pays qui se trouvent à divers stades de développement. Malgré certains problèmes de disponibilité des données et quelques résultats ambigus, les indicateurs semblent robustes et presque tous peuvent être testés pour évaluer leur impact sur les flux commerciaux et les coûts d'échanges.

Les travaux ont été axés sur des groupes de pays. Les principaux résultats révèlent que certains indicateurs influent plus que d'autres sur les flux commerciaux et les coûts des échanges, du moins avec cet échantillon de données et de pays. Les résultats par secteur montrent que les indicateurs sont particulièrement pertinents pour les produits manufacturés. Cette conclusion correspond à la composition des indicateurs, car les spécificités des biens agricoles (notamment la nature périssable ou non périssable des produits) sont mal prises en compte en raison du manque de données disponibles concernant ce secteur. Au total, les indicateurs qui semblent avoir le plus d'effet sur les flux d'échanges et sur leurs coûts sont : (a) *la disponibilité des renseignements*, (f) *les formalités – documents*, (g) *les formalités – automatisation*, (h) *les formalités – procédures*, (l) *la gouvernance et l'impartialité*. Quand on cherche à évaluer l'importance relative des différents aspects de la facilitation des échanges dans le secteur manufacturier, on obtient aussi des résultats significatifs pour (b) *l'implication des négociants*, (c) *les décisions anticipées* et (d) *les procédures d'appel*.

Si l'on intègre l'ensemble des IFE dans une même régression, la réduction des coûts peut atteindre à peu près 14.5 % pour les pays à faible revenu, 15.5 % pour les pays à revenu moyen inférieur et 13.2 % pour les pays à revenu moyen supérieur. L'effet combiné des IFE dépasse donc la simple somme des effets de leurs diverses composantes, ce qui confirme l'intérêt d'envisager la facilitation des échanges globalement au lieu de se contenter de mesures isolées.

Le recueil des données a constitué un sérieux problème. Pour des résultats plus précis, il faudrait améliorer les informations disponibles dans la base de données, à la fois en comblant les lacunes existantes et en obtenant une nouvelle confirmation directe des informations auprès des administrations douanières nationales et des autres organismes présents aux frontières. Les données disponibles dans le domaine des mesures de transit sont très limitées, et il reste beaucoup à faire pour améliorer la qualité de celles qui sont déjà collectées et les vérifier, mais aussi pour étendre la couverture géographique des pays enclavés et des pays de transit, dans la mesure du possible. Toutefois, il faudrait pour cela une coopération beaucoup plus poussée de la part des administrations concernées.

L'emploi des indicateurs dans le cadre proposé devrait permettre aux pays qui partagent des caractéristiques similaires de mieux apprécier quels aspects de la facilitation des échanges méritent d'être traités en priorité. Toutefois, les contraintes de données ne permettent pas, du moins à ce stade, de formuler des indications sur l'ordre de mise en œuvre le plus approprié des différentes mesures. Des travaux complémentaires s'imposent sur ce point.

References

- Anderson, J. et E. van Wincoop (2003), “Gravity with Gravitas: A Solution to the Border Puzzle”, *American Economic Review* 93(1), 170-92.
- Anderson, J. et E. van Wincoop (2004), “Trade costs”, *NBER Working Paper* no. 10480, mai.
- Baier, S. et J. H. Bergstrand (2009), “Bonus vetus OLS: A simple method for approximating international trade-cost effects using the gravity equation”, *Journal of International Economics*, Vol. 77, No 1, février 2009, pp. 77-85.
- Banque mondiale (2008), “Improving Trade and Transport for Landlocked Developing Countries, World Bank Contributions to Implementing the Almaty Programme of Action”, *World Bank Report for the Mid-Term Review*, octobre.
- Barka, H.B. (2012), “Border Posts, Checkpoints, and Intra-African Trade: Challenges and Solutions”, *Banque africaine de développement*, janvier.
- Behar, A. (2009), “De Bonus Vetus OLS: Approximating the International Trade-Cost Effects of Export Documentation”, *Forum for Research in Empirical International Trade Working Paper* No. 37, 2009.
- Behar, A., P. Manners et B. Nelson (2011), “Exports and International Logistics”, *World Bank Policy Research Working Paper Series* 5691, Banque mondiale.
- Borchert, I., B. Gootiiz, A. Grover et A. Mattoo (2012), “Landlocked or Policy Locked? How Services Trade Protection Deepens Economic Isolation”, *World Bank Policy Research Working Paper* No. 5942, janvier.
- Brooks, D.H. et B. Ferrarini (2010), “Changing Trade Costs Between People’s Republic of China and India”, *ADB Economic Working Paper Series* No. 203, Asian Development Bank, mai.
- Chen, N. et D. Novy (2009), “International Trade Integration: A Disaggregated Approach”, *CEP Discussion Paper* No. 908, janvier.
- Choi, J.Y. (2011), “A Survey of Single Window Implementation”, *World Customs Organization Research Paper* No. 17, août.
- CNUCED (2011a), “Freedom of Transit and Regional Transit Arrangements”, *UNCTAD Technical Note 8*, Fonds d'affectation spéciale de la CNUCED pour les négociations sur la facilitation du commerce, janvier.
- CNUCED (2011b), “Technical Notes on Trade Facilitation”, *Transport and Trade Facilitation Series* No. 1.
- Duval, Y. et C. Utoktham (2011), “Trade Costs in the India – Mekong Subregion: Identifying Policy Priorities for Trade Facilitation”, *UNESCAP Trade and Investment Division, Staff Working Paper* 04/11, septembre.
- Duval, Y. et C. Utoktham (2012), “Trade Costs in Asia and the Pacific: Improved and Sectoral Estimates”, *UNESCAP Trade and Investment Division, Staff Working Paper* 05/11, janvier. <http://dx.doi.org/10.1787/5kg6nk654hmr-en>.
- Hummels, D. (2004), “Toward a Geography of Trade Costs”, septembre.
- Hummels, D. (2007), “Transportation Costs and International Trade in the Second Era of Globalization”, *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 21, No. 3, pp. 131-154.
- Hummels, D. et V. Lugovskyy (2006), “Are Matched Partner Trade Statistics a Usable Measure of Transportation Costs?”, *Review of International Economics*, 14(1), 69-86.

- Jacks, D.S., C.M. Meissner et D. Novy (2010), “Trade Booms, Trade Busts and Trade Costs”, *Working Paper*, octobre.
- Lesser, C. et E. Moise-Leeman (2009), « Échanges transfrontaliers informels et réforme pour la facilitation des échanges en Afrique subsaharienne “Informal Cross-Border Trade and Trade Facilitation Reforms in Sub-Saharan Africa” », *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, n° 86, Éditions OCDE, doi:10.1787/225770164564.
- Limao, N. et A. Venables (1999), “Infrastructure, Geographical Disadvantage and Transport Costs”.
- Moise, E., T. Orliac et P. Minor (2011), “Trade Facilitation Indicators: The Impact on Trade Costs”, *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, n° 118, Éditions OCDE.
- Novy (2008), “Gravity Redux: Measuring International Trade Costs with Panel Data”, *The Warwick Economics Research Paper Series*, 861, University of Warwick, Department of Economics.
- OCDE (2003), « Évaluation quantitative des avantages de la facilitation des échanges », TD/TC/WP(2003)31/FINAL.
- OSCE (2012), “Handbook of Best Practices at Border Crossings – A Trade and Transport Facilitation Perspective”, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.
- Pomfret, R. et P. Sourdin (2010), “Trade Facilitation and the Measurement of Trade Costs”, *Journal of International Commerce, Economics and Policy*, Vol.1, No.1, 145-163.
- Santos Silva, J. et S. Tenreyro (2005), “The Log of Gravity”, *CEPR Discussion Papers* 5311.
- Saslavsky, D. et B. Shepherd (2012), “Facilitating International Production Networks. The Role of Trade Logistics”, *World Bank Policy Research Working Paper* No. 6224, septembre.
- Shepherd, B. (2010), “Trade Costs and Facilitation in APEC and ASEAN: Delivering the goods?”, *MPRA Paper No. 21531*, janvier.
- Union africaine (2012), “« Intensification du commerce intra-africain : Plan d'action proposé pour l'intensification du commerce intra-africain et cadre pour l'accélération de la mise en place d'une zone de libre-échange continentale »”, Rapport de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Union africaine.
- UN-OHRLLS (2007), “Trade, Trade Facilitation and Transit Transport Issues for Landlocked Developing Countries”, Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.
- WATH (2010), “ETLS Gap Analysis ECOWAS Free Trade Area”, Country reports (Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Nigeria, Senegal, Togo), West Africa Trade Hub.

Annexe 1.

Variables composant les indicateurs sur la facilitation des échanges

La construction de la base de données a confirmé que les informations relatives à certaines variables étaient plus difficiles à obtenir que d'autres ; ces variables ne sont pas assez étoffées dans l'ensemble de l'échantillon. Nous calculons les indicateurs des pays pour lesquels les données disponibles couvrent au moins la moitié des variables qui composent l'indicateur. Les variables pour lesquelles le taux de réponse ou les données disponibles sont inférieurs à 40 % n'entrent pas dans la construction des indicateurs à ce stade du recueil des données. Ces variables sont :

- C17 sur le nombre de demandes de décisions anticipées.
- H41 sur le pourcentage de procédures qui peuvent être effectuées électroniquement (par rapport au nombre total de procédures d'importation/d'exportation et de transit).
- H47 sur la publication du délai moyen de dédouanement.
- H54 sur le pourcentage de contrôles après dédouanement (CAD) effectués (par rapport au total annuel des opérations).
- I65 sur les réunions organisées régulièrement (dont les séminaires de formation).
- J66 sur l'harmonisation des jours ouvrés et des horaires de travail avec les pays voisins aux points de passage des frontières.
- L75 sur la clarté des dispositions régissant le financement de l'administration des douanes.
- O93 sur la rapidité et l'intégralité de la libération des garanties.

Les scores suivent un système binaire multiple dans lequel le plus élevé (2) correspond à la meilleure performance

INDICATEUR (A) - Disponibilité des renseignements

Variable 1. Création d'un site Internet national des douanes*

PTNR	Définition
1.2	(0) Il n'existe pas de site Internet des douanes bien signalé. (1) Il existe un site Internet officiel des douanes. (2) Le site Internet donne un minimum d'informations sur les procédures d'importation ou d'exportation** dans l'une des langues officielles de l'OMC***.

* Le site Internet national des douanes peut faire partie d'un site Internet plus important tel que celui du ministère du Commerce ou des Finances.

** Le site Internet officiel des douanes doit au moins présenter les procédures d'importation, d'exportation et de transit, les liens électroniques vers les formulaires et les documents exigés ainsi que la législation concernée.

*** Les langues officielles de l'OMC sont l'anglais (EN), l'espagnol (ES) et le français (FR).

Variable 2. Publication des taux de droits de douane

PTNR	Définition
1.1	(0) Il n'est pas possible de trouver les taux de droits sur le site Internet des douanes. (2) Des informations (ou un lien électronique) sont disponibles sur ces taux.

Variable 3. Points d'information

PTNR	Définition
1.3.1	(0) Il n'existe pas de points d'information permettant de répondre à des demandes raisonnables*. (2) Il existe un ou plusieurs points d'information.

* Les questions des acteurs commerciaux peuvent porter sur des sujets couverts par le [PTNR 1.1.1] comme : les procédures d'importation, d'exportation et de transit, le taux de droit applicable, les règles pour la classification ou l'évaluation, les redevances et impositions, les restrictions ou prohibitions, le régime des sanctions, les procédures de recours et les accords avec des pays tiers.

Variable 4. Possibilité d'interroger les services douaniers

PTNR	Définition
1.3	(0) Il n'est pas possible de poser des questions sur des sujets relatifs aux douanes*. (2) Il est possible de poser des questions sur des sujets relatifs aux douanes.

* Les questions couvrent les mêmes domaines que les « *demandes raisonnables* » (voir variable 3). Dans ce cas, les services douaniers constituent le point d'information.

Variable 5. Informations sur les procédures d'importation et d'exportation

PTNR	Définition
1.1.1 (a)	(0) Les informations sur les procédures, les formulaires et les documents requis ne sont pas suffisantes. (2) Il existe des informations suffisantes sur ces points.

* La quantité de renseignements est suffisante pour comprendre les éléments fondamentaux des procédures d'importation et d'exportation. Il n'est pas possible de définir un niveau minimum normalisé de renseignements, car celui-ci varie en fonction des réglementations nationales, qui sont plus ou moins lourdes, ainsi que du caractère convivial de chaque site Internet des douanes.

Variable 6. Procédures appliquées par les organismes présents aux frontières

PTNR	Définition
1.2.1 (b)	(0) Il n'est pas possible de télécharger les documents et formulaires requis. (2) Certains documents et formulaires peuvent être téléchargés sur le site Internet des douanes.

Variable 7. Intervalle entre la publication des procédures et leur entrée en vigueur*

PTNR	Définition
2.1.1	(0) Il n'existe pas d'intervalle entre la publication de lois et réglementations nouvelles ou modifiées relatives aux échanges et leur entrée en vigueur, ou il n'en existe que dans certains cas. (2) Il existe un intervalle entre la publication de lois nouvelles ou modifiées relatives aux échanges et leur entrée en vigueur.

* Le délai moyen est l'intervalle généralement appliqué dans un pays, soit conformément aux règles en vigueur, prévues par exemple par une loi sur l'information, soit conformément aux pratiques usuelles.

Variable 8. Publication des accords avec des pays tiers sur les aspects ci-dessus

PTNR	Définition
1.1.1 (i)	(0) Le site Internet officiel des douanes ne donne pas de renseignements sur les accords internationaux en matière d'importation et d'exportation. (2) Ces accords sont consultables sur le site officiel des douanes*.

* Il existe au moins un lien électronique.

Variable 9. Publication des règles de classification douanière et d'exemples en la matière

PTNR	Définition
1.1.1 (d)	(0) Il n'est publié ni règles de classification douanière, ni exemples. (2) Les règles de classification douanière sont publiées avec des exemples.

Variable 10. Transparence de l'action publique*

Échelle	Définition
0 1 2	(0) Le score est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le score se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le score est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon.

**Source : Forum économique mondial, Rapport sur la compétitivité ; le score dépend de la réponse à la question suivante : avec quelle facilité les entreprises de votre pays obtiennent-elles des informations sur les changements de politiques et de réglementations qui influent sur leur activité ? [1=impossible ; 7=très facilement].*

INDICATEUR (B) - IMPLICATION DES NÉGOCIANTS**Variable 11. Communication des objectifs de politique publique***

Définition
(0) Le score est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le score se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le score est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon.

**Source : Indice de performance logistique (IPL) ; pourcentage des personnes interrogées répondant « souvent » ou « presque toujours » à la question sur la communication d'informations adéquates et en temps utile sur l'évolution de la réglementation.*

Variable 12. Consultations entre négociants et pouvoirs publics

PTNR	Définition
2.2 et 2.3	(0) Il n'y a pas de consultation entre négociants et pouvoirs publics. (1) Il y a des consultations occasionnelles entre négociants et pouvoirs publics lors de l'adoption ou l'amendement de lois, règlements et décisions administratives d'application générale relatifs aux échanges. (2) Il y a des consultations spécifiques lors de l'adoption ou l'amendement de lois, règlements et décisions administratives d'application générale relatifs aux échanges.

Variable 13. Parties prenantes ciblées*

Définition
(0) Les consultations se limitent à certaines parties prenantes**. (2) Les consultations sont tout à fait ouvertes.

**Source : IPD ; le score dépend de la réponse à la question suivante : la (ou les) structure(s) de dialogue tient(tiennent)-elle(s) compte des intérêts des principaux acteurs économiques et sociaux du pays ? [0 = pas de structure de consultation. S'il existe une(des) structure(s), la note va de 1 = un peu compte à 4 = beaucoup compte]*

***Parties prenantes : PME, grands négociants, transporteurs, courtiers en douane, citoyens, autres.*

Variable 14. Prise en compte des remarques du public

Définition
(0) Les remarques du public ne sont pas prises en compte. (2) Les remarques du public sont prises en compte.

INDICATEUR (C) - DÉCISIONS ANTICIPÉES**Variable 15. Possibilité d'obtenir des décisions anticipées*****PTNR Définition**

- 3.1.1** (0) Il n'est pas possible d'obtenir des décisions anticipées.
(2) Des décisions anticipées sont rendues.

* Une décision anticipée est une décision écrite signifiée par un pays membre à un demandeur avant l'importation d'un bien visé par la demande et qui indique comment le pays membre traitera le bien au moment de l'importation ou de l'exportation. Elle peut concerner la classification douanière, les méthodes d'évaluation et leur application, la restitution de droits de douane, les contingents, l'origine des produits ou les redevances et impositions applicables. Conformément à cette définition, les Renseignements tarifaires contraignants (RTC) sont considérés comme un mécanisme de décision anticipée.

Variable 16. Publication des informations nécessaires à propos des décisions anticipées**PTNR Définition**

- 3.1.4** (0) Les informations ne figurent pas sur le site Internet des douanes ou n'apparaissent que dans la législation applicable (code des douanes).
(1) Il existe sur le site Internet des douanes une page dédiée aux procédures de décisions anticipées.
(2) Il existe une page spéciale ainsi qu'une procédure d'interrogation en ligne.

Variable 17. Nombre de demandes de décisions anticipées (total)**Définition**

- (0) Le score est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.
(1) Le score se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
(2) Le score est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.

Variable 18. Durée de validité des décisions anticipées***PTNR Définition**

- 3.1.3** (0) inférieure à la moyenne de l'échantillon de pays.
(2) égale ou supérieure à la moyenne de l'échantillon de pays.

*La décision anticipée s'applique au demandeur pendant une période donnée, sauf modification de la loi, des faits ou des circonstances qui l'ont motivée. Il arrive que la durée de validité varie selon le domaine de politique publique concerné. La variable met l'accent essentiellement à la classification douanière.

Variable 19. Publication du délai moyen de formulation des décisions anticipées**PTNR Définition**

- 3.1.4** (0) On ne trouve pas de délai moyen sur le site Internet ou dans la législation correspondante.
(2) Le délai moyen est indiqué sur le site Internet ou dans la législation correspondante.

Variable 20. Publication des décisions anticipées d'intérêt général**PTNR Définition**

- 3.1.6** (0) Les décisions anticipées présentant un intérêt significatif pour d'autres parties prenantes (État, négociants etc.) ne sont pas publiées.
(2) Les décisions anticipées d'intérêt général sont publiées.

Variable 21. Possibilité de demander le réexamen d'une décision anticipée, son annulation ou sa modification**PTNR Définition**

- 3.1.5** (0) Cette possibilité n'existe pas.
(2) Cette possibilité existe.

Variable 22. Motivation du refus de formuler une décision anticipée ou de son annulation

PTNR	Définition
3.1.1	(0) Le refus de formuler une décision anticipée ou son annulation ne sont pas motivés. (2) Le refus de formuler une décision anticipée ou son annulation sont motivés.

INDICATEUR (D) - PROCÉDURES D'APPEL**Variable 23. Publication des informations nécessaires sur les règles de procédure s'appliquant aux recours**

PTNR	Définition
4.1.1	(0) Il n'existe pas de mécanisme de recours en matière douanière, ou la législation applicable n'est pas publiée.
1.1.1	(1) Il existe un mécanisme de recours exposé seulement dans la législation applicable (code des douanes).
(h)	(2) Le site Internet des douanes donne des informations sur ce point.

Variable 24. Recours judiciaire

PTNR	Définition
4.1.1	(0) Il n'est pas possible de formuler un recours judiciaire. (2) Il est possible de formuler un recours judiciaire après un recours administratif ou indépendamment de celui-ci.

Variable 25. Délai de décision sur les recours

Définition
(0) Il n'y a pas de délai pour se prononcer sur les recours.
(1) Le délai pour statuer sur les recours est supérieur à la moyenne de l'échantillon de pays.
(2) Le délai pour statuer sur les recours est inférieur à la moyenne de l'échantillon de pays.

Variable 26. Possibilité de connaître les motifs des décisions de l'administration

PTNR	Définition
4.1.5	(0) Il n'est pas donné d'information sur ces motifs. (2) Des informations sont fournies sur les motifs des décisions de l'administration.

Variable 27. Efficacité du cadre juridique de contestation des réglementations*

Définition
(0) Le score est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon.
(1) Le score se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon.
(2) Le score est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon.

**Source : Rapport sur la compétitivité du Forum économique mondial ; le score dépend de la réponse à la question suivante : quelle est l'efficacité du cadre juridique qui permet aux entreprises privées de votre pays de contester la légalité des actions ou des réglementations administratives ? [1=très inefficace ; 7=très efficace].*

Variable 28. Indépendance de la justice*

Définition
(0) Le score est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon.
(1) Le score se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon.
(2) Le score est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon.

**Source : Rapport sur la compétitivité du Forum économique mondial ; le score dépend de la réponse à la question suivante : quel est le degré d'indépendance de l'appareil judiciaire de votre pays à l'égard de l'influence des membres du gouvernement, des citoyens ou des entreprises ? [1=très influencées ; 7=entièrement indépendantes].*

Variable 29. Égalité de traitement entre les acteurs nationaux et étrangers dans les litiges commerciaux***Définition**

- (0) Le score est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.
- (1) Le score se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
- (2) Le score est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.

***Source : IPD :** le score dépend de la réponse à la question sur l'égalité de traitement entre acteurs nationaux et étrangers dans les litiges commerciaux [1=égalité de traitement limitée ; 4=grande égalité de traitement].

Variable 30. Degré d'exécution et rapidité des décisions de justice en matière commerciale***Définition**

- (0) Le score est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.
- (1) Le score se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
- (2) Le score est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.

*** Source : IPD :** le score dépend de la réponse à la question sur le degré d'exécution et la rapidité des décisions de justice en matière commerciale [1=exécution et rapidité très limitées ; 4= haut degré d'exécution et grande rapidité].

INDICATEUR (E) – REDEVANCES ET IMPOSITIONS¹**Variable 31. Publication des redevances et impositions*****PTNR Définition**

- 6.1.4** (0) Il n'est pas donné d'information sur les redevances et impositions**.
- (1) Des informations sont données dans des publications (journal officiel, bulletin spécialisé, code des douanes).
- (2) Le site Internet des douanes donne des informations sur ce point (sur une page dédiée).

* Cette variable se réfère à toutes les redevances et impositions (autres que les droits d'importation et d'exportation et autres que les taxes qui relèvent de l'article III du GATT) perçues par les [douanes et autres organismes gouvernementaux ou organismes qui agissent pour le compte de ces organismes sur les questions d'intervention des douanes] pour les services rendus à l'occasion de l'importation ou l'exportation de marchandises ou pour toute formalité exigée pour cette importation ou exportation. [PTNR 6.1.1].

** Ces informations indiqueront les redevances et impositions qui seront appliquées, le motif de ces redevances et impositions, l'autorité responsable ainsi que la date et les modalités du paiement [PTNR 6.1.4].

Variable 32. Évaluation des redevances et impositions**PTNR Définition**

- 6.1.3** (0) Les redevances et impositions sont calculées *ad valorem*.*
- (2) Les redevances et impositions ne sont pas calculées *ad valorem*.

* Toutefois, le score est (2) si les redevances et impositions se limitent au coût approximatif du service rendu.

Variable 33. Ensemble des redevances et impositions recouvrées (nombre et diversité)***PTNR Définition**

- 6.1.6** (0) Le nombre est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.
- (1) Le nombre se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
- (2) Le nombre est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.

***Source : Indice de performance logistique (IPL) :** moyenne simple de tous les pourcentages de personnes interrogées répondant qu'elles jugent élevé/très élevé le montant des catégories suivantes de redevances et impositions applicables dans un certain cadre logistique : taxes portuaires, taxes aéroportuaires, taxes sur le transport par route et par rail, frais d'entreposage et de transbordement, commissions des mandataires.

1. L'indicateur (e) redevances et impositions se réfère seulement à l'article 6.1 et n'a pas de rapport avec l'article 6.2 (sanctions).

Variable 34. Redevances à verser en paiement des services rendus par les douanes pendant les horaires de travail normaux

Définition	
	(0) Des redevances sont prévues au titre de services rendus par les douanes pendant les horaires de travail normaux.
	(2) Les services rendus par les douanes pendant les horaires de travail normaux ne sont pas facturés.

INDICATEUR (F) – FORMALITÉS - DOCUMENTS**Variable 35. Utilisation de copies**

PTNR	Définition
10.2.1	(0) Les services douaniers et les autres organismes présents aux frontières n'acceptent pas les copies et de documents.
10.2.2	(1) Les copies sont acceptées avec des exceptions (en fonction du type de produit, des circonstances et de la nature de l'organisme). (2) Les copies sont acceptées sans exception.

Variable 36. Conformité aux normes internationales*

PTNR	Définition
10.3.1	(0) Le taux de ratification est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le taux de ratification se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le taux de ratification est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon.

* Le terme « Normes internationales » se réfère aux normes, conventions et accords internationaux destinés à faciliter le commerce international. Le calcul de cette variable repose sur les ratifications des conventions suivantes : **Convention (1990) relative à l'admission temporaire de biens (Convention d'Istanbul)**, **Convention internationale (1986) sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises** (Convention sur le SH), **Annexe générale de la Convention internationale (1999) sur la simplification et l'harmonisation des procédures douanières (Convention de Kyoto révisée)**.

Variable 37. Nombre de documents nécessaires à l'importation*

PTNR	Définition
10.2.1	(0) Le nombre est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le nombre se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le nombre est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon.

***Source : Enquête « Doing Business » de la Banque mondiale, rubrique commerce transfrontalier** : la sous-rubrique *nombre de documents nécessaires à l'importation* recense les documents requis pour être en règle avec les ministères, les services douaniers, les autorités portuaires et les responsables des terminaux de conteneurs (documents de transport), les agences sanitaires et de contrôle technique ainsi que les banques.

Variable 38. Nombre de documents nécessaires à l'exportation*

PTNR	Définition
10.2.1	(0) Le nombre est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le nombre se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le nombre est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon.

***Source : Doing Business.**

Variable 39. Délai d'établissement des documents nécessaires à l'importation (nombre de jours)*

PTNR	Définition
10.2.1	(0) Le nombre est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le nombre se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le nombre est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon.

***Source : Doing Business.**

Variable 40. Délai d'établissement des documents nécessaires à l'exportation (nombre de jours)*

PTNR	Définition
10.2.1	(0) Le nombre est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le nombre se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le nombre est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon.

**Source* : *Doing Business*.

INDICATEUR (G) – FORMALITÉS - AUTOMATISATION**Variable 41. Pourcentage des procédures qui peuvent être effectuées électroniquement (par rapport au nombre total des procédures d'importation, d'exportation et de transit)**

Définition
(0) Le nombre est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le nombre se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le nombre est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon.

Variable 42. Pratique de la gestion des risques*

PTNR	Définition
7.3.1	(0) Il n'existe pas de procédure de gestion des risques. (1) La procédure est en cours d'application, mais pas encore entièrement opérationnelle. (2) Il existe une procédure entièrement opérationnelle.

* La gestion des risques est l'application systématique de procédures et de pratiques de gestion qui fournissent aux douanes [et aux autres organismes pertinents présents aux frontières] les renseignements nécessaires pour traiter les mouvements ou les envois qui présentent un risque [PTNR 7.3.6(b)]. Le terme « risque » est défini comme la possibilité de non-respect des lois douanières et/ou autres lois, réglementations ou procédures pertinentes se rapportant à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises [PTNR 7.3.6(a)]. Les Membres concentreront les contrôles effectués par les douanes [et les autres contrôles pertinents effectués aux frontières] sur les envois présentant un risque élevé et ils accéléreront la mainlevée des envois présentant un risque faible. [PTNR 7.3.2].

Variable 43. Systèmes de TI permettant l'échange de données informatisées*

Définition
(0) Les systèmes de TI ne sont pas prêts pour l'EDI. (1) Les systèmes sont en cours de mise en place, mais ne sont pas encore entièrement opérationnels. (2) Les systèmes de TI sont prêts pour l'EDI.

* Un système d'EDI est une interface donnant accès à un système de déclaration électronique.

Variable 44. Existence dans les services douaniers de processus automatisés fonctionnant en permanence

Définition
(0) Il n'existe pas de processus automatisés fonctionnant en permanence. (2) Il existe des processus automatisés fonctionnant en permanence.

Variable 45. Qualité des télécommunications et des TI*

Définition
(0) Le nombre est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le nombre se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le nombre est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon.

* *Source* : *IPD* : pourcentage des personnes interrogées qui répondent « faible » ou « très faible » à la question sur la qualité des télécommunications et des technologies de l'information dans le pays d'activité.

INDICATEUR (H) – FORMALITÉS - PROCÉDURES²**Variable 46. Guichet unique*****PTNR Définition**

- 10.4.1** (0) Il n'existe pas de guichet unique.
 (1) Le guichet unique est prévu ou en cours de mise en place**.
 (2) Il existe un guichet unique.

***On définit le guichet unique comme un système permettant aux opérateurs qui participent au commerce et au transport de communiquer des informations et données normalisées à un seul point d'entrée afin de satisfaire à toutes les formalités requises en cas d'importation, d'exportation et de transit [recommandation n°33 du CEFACT].**

**** Il peut s'agir d'un mécanisme déjà en place qui joue le rôle de guichet unique (c'est-à-dire sans exercer toutes les fonctions d'un guichet unique) ou d'un mécanisme en cours d'installation, mais pas encore totalement opérationnel.**

Variable 47. Publication du délai moyen de mainlevée**PTNR Définition**

- 7.5.1** (0) Le délai moyen de mainlevée n'est pas publié périodiquement de manière systématique.
 (2) Le délai moyen de mainlevée est publié périodiquement et de manière systématique pour les principaux bureaux de douane.

Variable 48. Délai de dédouanement (nombre de jours)***Définition**

- (0) Le nombre est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.
 (1) Le nombre se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
 (2) Le nombre est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.

***Source : IPL**

Variable 49. Application d'un traitement avant l'arrivée***PTNR Définition**

- 7.1.1** (0) Le traitement avant l'arrivée n'est pas pratiqué.
 (2) Le traitement avant l'arrivée s'applique.

*** Le traitement avant l'arrivée [est défini comme] un ensemble de procédures permettant de présenter les documents relatifs à l'importation et les autres renseignements requis [aux douanes et autres organismes pertinents présents aux frontières] pour [examen] avant l'arrivée des marchandises, en vue d'accélérer le [dédouanement] et la mainlevée des marchandises lors de leur arrivée.**

Variable 50. Pourcentage d'inspections physiques***Définition**

- (0) Le nombre est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.
 (1) Le nombre se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
 (2) Le nombre est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.

***Source : IPL.**

Variable 51. Inspections physiques de produits périssables/non périssables**Définition**

- (0) Les procédures d'inspection physique ne permettent pas d'accélérer le contrôle des produits périssables.
 (2) Les produits périssables bénéficient d'une accélération des contrôles.

2. L'indicateur (h) Formalités – procédures n'inclut pas les « envois accélérés ».

Variable 52. Efficacité des services douaniers et déblocage des importations***Définition**

- (0) Le nombre est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.
- (1) Le nombre se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
- (2) Le nombre est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.

**Source : IPL (résultat correspondant à l'efficacité de la procédure de dédouanement pour le déblocage des importations)*

Variable 53. Efficacité des services douaniers et déblocage des exportations***Définition**

- (0) Le nombre est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.
- (1) Le nombre se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
- (2) Le nombre est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.

**Source : IPL (résultat correspondant à l'efficacité de la procédure de dédouanement pour le déblocage des exportations).*

Variable 54. Pourcentage des contrôles après dédouanement effectués**PTNR Définition**

- 7.4**
- (0) Le nombre est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.
 - (1) Le nombre se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
 - (2) Le nombre est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.

Variable 55. Séparation de la mainlevée de la détermination finale et de l'acquittement des droits de douane***PTNR Définition**

- 7.2.1** (0) Il n'existe pas de mécanisme de ce type.
- et** (1) La séparation existe, mais s'applique uniquement aux opérateurs agréés.
- 7.2.2** (2) La séparation existe, sans autre condition que la présentation de garanties.

** Procédure [permettant] à un importateur d'obtenir la mainlevée des marchandises avant la détermination finale et l'acquittement des droits, taxes, redevances et impositions sur fourniture d'une garantie suffisante... [dans les cas où il y aura un retard dans la détermination finale... [PTNR 7.2.1] ... sous forme d'une caution, d'un dépôt ou d'un autre instrument approprié... [PTNR 7.2.2].*

Variable 56. Traitement des produits périssables et non périssables en ce qui concerne la séparation de la mainlevée de la détermination finale et de l'acquittement des droits de douane**Définition**

- (0) Il n'existe pas de traitement préférentiel des produits périssables.
- (2) Les produits périssables bénéficient d'un traitement préférentiel en matière de séparation de la mainlevée.

Variable 57. Suppression de l'inspection avant expédition**PTNR Définition**

- 10.5.1** (0) L'inspection avant expédition est obligatoire en matière douanière.
- (2) L'inspection avant expédition n'est pas exigée en matière douanière.

Variable 58. Programmes d'opérateurs agréés (OA)***PTNR Définition**

- 10.6.1** (0) Le nombre est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.
- (1) Le nombre se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
- (2) Le nombre est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.

**Source : IPL ; le pourcentage des personnes interrogées répondant à la question sur l'application du dédouanement accéléré aux opérateurs à degré de conformité élevé qu'il existe souvent ou presque toujours.*

Variable 59. Simplification des procédures (durée)*

PTNR	Définition
10.2.2	(0) Le nombre est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le nombre se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le nombre est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon.

***Source :** *IPL* ; le pourcentage des personnes interrogées répondant à la question sur l'évaluation des procédures de dédouanement qu'elles ont été améliorées ou beaucoup améliorées depuis 2005.

Variable 60. Simplification des procédures (coût)*

PTNR	Définition
10.2.2	(0) Le nombre est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon. (1) Le nombre se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon. (2) Le nombre est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon.

***Source :** *Enquête « Doing Business » de la Banque mondiale, rubrique commerce transfrontalier* : nous calculons la variation du coût des importations depuis trois ans (en USD par conteneur).

Variable 61. Adaptation des horaires de travail des personnels des douanes aux besoins commerciaux

PTNR	Définition
10.2.1	(0) Les horaires de travail des personnels des douanes ne sont pas adaptés aux besoins commerciaux. (1) Les horaires de travail des personnels des douanes sont partiellement adaptés aux besoins commerciaux. (2) Les horaires de travail des personnels des douanes sont complètement adaptés aux besoins commerciaux.

Variable 62. Recours obligatoire à un tiers courtier en douane

PTNR	Définition
10.6.1	(0) Le recours à un tiers courtier en douane est obligatoire. (2) Le recours à un tiers courtier en douane n'est pas obligatoire.

INDICATEUR (I) – COOPÉRATION INTERNE ENTRE LES ORGANISMES AUX FRONTIÈRES**Variable 63. Coopération sur le terrain* au niveau national (coopération interne)****

PTNR	Définition
9.1	(0) Le score est inférieur au 30 ^e percentile de l'échantillon de pays. (1) Le score se situe entre le 30 ^e et le 70 ^e percentiles de l'échantillon de pays. (2) Le score est supérieur au 70 ^e percentile de l'échantillon de pays.

* Mise en place d'un seul point pour le contrôle de l'ensemble des documents et/ou pour la vérification matérielle des marchandises expédiées.

****Source :** *Institutional Profiles Database* ; le score dépend de la réponse à la question sur la coordination et la coopération entre les ministères et au sein des administrations [la note va de 1= faible niveau de coordination et de coopération à 4 = haut niveau de coordination et de coopération]

Variable 64. Délégation de contrôles au niveau national

Définition
(0) Les différentes agences gouvernementales ne délèguent pas de contrôles à l'administration douanière. (2) Les différentes agences gouvernementales délèguent des contrôles à l'administration douanière.

Variable 65. Organisation de réunions régulières au niveau national (dont des séminaires de formation)**Définition**

- (0) Il n'y a pas de réunions entre les différents organismes publics appliquant les procédures exigées en matière d'importation et d'exportation de marchandises ou ces réunions ne sont pas régulières.
 (1) Il y a des réunions régulières pour améliorer la coopération.
 (2) Le secteur privé participe aussi à ces réunions.

INDICATEUR (J) - COOPÉRATION EXTERNE ENTRE LES ORGANISMES AUX FRONTIÈRES**Variable 66. Harmonisation des jours ouvrés et des horaires de travail avec les pays voisins aux points de passage des frontières****PTNR Définition**

- 9.3 (i)** (0) Les jours ouvrés et les horaires de travail ne sont pas harmonisés avec ceux des pays voisins.
 (2) Les jours ouvrés et les horaires de travail sont harmonisés avec ceux des pays voisins.

Variable 67. Harmonisation des procédures et des formalités avec les pays voisins aux points de passage des frontières**PTNR Définition**

- 9.3 (ii)** (0) Les procédures et les formalités ne sont pas harmonisées avec celles des pays voisins.
 (2) Les procédures et formalités sont harmonisées avec celles des pays voisins.

Variable 68. Création et partage d'installations communes avec les pays voisins aux points de passage des frontières**PTNR Définition**

- 9.3** (0) Il n'existe pas de création et de partage d'installations communes avec les pays voisins.
(iii) (2) Des installations communes sont créées et partagées avec les pays voisins.

Variable 69. Existence de contrôles conjoints avec les pays voisins aux points de passage des frontières**PTNR Définition**

- 9.3 (iv, v)** (0) Il n'existe pas de contrôles conjoints avec les pays voisins.
 (1) Des contrôles conjoints sont effectués avec les pays voisins.
 (2) Des postes frontières uniques sont partagés avec les pays voisins.

INDICATEUR (K) - AUTHENTIFICATION PAR LES CONSULATS**Variable 70. Imposition de formalités consulaires*****PTNR Définition**

- 8.1** (0) Le pays impose des formalités consulaires.
 (2) Le pays n'impose pas des formalités consulaires.

* Il s'agit de la « procédure visant à obtenir d'un consul du Membre importateur sur le territoire du Membre exportateur, ou sur le territoire d'une tierce partie, une facture consulaire ou un visa consulaire pour une facture commerciale, un certificat d'origine, un manifeste, une déclaration d'exportation ou tout autre document douanier à l'occasion de l'importation de la marchandise ».

INDICATEUR (L) – GOUVERNANCE ET IMPARTIALITÉ**Variable 71. Existence de structures et de fonctions bien établies et transparentes****Définition**

- (0) Les structures et fonctions de l'administration des douanes ne sont pas expliquées au public.
- (2) Les structures et fonctions sont expliquées au public.

Variable 72. Établissement d'un code de conduite**Définition**

- (0) Il n'existe pas de code de conduite.
- (2) Il existe un code d'éthique qui est publié et distribué à tous les agents.

Variable 73. Application et transparence de sanctions en cas de faute**Définition**

- (0) Il n'existe pas d'informations accessibles au public sur les sanctions pour faute.
- (2) Des informations accessibles au public précisent en quoi consiste une faute et indiquent les sanctions applicables (par exemple pour non conformité).

Variable 74. Éthique**Définition**

- (0) Il n'existe pas de politique en matière d'éthique.
- (1) La politique d'éthique observe tous les principes de la Déclaration d'Arusha révisée.
- (2) Il existe un service d'aide ayant pour mission de guider les personnels en matière d'éthique.

Variable 75. Organisation claire du financement de l'administration des douanes**Définition**

- (0) Il n'est pas publié d'informations sur le financement de l'administration des douanes.
- (2) Le financement est déterminé par des dispositions légales et les informations correspondantes sont accessibles au public.

Variable 76. Système d'audit interne**Définition**

- (0) Il n'existe pas de système d'audit interne.
- (2) Il existe un système d'audit interne doté d'attributions adéquates et opérationnel.

Variable 77. Publication d'un rapport annuel des douanes**Définition**

- (0) Les services douaniers ne publient pas de rapports annuels d'activité.
- (1) Des rapports annuels existent, mais les informations sur les activités douanières qu'ils contiennent sont insuffisantes*.
- (2) Des rapports annuels existent et ils contiennent des informations suffisantes sur les activités douanières.

* Absence d'information sur le budget, les droits recouvrés, les plaintes ou les indicateurs d'efficience.

Variable 78. Versements illicites et pots-de-vin***Définition**

- (0) Le score est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.
- (1) Le score se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
- (2) Le score est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.

**Source : Rapport sur la compétitivité du Forum économique mondial : le score dépend de la réponse à la question suivante : est-il fréquent dans votre pays que des entreprises procèdent à des versements supplémentaires non répertoriés en liaison avec : (a) les importations et les exportations ; (b) les services collectifs ; (c) le paiement annuel des impôts ; (d) l'octroi de contrats et des paiements publics ; (e) l'obtention de décisions de justice favorables. [1= c'est très habituel ; 7= cela ne se produit jamais].*

INDICATEUR (M) – REDEVANCES ET IMPOSITIONS AU TITRE DU TRANSIT**Variable 79. Disponibilité des renseignements sur les redevances et impositions*****PTNR Définition**

- 1.1.1(c) et 6.1.4** (0) Il n'est pas publié d'informations sur les redevances et impositions au titre du transit.
- (1) Ces informations figurent dans des publications papier.
- (2) Le site Internet des douanes donne ces informations.

* Informations sur les redevances et impositions, leurs motifs, l'autorité responsable, la date et les modalités du paiement.

Variable 80. Publication préalable des redevances et impositions au titre du transit**PTNR Définition**

- 6.1.5** (0) Il n'est pas publié d'informations préalables sur les modifications apportées aux redevances et impositions.
- (1) Des informations sur les modifications sont publiées à l'avance.
- (2) Des informations sur les modifications sont publiées à l'avance sur le site Internet des douanes.

Variable 81. Révision périodique des redevances et impositions et adaptation à l'évolution des circonstances**PTNR Définition**

- 6.1.6 et 11.7(b)** (0) Les redevances et impositions ne sont pas révisées périodiquement.
- (1) Les redevances et impositions sont révisées périodiquement.
- (2) Les redevances et impositions sont révisées périodiquement et adaptées à l'évolution des circonstances

Variable 82. Évaluation des redevances et impositions au titre du transit**PTNR Définition**

- 6.1.3 et 11.7(c)** (0) Ces redevances et impositions sont calculées *ad valorem*.
- (2) Ces redevances et impositions ne sont pas calculées *ad valorem*.

INDICATEUR (N) – FORMALITÉS DE TRANSIT**Variable 83. Informations sur les formalités et la documentation en matière de transit****PTNR Définition**

- 1.1(a)** (0) Les informations sur les procédures ainsi que sur les formulaires et les documents requis ne sont pas suffisantes.
- (1) Les informations sur ces points sont suffisantes.
- (2) Il existe des guides récapitulatifs et/ou des notifications spécifiques sur ces points.

Variable 84. Réexamen périodique et adaptation à l'évolution des circonstances

PTNR	Définition
10.1.1	(0) Les documents et procédures ne sont pas réexaminés périodiquement.
et	(1) Les documents et les procédures sont réexaminés périodiquement.
11.3(b)	(2) Les documents et les procédures sont réexaminés et adaptés à l'évolution des circonstances.

Variable 85. Il existe des installations/des infrastructures physiquement distinctes pour le transit

PTNR	Définition
11.8	(0) Il n'existe pas d'installations physiquement distinctes pour le passage de la frontière. (1) Il existe des installations physiquement distinctes pour le passage de la frontière aux principaux points d'entrée du trafic en transit. (2) Il existe des installations physiquement distinctes à tous les points d'entrée du trafic en transit.

Variable 86. Limitation de l'inspection physique des produits et évaluation des risques

PTNR	Définition
11.9	(0) Les marchandises en transit font souvent l'objet d'inspections physiques (>10 %) ; le système d'évaluation des risques n'est pas utilisé ou l'est de façon limitée. (1) Les marchandises en transit font l'objet d'une évaluation des risques pour réduire les inspections physiques. (2) Les marchandises en transit sont rarement contrôlées du fait de l'utilisation d'un modèle d'évaluation des risques.

Variable 87. Application de contrôles de qualité ou de normes techniques

PTNR	Définition
11.10	(0) Des contrôles de qualité et des normes techniques sont appliqués de la même manière que pour l'entrée dans l'économie nationale (autrement dit, les marchandises en transit ne sont pas traitées différemment des importations). (1) Les contrôles de qualité et normes techniques ne s'appliquent qu'aux matières dangereuses et aux produits à haut risque. (2) Il ne s'applique ni contrôles de qualité, ni normes techniques aux marchandises en transit.

Variable 88. Traitement avant arrivée pour le commerce de transit

PTNR	Définition
11.11	(0) L'examen des documents avant l'arrivée n'est pas pratiqué pour les marchandises en transit. (1) L'examen des documents avant l'arrivée pour les marchandises en transit est réservé à certains importateurs/produits/points d'entrée/modes de transport. (2) L'examen avant l'arrivée s'applique à plus de 90 % des marchandises en transit et des points d'entrée.

Variable 89. Création d'un guichet unique pour le commerce de transit

PTNR	Définition
10.4.1	(0) Il n'existe pas de guichet unique pour le trafic en transit. (1) Il existe certains points d'entrée à guichet unique pour le trafic en transit. (2) Tout le trafic en transit peut bénéficier d'un guichet unique.

INDICATEUR (O) – GARANTIES DE TRANSIT**Variable 90. Acceptation de multiples formes de garanties (caution, remboursement, sûreté)**

Définition
(0) Aucune garantie ou caution n'est acceptée (seul le paiement avec remboursement est possible).
(1) Une catégorie au moins de garantie non monétaire est acceptée (caution, sûreté, suspension).
(2) Plusieurs catégories de garanties sont acceptées.

Variable 91. Limitation des garanties à la valeur des droits et impositions

PTNR	Définition
11.14	(0) Les garanties ne sont pas limitées au montant des droits et impositions. (2) Les garanties sont limitées au montant des droits et impositions.

Variable 92. Les garanties sont prévues par des accords régionaux ou internationaux

Définition	
	(0) Les garanties de transit ne sont pas prévues par des accords régionaux et internationaux. (2) Les garanties de transit sont prévues par des accords régionaux et internationaux.

Variable 93. Libération rapide et intégrale de la garantie

PTNR	Définition
11.13	(0) Le délai de libération des garanties de transit est supérieur au 25 ^e percentile de l'échantillon.
et	(1) Le délai de libération des garanties de transit correspond à la médiane de l'échantillon.
11.15	(2) Le délai de libération des garanties de transit est inférieur au 25 ^e percentile de l'échantillon.

Variable 94. Utilisation de convois douaniers

PTNR	Définition
11.17	(0) Utilisation sans limite de convois. (1) Utilisation de convois réservée aux produits présentant un risque élevé. (2) Utilisation rare de convois.

INDICATEUR (P) – ACCORDS ET COOPÉRATION EN MATIÈRE DE TRANSIT**Variable 95. Accords bilatéraux ou régionaux**

PTNR	Définition
11.18	(0) Il n'existe pas d'accords de transit bilatéraux ou régionaux. (1) Il existe au moins un accord de transit bilatéral ou régional. (2) Plus de la moitié du commerce de transit est régi par des accords de transit bilatéraux ou régionaux.

Variable 96. Accords sur l'uniformisation ou la simplification des documents

Définition	
	(0) Il n'existe pas d'accord sur l'uniformisation ou la simplification des documents. (2) Il existe au moins un accord sur l'uniformisation ou la simplification des documents.

Variable 97. Coopération en matière de transit

PTNR	Définition
11.18	(0) Les administrations des pays participant au commerce de transit ne coopèrent pas. (1) La coopération est limitée aux formalités et aux obligations légales. (2) Il existe une coopération pour les formalités et les obligations légales ainsi que pour le fonctionnement pratique des régimes de transit.

VARIABLES SUPPLÉMENTAIRES

Variable 98. Recettes douanières**Définition**

Droits d'importation
 Droits d'accise
 Total des droits de douane
 Total des droits en pourcentage des recettes publiques.
 Budget annuel de fonctionnement des services douaniers.

Variable 99. Ratio moyen coût/recouvrement de vos services douaniers***Définition**

- (0) Le nombre est supérieur au 70^e percentile de l'échantillon.
 (1) Le nombre se situe entre le 30^e et le 70^e percentiles de l'échantillon.
 (2) Le nombre est inférieur au 30^e percentile de l'échantillon.

* Ce ratio est égal à la valeur des droits recouverts pour chaque dollar (ou chaque euro) de financement public (budget de fonctionnement). [Ce pourrait être aussi le montant des dépenses des douanes pour chaque dollar (ou chaque euro) recouvert].

Variable 100. Existence d'une procédure *de minimis***Définition**

- (0) Les douanes n'appliquent pas de procédure *de minimis*.
 (2) Cette procédure existe.

* Procédure en vertu de laquelle on renonce aux droits et taxes au-dessous d'une certaine valeur des produits. En l'absence de droits de douane, la procédure *de minimis* n'a pas de raison d'être.

Annexe 2.

Principales sources des données

Rapport sur les moyens des services douaniers de la Global Express Association

La **Global Express Association (GEA)** a mis au point des questionnaires dans le but de faire rapport sur l'accès aux marchés et sur les obstacles douaniers dans une série de pays développés et en développement¹. L'enquête a notamment deux objectifs : mettre en évidence les législations et les politiques nationales qui empêchent les sociétés de livraison express et les autres entreprises de transport d'opérer de façon efficace dans un pays donné, et faire apparaître les besoins de renforcement de capacités de l'administration nationale des douanes. Les réponses de 137 pays développés et en développement sont disponibles. Les questions de l'enquête de la GEA (dans son **rapport sur les moyens des services douaniers**) portent sur **trois domaines essentiels : la transparence, l'efficience des douanes et les procédures après mainlevée.**

Examens des politiques commerciales de l'Organisation mondiale du commerce² :
Section consacrée aux « politiques et pratiques commerciales – analyse par mesure ».

Sites Internet des administrations douanières nationales³ et codes des douanes

Indicateurs de la Banque mondiale sur la pratique des affaires (Doing Business)

L'indicateur de l'enquête « Doing Business » concernant le **commerce transfrontalier** porte sur les démarches requises pour l'exportation et l'importation d'un chargement normalisé de marchandises par transport maritime, dont il mesure la durée et le coût (à l'exclusion des droits de douane). Il le fait en comptabilisant toutes les procédures officielles d'exportation et d'importation de marchandises -- de l'accord contractuel entre les deux parties jusqu'à la livraison -- ainsi que le temps et le coût nécessaires à la conclusion de l'opération. Les principaux indicateurs de la rubrique *Commerce transfrontalier* comprennent donc : le nombre total de documents exigés pour exporter et importer ; le délai nécessaire pour accomplir toutes les procédures requises pour exporter et importer des marchandises ; les charges résultant de l'accomplissement de ces procédures. Les différentes parties prenantes -- notamment les entreprises de transit, les compagnies maritimes, les courtiers en douane, les autorités portuaires et les banques -- donnent des informations relatives aux documents requis, aux frais ainsi qu'au temps que prend chaque procédure⁴. Des informations propres aux pays figurant dans la base de données ont été recueillies grâce aux **résumés des réformes relatives au commerce transfrontalier de Doing Business⁵**, qui dresse la liste des mesures spécifiques d'application des procédures douanières (par exemple l'introduction d'un guichet unique ou

1. La GEA est l'organisation professionnelle internationale du secteur de la livraison express. Toutes les réponses des pays au questionnaire sont consultables à l'adresse: <http://www.global-express.org/index.php?id=4>.
2. Tous les examens de politique commerciale de l'OMC peuvent être trouvés à partir de la page : http://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/tpr_e.htm.
3. <http://www.wcoomd.org/customwebsites/> donne tous les liens menant aux sites Internet nationaux.
4. <http://www.doingbusiness.org/methodology/trading-across-borders>
5. <http://www.doingbusiness.org/reforms/overview/topic/trading-across-borders>

d'un système d'échange de données informatisées, l'application de la gestion des risques, etc.) mises en œuvre par les pays en 2008 et 2011.

L'indice de performance logistique (IPL) de la Banque mondiale

Fondé sur une enquête menée à l'échelle mondiale auprès des entreprises de transit et de livraison express, l'indice IPL est un outil d'analyse comparative conçu par la Banque mondiale qui mesure les performances tout au long de la chaîne d'offre d'un pays donné. Il comporte à la fois des mesures subjectives et objectives⁶. Les variables représentatives des IFE ont été choisies parmi ces composantes. L'**IPL national** permet d'obtenir une évaluation qualitative et quantitative du **cadre et des performances logistiques** d'un pays effectuée par des logisticiens travaillant sur place. Nous avons sélectionné les variables représentatives dans la base de données IPL 2010, la dernière disponible lors du recueil des données nécessaires à l'élaboration des IFE. Les indicateurs des performances nationales portent sur 143 pays. Les variables suivantes ont été retenues : montant des redevances et impositions (taxes portuaires, taxes aéroportuaires, taxes sur le transport routier, taxes sur le transport ferroviaire, frais d'entreposage/de transbordement, commissions des mandataires) ; qualité des télécommunications et des TI ; efficacité des procédures : dédouanement et déblocage des importations, dédouanement et déblocage des exportations, communication d'informations adéquates et actualisées sur l'évolution de la réglementation, dédouanement accéléré pour les opérateurs à niveau élevé de conformité ; changements de l'environnement logistique intervenus depuis 2005 : procédures de dédouanement ; durée du dédouanement, avec et sans inspection physique (en nombre de jours) ; pourcentage d'inspections physiques.

Rapport du Forum économique mondial (FEM) sur la compétitivité

Le Rapport du FEM sur la compétitivité, qui évalue la compétitivité nationale, donne une description utile de l'environnement économique de chaque pays et de son aptitude à obtenir durablement prospérité et croissance⁷. Le rapport 2011-12 couvre 142 pays. Le FEM puise ses données dans les sources suivantes : organisations internationales, sources nationales et résultats de l'enquête d'opinion qu'il effectue auprès de cadres dirigeants. Il utilise les données tirées de cette enquête annuelle pour mettre en évidence des concepts qui exigent une appréciation plus qualitative ou pour lesquels on ne dispose pas de données statistiques internationales comparables concernant un plus grand nombre d'économies. Les variables extraites du rapport sur la compétitivité correspondent au pilier *Institutions* de l'indice de compétitivité internationale. La variable *Transparence des politiques publiques* est incluse dans l'indicateur A -- Transparence ; les variables *Indépendance de la justice* et *Efficacité du cadre juridique de contestation des réglementations* sont incluses dans l'indicateur D-- Procédures de recours ; la variable *Versements illicites et pots-de-vin* est intégrée à l'indicateur L – Gouvernance et impartialité.

6.

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTTRANSPORT/EXTTLF/0,,contentMDK:21514122~menuPK:3875957~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:515434,00.html>

7.

<http://www.weforum.org/reports/global-competitiveness-report-2011-2012>

Institutional Profiles Database (IPD) du CEPPI

La version 2009 de la base IPD⁸ présente un ensemble d'indicateurs sur les caractéristiques institutionnelles de 123 pays développés et en développement. Elle a été établie à partir d'une enquête mondiale effectuée par le ministère français de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et par le personnel de l'Agence française de développement présent dans les pays couverts par la base de données. La situation institutionnelle de chaque pays correspond à neuf fonctions essentielles des institutions au niveau national et quatre secteurs d'application (les institutions publiques et la société civile, le marché des biens et services, le marché des capitaux, le marché du travail et les relations sociales). L'IPD privilégie l'efficacité, la qualité et le respect des dispositifs institutionnels. Plusieurs variables IPD servent de source d'informations pour l'indicateur B, qui concerne les structures de dialogue entre les acteurs privés et publics d'un pays, et l'indicateur D qui évalue le fonctionnement des tribunaux dans le domaine commercial.

Sous-comité des procédures douanières de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) -- rapport d'évaluation des activités douanières dans l'APEC en 2010

En 2010, les 21 économies de l'APEC⁹ ont participé à une évaluation et à une analyse approfondies des activités douanières destinées à faire le point sur l'état d'avancement du Plan d'action collectif. Ce plan donne les grandes lignes des actions collectives menées par les économies membres de l'APEC pour promouvoir la libéralisation et la facilitation des échanges et des investissements. Le rapport d'évaluation s'appuie sur les résultats d'une enquête par questionnaire à laquelle tous les pays ont répondu. Le questionnaire porte sur **quinze grands thèmes** ; chacun fait l'objet de diverses questions relatives aux activités douanières dans tous les pays de l'APEC, auxquelles il faut répondre par *oui* ou par *non*. Certaines questions en rapport avec dix des quinze thèmes ont été choisies comme variables représentatives des IFE : harmonisation de la structure des tarifs douaniers avec la Convention sur le SH ; diffusion publique d'informations sur la législation et la réglementation douanières ainsi que sur les lignes directrices et les décisions administratives communiquées périodiquement aux entreprises ; simplification et harmonisation conformément à la Convention de Kyoto ; adoption de la norme NU/EDIFACT sur le commerce dématérialisé ; adoption des principes de l'Accord de l'OMC sur les évaluations en douane ; introduction de dispositions claires en matière de recours ; instauration d'un système de classification des décisions anticipées ; techniques de gestion des risques ; intégrité ; partenariat douanes-entreprises.

*Rapports de l'Observatoire de l'USAID sur l'organisation des échanges en Afrique australe*¹⁰ : notamment l'audit de 2011 sur l'application des instruments douaniers régionaux de la CDAA et des conventions internationales.

-
8. <http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/institutions.htm>
 9. Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, Chine, Corée, États-Unis, Indonésie, Hong Kong Chine, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Fédération de Russie, Singapour, Taïpei chinois, Thaïlande et Viet Nam.
 10. Les rapports sur la facilitation des échanges et d'autres informations sont consultables sur <http://www.satradehub.org/trade-facilitation/sath-content/activities/regional-integration/trade-facilitation>.

Autres sources : rapports de l'Observatoire de l'USAID sur les échanges en Afrique de l'Ouest¹¹ ; Direction des affaires financières et des entreprises de l'OCDE - rapports sur les obstacles administratifs pour les parties à l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC) ; études de cas de l'OMC sur la facilitation des échanges ; rapports dans le cadre de l'Initiative d'intégration des infrastructures régionales en Amérique du Sud (IIRSA) et études de cas sur la facilitation des échanges aux postes frontières en Amérique du Sud ; Commission européenne – Direction générale de l'agriculture et du développement rural - dossiers par pays intitulés « *Export Refunds: Customs Documents and Stamps* »¹².

11. Rapports consultables sur <http://www.watradehub.com/taxonomy/term/68/all>.

12. Rapports par pays consultables sur :
http://ec.europa.eu/agriculture/markets/export_refunds/forms/list_en.htm

Annexe 3.

Pays couverts par les IFE en matière d'importation et d'exportation

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Antigua et Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, République démocratique du Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Chypre¹, République dominicaine, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Lesotho, Libéria, Lituanie, Macédoine, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Maroc, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigeria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Ouganda, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Fédération de Russie, Rwanda, Salvador, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Taipei chinois, Tanzanie, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Vietnam, Zambie, Zimbabwe.

-
1. Note de la Turquie : les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs présents sur l'île. La Turquie reconnaît la République turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations-Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de la Commission européenne : la République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations-Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Annexe 4.

Classement des pays par catégorie

Classement en fonction du revenu

Groupe des pays à faible revenu

Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Éthiopie, Gambie, Kenya, Kirghizstan, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Népal, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Zimbabwe.

Groupe des pays à revenu moyen inférieur

Angola, Arménie, Belize, Bhoutan, Bolivie, Cameroun, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Fidji, Géorgie, Ghana, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Lesotho, Moldavie, Mongolie, Maroc, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, Salvador, Sénégal, Sri Lanka, Swaziland, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

Groupe des pays à revenu moyen supérieur

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Antigua et Barbuda, Argentine, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Colombie, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, Équateur, Gabon, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Lettonie, Liban, Lituanie, Macédoine, Malaisie, Maurice, Monténégro, Namibie, Panama, Pérou, Roumanie, Fédération de Russie, Serbie, Suriname, Thaïlande, Tunisie, Uruguay, Venezuela.

Groupe des pays à revenu élevé non membres de l'OCDE

Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Brunei, Croatie, Chypre, Émirats arabes unis, Koweït, Malte, Oman, Qatar, Singapour, Taïpei chinois, Trinité et Tobago .

Classement par région

Groupe des pays d'Afrique subsaharienne

Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe.

Groupe des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Arabie saoudite, Algérie, Bahreïn, Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Oman, Qatar, Tunisie.

Groupe des pays européens non membres de l'OCDE et des pays d'Asie centrale

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Malte, Moldavie, Roumanie, Fédération de Russie, Serbie, Ukraine.

Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes

Antigua et Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, Équateur, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, Suriname, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela.

Groupe des pays d'Asie

Bangladesh, Bhoutan, Brunei, Cambodge, Chine, Fidji, Inde, Indonésie, Malaisie, Mongolie, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam.

Classement en fonction de l'appartenance à des partenariats économiques

Liste des pays de l'APEC

Australie, Brunei, Canada, Chine, Corée, États-Unis, Hong Kong Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Fédération de Russie, Singapour, Thaïlande, Viet Nam.

Liste des pays de la CEDEAO

Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Gambie, Ghana, Liberia, Mali, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Pays de l'OCDE (pour lesquels les IFE ont été calculés dans l'étude de l'OCDE de 2011)

Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, République slovaque, République tchèque, Suède, Turquie.

Annexe 5.

Pays couverts – indicateurs de transit

Région Afrique subsaharienne (pays où les indicateurs de transit sont disponibles)

Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Ghana, Mozambique, Namibie, Sénégal, Tanzanie, Togo.

Région Asie (pays où les indicateurs de transit sont disponibles)

Azerbaïdjan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Kirghizstan, Malaisie, Népal, Fédération de Russie¹, Pakistan, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam.

Pays enclavés et de transit étudiés

Tableau A5.1. Pays enclavés et de transit étudiés

Pays enclavé	Région	Pays de transit
Azerbaïdjan	Asie	Fédération de Russie
Bhoutan	Asie	Inde
Botswana	Afrique subsaharienne	Afrique du Sud, Namibie
Burkina Faso	Afrique subsaharienne	Côte-d'Ivoire, Togo, Ghana
Burundi	Afrique subsaharienne	Tanzanie
Kazakhstan	Asie	Fédération de Russie
Kirghizstan	Asie	Fédération de Russie
Lesotho	Afrique subsaharienne	Afrique du Sud
Malawi	Afrique subsaharienne	Afrique du Sud, Mozambique
Mali	Afrique subsaharienne	Côte-d'Ivoire, Togo, Ghana, Sénégal
Mongolie	Asie	Chine, Fédération de Russie
Népal	Asie	Bangladesh, Inde
Rwanda	Afrique subsaharienne	Tanzanie
Swaziland	Afrique subsaharienne	Afrique du Sud, Mozambique
Zambie	Afrique subsaharienne	Afrique du Sud, Mozambique, Tanzanie
Zimbabwe	Afrique subsaharienne	Afrique du Sud, Mozambique

Note : Le tableau n'énumère que les pays enclavés et de transit pour lesquels nous disposons d'informations dans la base de données IFE (c'est-à-dire des données sur les 12 IFE relatifs à l'importation et à l'exportation concernant à la fois les pays enclavés et de transit ainsi que des données relatives aux indicateurs de transit pour les pays de transit sélectionnés).

1. Étant donné que la Fédération de Russie est un grand pays de transit pour les pays enclavés d'Asie centrale (tableau A5.1), nous l'incluons dans la région Asie pour simplifier le classement.

Annexe 6.

Pertinence et organisation des variables

Le fait que les variables changent suffisamment au sein de l'échantillon des pays montre que toutes les catégories sont pertinentes. Cela se vérifie avec les écarts-types des tableaux A6.1 et A6.23, d'où il ressort qu'il existe des variations suffisantes au sein de chaque indicateur.

Tableau A6.1. Erreur-type moyenne parmi les variables

ID	Erreur-type	ID	Erreur-type	ID	Erreur-type	ID	Erreur-type	ID	Erreur-type
A1	0.5110	C20	0.9940	F38	0.7538	H59	0.7727	M80	0.8433
A2	0.6973	C21	1.0064	F39	0.7845	H60	0.8895	M81	0.8136
A3	0.6290	C22	1.0021	F40	0.7176	H61	0.8644	M82	0.9824
A4	0.3498	D23	0.8280	G42	0.7593	H62	0.9834	N83	0.6992
A5	0.8254	D24	0.6262	G43	0.6447	H63	0.8030	N84	0.8498
A6	0.8942	D25	0.9154	G44	0.9971	H64	0.9684	N85	0.8638
A7	0.9744	D26	0.5816	G45	0.8444	H67	0.9187	N86	0.8587
A8	0.8331	D27	0.7786	H46	0.7151	H68	1.0050	N87	0.8038
A9	0.9193	D28	0.7781	H48	0.7538	H69	0.7858	N88	0.6661
A10	0.7786	D29	0.6611	H49	0.9897	H70	0.9734	N89	0.6980
B11	0.8605	D30	0.8390	H50	0.7836	H71	0.5531	O90	0.7674
B12	0.8896	E31	0.6429	H51	0.9517	H72	0.5490	O91	0.8579
B13	1.0035	E32	0.9921	H52	0.7633	H73	0.7762	O92	0.6016
B14	1.0004	E33	0.7463	H53	0.8324	H74	0.7780	O94	1.0328
C15	0.8859	E34	0.9187	H55	0.8955	H76	0.3650	O95	0.3586
C16	0.7764	F35	0.5730	H56	0.9876	H77	0.7028	O96	0.9661
C18	0.9956	F36	0.7718	H57	0.8830	H78	0.7716	O97	0.5066
C19	0.9915	F37	0.6978	H58	0.7836	M79	0.9535		

Note : le tableau ne retient pas les variables qui n'ont pas pu être incluses dans les indicateurs. ID correspond au nombre de variables. Toutes les variables vont de 0 à 2.

Tableau A6.2. Variation pour chaque indicateur

Indicateur	Erreur-type
IFE relatifs aux importations/exportations	
IFE (a) Disponibilité des renseignements	0.4435
IFE (b) Implication des négociants	0.7085
IFE (c) Décisions anticipées	0.7969
IFE (d) Procédures de recours	0.4152
IFE (e) Redevances et impositions	0.5497
IFE (f) Formalités - documents	0.4725
IFE (g) Formalités - automatisation	0.5998
IFE (h) Formalités - procédures	0.3799
IFE (i) Coopération interne des organismes aux frontières	0.6988
IFE (j) Coopération externe des organismes aux frontières	0.8139
IFE (k) Authentification par les consulats	0.9734
IFE (l) Gouvernance et impartialité	0.3990
IFE relatifs au transit	
IFE (m) Redevances et impositions appliquées au transit	0.7252
IFE (n) Formalités de transit	0.4796
IFE (o) Garanties de transit	0.5188
IFE (p) Accords et coopération en matière de transit	0.5125

Nous recherchons aussi les corrélations entre paires d'IFE pour répondre à une double objection : certaines variables pourraient rendre compte d'aspects similaires, tandis que les pays qui ont un score élevé pour un aspect pourraient aussi en avoir un pour d'autres aspects. En premier lieu, nous vérifions la corrélation entre les variables de chaque indicateur. Le taux moyen de corrélation n'est pas très élevé (0.32). Bien que certaines des variables puissent favoriser des corrélations plus fortes, on n'a pas limité chaque IFE aux variables corrélées de façon à appréhender le plus grand nombre possible d'aspects au sein de chaque indicateur. En deuxième lieu, la vérification des corrélations entre les indicateurs n'a pas révélé de problèmes sur ce plan pour la plupart d'entre eux (voir Appendice 1). Nous pouvons effectivement imaginer que les pays ayant consacré du temps et des ressources à certains domaines de la facilitation doivent encore progresser dans d'autres.

Nous soumettons également les indicateurs à un diagnostic de colinéarité. Avec ce test, nous obtenons des valeurs de tolérance du facteur d'inflation de la variance (VIF). La tolérance, définie comme $1/VIF$, sert à vérifier le degré de colinéarité. Une valeur de tolérance supérieure à 0.1 signifie que la variable ne peut être considérée comme une combinaison linéaire des autres variables indépendantes. Les valeurs de tolérance des variables utilisées dans le modèle de gravité sont toujours supérieures à 0.1 (tableau A6.3).

Tableau A6.3. Test de colinéarité des IFE pour les importations et les exportations

Indicateur	VIF	Tolérance
IFE (a)	2.6	0.3853
IFE (b)	1.85	0.5416
IFE (c)	2.7	0.3704
IFE (d)	2.3	0.4345
IFE (e)	1.48	0.6753
IFE (f)	2.73	0.3662
IFE (g)	2.47	0.4054
IFE (h)	2.97	0.3364
IFE (i)	1.75	0.5716
IFE (j)	1.56	0.642
IFE (k)	1.73	0.5787
IFE (l)	1.95	0.5132
VIF moyen	2.17	

Annexe 7.

Spécifications de gravité

Nous commençons par l'équation de gravité log-linéaire des échanges calculée par Anderson et van Wincoop (2003). Anderson et van Wincoop (2003) donnent le fondement théorique du calcul de l'équation de gravité dont la présentation dépasse le cadre de cette étude :

$$\log(x_{ij}^k) = \log E_j^k + \log Y_i^k - \log Y^k + (1 - \sigma^k) \log(t_{ij}^k) - (1 - \sigma^k) \log(P_j^k) - (1 - \sigma^k) \log(\pi_i^k) + \varepsilon_{ij}$$

où x_{ij} représente les exportations du pays i vers le pays j dans le secteur k ; E_j est la dépense sectorielle dans le pays j ; Y_i est la production sectorielle du pays i ; t_{ij} représente les coûts des échanges bilatéraux ; σ^k est l'élasticité de substitution intrasectorielle (entre les différents éléments au sein d'un secteur) ; ε_{ij} est le terme d'erreur aléatoire. P_j^k et π_i^k représentent la « résistance multilatérale » : celle-ci rend compte du fait que l'évolution du commerce bilatéral entre les deux pays dépend non seulement du coût spécifique de ce commerce, mais de l'importance de ce coût relativement à ceux du commerce avec le reste du monde.

On a appliqué différentes techniques empiriques pour tenir compte de la résistance multilatérale (MR) dans le modèle de gravité. Le moyen le plus facile de contrôler la « résistance multilatérale » et d'obtenir des estimations de coefficients non biaisées est d'utiliser des effets fixes spécifiques à un pays ou à des paires de pays (Eaton et Kortum, 2002 ; Feenstra, 2004). Le principal inconvénient de cette méthode d'estimation est d'empêcher l'inclusion dans le modèle de variables explicatives qui changent seulement dans la dimension pays, telles que nos principales variables explicatives. C'est pourquoi nous adoptons une autre méthode, celle de Baier et Bergstrand (2009), qui consiste à calculer des termes de « résistance multilatérale » (MR) en s'appuyant sur les données de coût du commerce bilatéral entre toutes les paires de pays et sur la dimension d'une économie relativement à celle de toutes les autres.

En se servant de l'extension log-linéaire de Taylor de l'expression de la résistance multilatérale définie par Anderson et van Wincoop (2003), Baier et Bergstrand (2009) expriment la résistance multilatérale en utilisant le coût moyen des échanges entre les deux partenaires commerciaux, pondéré par leur part dans le PIB, par rapport au coût moyen des échanges entre tous les autres pays, pondéré par leur part dans le PIB. Le terme de MR est donc une approximation linéaire de la résistance multilatérale entre les pays qui permet d'appréhender les coûts du commerce bilatéral entre les pays, liés par exemple à la distance et au passage de la frontière, relativement à ceux du commerce avec le reste du monde (Behar *et al.*, 2011).

Les termes de la résistance multilatérale (MR) sont calculés comme suit pour chaque variable des coûts du commerce bilatéral :

$$MR_{B_{ij}} = \sum_k \left(\frac{Y_k}{Y_w} * \ln(B_{ik}) \right) + \sum_m \left(\frac{Y_m}{Y_w} * \ln(B_{mj}) \right) - \sum_k \sum_m \left(\frac{Y_k}{Y_w} * \frac{Y_m}{Y_w} * \ln(B_{km}) \right)$$

où :

B_{ij} représente la variable de coûts du commerce bilatéral (par exemple distance, frontière commune, langue commune)

Y_w représente le PIB total.

Ainsi, les spécifications de référence sont celles pour lesquelles nous ajustons les variables de coûts du commerce bilatéral pour tenir compte des problèmes de résistance multilatérale. Nous

considérons d'abord dans la régression l'indicateur de facilitation des échanges (IFE) du pays importateur, puis nous ajustons les variables « classiques » du coût du commerce bilatéral (distance, contiguïté, langue, ancienne colonie, existence d'un accord de libre-échange). Nous introduisons ces variables en tant que différence entre la valeur d'origine de la variable et leur terme de résistance multilatérale ajusté.

(régression 1) :

$$\begin{aligned} \ln(x_{ijt}^k) &= \beta_0^k + \beta_1^k \ln(\text{distance}_{ij_MR}) + \beta_2^k \text{contiguity}_{ij_MR} + \beta_3^k \text{language}_{ij_MR} \\ &+ \beta_4^k \text{colony}_{ij_MR} + \beta_5^k \text{rta}_{ij_MR} + \beta_6^k \ln(1 + t_{ijt}^k) + \beta_7^k \text{GDP}_{it} + \beta_8^k \text{GDP}_{jt} \\ &+ \beta_9^k \text{IFE}_j^c + \beta_{10} \text{landlocked}_i + \beta_{11} \text{landlocked}_j + D_t + D_k + \varepsilon_{ijt}^k \end{aligned}$$

où :

i, j, k et t représentent le pays exportateur, le pays importateur, le secteur et l'année

x_{ijt}^k représente les exportations du pays i vers le pays j dans le secteur k pendant l'année t

distance_{ij} représente la distance bilatérale entre i et j

contig_{ij} représente l'existence d'une frontière commune, lang_{ij} l'existence d'une langue commune et colony_{ij} celle de liens coloniaux

rta_{ijt} est une variable muette égale à 1 lorsqu'un accord actif de libre-échange existe entre les pays i et j pendant l'année t

t_{ijt} représente la moyenne des tarifs douaniers applicables aux importations du pays j provenant du pays i dans le secteur k pendant l'année t

GDP_{it} et GDP_{jt} représentent respectivement le produit intérieur brut des pays i et j pendant l'année t

D_t et D_k représentent les effets fixes par année et par secteur

l'indice c représente l'indicateur IFE.

Nous testons une spécification similaire dans laquelle nous considérons à la fois les IFE pour les importateurs et les exportateurs. Les courants d'échanges d'un pays peuvent varier sous l'effet de ses propres réformes, mais aussi de celles de ses partenaires commerciaux.

(régression 2) :

$$\begin{aligned} \ln(x_{ijt}^k) &= \beta_0^k + \beta_1^k \ln(\text{distance}_{ij_MR}) + \beta_2^k \text{contiguity}_{ij_MR} + \beta_3^k \text{language}_{ij_MR} + \beta_4^k \text{colony}_{ij_MR} \\ &+ \beta_5^k \text{rta}_{ij_MR} + \beta_6^k \ln(1 + t_{ijt}^k) + \beta_7^k \text{GDP}_{it} + \beta_8^k \text{GDP}_{jt} + \beta_9^k \text{IFE}_j^c + \beta_{10}^k \text{IFE}_i^c \\ &+ \beta_{10} \text{landlocked}_i + \beta_{11} \text{landlocked}_j + D_t + D_k + \varepsilon_{ijt}^k \end{aligned}$$

Nous opérons aussi une spécification incluant la moyenne géométrique des IFE pour les pays importateurs et exportateurs. Nous le faisons parce que cela atténue les problèmes d'exactitude lorsque, par exemple, l'indice d'un pays i est calculé avec plusieurs variables manquantes, alors que l'indice du pays j est calculé sans variables manquantes (Moisé et al., 2011).

$$TFI_*^c = \sqrt{TFI_i^c TFI_j^c}$$

De plus, nous ajustons la variable de coûts du commerce bilatéral pour tenir compte de la résistance multilatérale. La spécification devient alors :

(régression 3) :

$$\ln(x_{ijt}^k) = \beta_0^k + \beta_1^k \ln(\text{distance}_{ij_MR}) + \beta_2^k \text{contiguity}_{ij_MR} + \beta_3^k \text{language}_{ij_MR} + \beta_4^k \text{colony}_{ij_MR} \\ + \beta_5^k \text{rta}_{ij_MR} + \beta_6^k \ln(1 + t_{ijt}^k) + \beta_7^k \text{GDP}_{it} + \beta_8^k \text{GDP}_{jt} + \beta_9^k \text{IFE}_*^c \\ + \beta_{10} \text{landlocked}_i + \beta_{11} \text{landlocked}_j + D_t + D_k + \varepsilon_{ijt}^k$$

Dans la ligne des études économiques récentes (Behar, 2009 ; Behar *et al.*, 2011) qui ajustent en fonction de la résistance multilatérale d'autres coûts du commerce bilatéral, outre les variables de gravité « classiques » quand nous considérons la moyenne géométrique des IFE dans la régression cette variable est également ajustée.

(régression 3bis) :

$$\ln(x_{ijt}^k) = \beta_0^k + \beta_1^k \ln(\text{distance}_{ij_MR}) + \beta_2^k \text{contiguity}_{ij_MR} + \beta_3^k \text{language}_{ij_MR} + \beta_4^k \text{colony}_{ij_MR} \\ + \beta_5^k \text{rta}_{ij_MR} + \beta_6^k \ln(1 + t_{ijt}^k) + \beta_7^k \text{GDP}_{it} + \beta_8^k \text{GDP}_{jt} + \beta_9^k \text{IFE}_*^c \text{MR} \\ + \beta_{10} \text{landlocked}_i + \beta_{11} \text{landlocked}_j + D_t + D_k + \varepsilon_{ijt}^k$$

Lorsque le modèle de gravité est estimé au moyen d'une spécification log-normale, on rejette les observations avec échanges nuls, c'est-à-dire celles concernant les paires de pays qui ne commercent pas du tout entre eux. Il reste néanmoins intéressant de constater qu'il existe des produits ne faisant pas du tout l'objet d'échanges entre certains pays. C'est très important quand on cherche à connaître l'incidence des différents domaines de facilitation des échanges sur le commerce des pays en développement. Conformément à l'évolution récente des études économiques, ce problème est aussi traité en estimant le modèle au moyen d'un estimateur de probabilité maximum de Poisson (Santos Silva et Tenreyro, 2006). Cela permet d'intégrer à l'échantillon d'estimation des observations dans lesquelles les échanges sont égaux à zéro. C'est aussi un moyen de traiter l'hétéroscédasticité qui peut biaiser les estimations des erreurs-types avec les MCO. L'Appendice 1 présente les estimations de Poisson pour les différents groupes de pays. On procède aussi à une estimation en coupe transversale pour 2009, dont les résultats restent cohérents pour tous les groupes de pays. Enfin, le modèle est estimé avec les MCO en ajoutant 1 à tous les flux commerciaux.

Pour les raisons exposées à l'Annexe 6, l'introduction de tous les indicateurs dans la régression pourrait poser des problèmes de multicollinéarité. Dans cette hypothèse, les erreurs-types des paramètres risqueraient d'être supérieures, d'où une instabilité des coefficients estimés du modèle. C'est pourquoi on teste d'abord ce dernier en introduisant les indicateurs un par un dans la régression. Par ailleurs, la matrice de corrélation entre les indicateurs et d'autres tests de diagnostic n'ont pas montré de corrélations importantes. Enfin, on constate que les variables de la régression sont en majorité négatives, ce qui ne serait pas le cas si des combinaisons de ces variables étaient fortement corrélées les unes par rapport aux autres.

Annexe 8.

Indicateurs de transit et spécifications de gravité

L'étude de l'incidence sur les flux commerciaux des mesures concernant le transit soulève une série de problèmes méthodologiques. Un tel indicateur est surtout pertinent pour le commerce de transit, lequel constitue une partie des échanges mondiaux. Dans ce domaine, on se heurte à des difficultés de modélisation tout à fait spécifiques. À l'instar de l'Union européenne et de ses principaux ports de transit, les pays en développement font transiter pour des raisons d'efficacité les marchandises par de grandes plateformes spécialisées. Toutefois, il n'existe pas de base de données accessible au public où l'on trouverait des données exactes sur le commerce de transit pour une large gamme de pays en développement. Il est donc difficile d'intégrer à toute méthode d'estimation des données sur le transit effectif susceptibles d'aboutir à des estimations fiables.

Afin de donner un premier aperçu de l'incidence de mesures concernant le transit sur les échanges des pays enclavés, nous employons une méthode quantitative basée sur les spécifications de gravité testée par Limao et Venables (1999). Limao et Venables (1999) se servent d'une équation de gravité pour rechercher les effets exercés par les infrastructures des pays de transit sur le commerce des pays enclavés. Ils créent une variable d'infrastructures de transit. Ces auteurs considèrent le cas d'un pays enclavé L , L_t étant l'ensemble de pays de transit que le pays L utilise pour atteindre la mer. Dans l'idéal, il faudrait calculer une série de pondérations traduisant la probabilité d'usage par L des infrastructures de chaque pays de l'ensemble L_t , mais il est difficile, voire impossible, de trouver ces informations pour un grand nombre de pays. Comme les données disponibles indiquent seulement si un pays sert ou non au transit, les auteurs assignent une probabilité égale d'usage des infrastructures à chaque pays de transit de l'ensemble L_t . Dans ces conditions, si le pays L utilise n pays de transit, sa variable d'infrastructures de transit donne une pondération de $1/n$ à la mesure de l'indice d'infrastructures considéré de chacun de ces pays. Les auteurs font deux réserves. En premier lieu, ils supposent qu'il n'existe pas d'échanges par voie aérienne (ou qu'ils représentent un pourcentage égal des échanges dans tous les pays). Les échanges par voie aérienne des pays enclavés restent assez faibles pour justifier cette hypothèse. En second lieu, les flux commerciaux ou les coûts d'échanges entre les pays enclavés et leurs voisins ne doivent pas inclure le coût du passage par les infrastructures de transit. Dès lors, en considérant les échanges avec les pays voisins i et j , on ajuste la variable d'infrastructures de transit : si i et j sont voisins et si $j(i)$ est enclavé, la variable d'infrastructures du pays de transit est fixée à zéro puisqu'aucun pays de transit ne doit être utilisé (autrement dit, l'indice d'infrastructures du pays de transit est multiplié par $1 - \text{contiguity}_{ij}$, contiguity_{ij} étant une variable muette égale à 1 si les pays i et j ont une frontière commune).

De façon analogue, nous élaborons l'indicateur de facilitation du commerce de transit pour un pays enclavé L . Dans le cas des IFE relatifs à l'importation et à l'exportation, nous avons testé des spécifications tenant compte des douze IFE caractéristiques du pays importateur (IFE_j^c), à la fois les IFE pour les pays importateurs et exportateurs (IFE_j^c and IFE_i^c), ainsi qu'une mesure d'interaction des deux (la moyenne géométrique des IFE des importateurs et des exportateurs, $\sqrt{\text{TFI}_i^c * \text{TFI}_j^c}$).

S'agissant du commerce de transit, les spécifications sont similaires, mais il faut tenir compte d'un troisième aspect de la facilitation -- les mesures de transit pour le pays de transit (expédition du secteur k de i vers j via T_n). La spécification de gravité est ajustée pour tenir compte du fait que des mesures de facilitation du transit dans le(les) pays T_n peuvent influencer sur les échanges entre le pays enclavé j et son partenaire commercial i .

$$\ln(x_{ijt}^k) = \beta_0 + \beta_1^k \ln(\text{distance}_{ij_MR}) + \beta_2^k \text{contiguity}_{ij_MR} + \beta_3^k \text{language}_{ij_MR} + \beta_4^k \text{colony}_{ij_MR} \\ + \beta_5^k \text{rta}_{ij_MR} + \beta_6^k \ln(1 + t_{ijt}^k) + \beta_7^k \text{GDP}_{it} + \beta_8^k \text{GDP}_{jt} + \beta_9^k \text{IFE}_j^c + \beta_9^k \text{IFE}_j^{\text{transit}} * (1 \\ - \text{contiguity}_{ij}) + D_t + D_k + \varepsilon_{ijt}^k$$

où :

x_{ij} représente les échanges de i vers j (j est un pays enclavé et i son partenaire commercial)

dans IFE_j^c - c représente chacun des IFE pour l'importation et l'exportation

$\text{IFE}_j^{\text{transit}}$ est l'indicateur de transit pour le pays de transit (ou pour la moyenne quand il y a plus d'un pays de transit) du pays enclavé j (quand i est aussi un pays enclavé, nous prenons $\text{IFE}_i^{\text{transit}}$) ; le tableau 1 de l'annexe 5 énumère les pays de transit pour chacun des pays enclavés considérés.

Trois spécifications sont testées : d'abord, nous incluons chacun des IFE relatifs à l'importation/l'exportation¹ pour les importateurs et les exportateurs (régression 1p) ; puis nous incluons chacun des premiers IFE concernant les importateurs et les exportateurs ainsi que les indicateurs de transit (régression 2p) ; enfin, nous incluons la moyenne géométrique des IFE relatifs à l'importation/l'exportation et les indicateurs de transit (plus une spécification supplémentaire lorsque la moyenne géométrique est ajustée en fonction de la résistance multilatérale) (régression 3p et régression 3bis).

Comme dans le cas des spécifications testées pour les IFE relatifs à l'importation/l'exportation, nous prenons un panel couvrant 2002-2010, afin d'augmenter le nombre d'observations tout en tenant compte de la résistance multilatérale et de la variation des prix. Nous procédons à une estimation en coupe transversale pour 2009 dont les résultats sont conformes au panel. La spécification prend en compte la résistance multilatérale selon la méthode de Baier et Bergstrand (2009). Les estimations de Poisson sont présentées. L'échantillon comprend les pays enclavés et de transit pour lesquels nous avons des données portant à la fois sur les douze IFE pour l'importation/l'exportation et les indicateurs de transit (c'est-à-dire les données relatives aux douze IFE relatifs à l'importation/l'exportation à la fois pour les pays enclavés et de transit ainsi que les données sur les indicateurs de transit pour les pays de transit sélectionnés).

Mesures des infrastructures et du transit

Sachant que l'efficacité de la facilitation des échanges dans les pays de transit peut dépendre en grande partie des infrastructures et vice-versa, les indicateurs pourraient être modélisés en tant que termes multiplicateurs (ou d'interaction) avec les infrastructures. Nous ajustons donc la spécification en introduisant une mesure des échanges et des infrastructures de transport (par exemple les ports, les voies ferrées, les routes, les technologies de l'information), tirée de l'indice de performance logistique (IPL) de la Banque mondiale² (l'indice va de 1= qualité médiocre à 5= qualité élevée). L'IPL est disponible pour trois ans : 2007, 2010 et 2012. Comme nous faisons fonctionner le modèle sur un panel couvrant la période 2002-10, nous considérons la valeur de 2007 comme la valeur moyenne de l'indice valide pour la sous-période 2002-06 et la valeur de 2010 comme la valeur moyenne valide pour la sous-période 2007-10.

Nous avons testé les mêmes spécifications augmentées de l'interaction de l'indice de qualité des infrastructures et des indicateurs de transit. À ce stade, nous avons obtenu très peu de résultats robustes pour les différentes spécifications. Cela laisse penser que les nouvelles recherches devront s'orienter dans deux directions : d'une part, la forme de la spécification et le mode de prise en compte des interactions ; d'autre part, la recherche des effets des mesures alternatives des infrastructures dont on dispose. D'autres aspects pourraient aussi être étudiés. Borchert et al. (2012) soulignent

1. On se réfère à la totalité des IFE pour l'importation/l'exportation à l'exception de l'IFE Autorisation par les consulats (k) faute de disposer d'assez de données fiables pour en tester les effets
2. Les données sont disponibles à l'adresse <http://data.worldbank.org/indicator/LP.LPI.INFR.XQ>.

l'importance des mesures portant sur le commerce de services dans les pays enclavés. Ils constatent que les politiques menées dans ces pays aboutissent à une concentration plus poussée des structures de marché et à une limitation de l'accès à des services essentiels, comme les transports et les communications, indispensables pour assurer la connectivité.

Annexe 9.

Calcul des coûts du commerce

Les valeurs des coûts d'échanges utilisées pour tester l'incidence des IFE sont des estimations tirées de la base de données CESAP-Banque mondiale¹. Ces estimations sont calculées au moyen de la méthodologie conçue par Novy (2008).

La mesure faite par Novy (2008) des coûts du commerce bilatéral est dérivée du modèle de gravité d'Anderson et van Wincoop (2003). Après plusieurs remaniements de l'équation de gravité de base et des termes de résistance multilatérale, il dérive une expression de la moyenne géométrique des coûts d'échanges dans les deux sens, une mesure des coûts du commerce international entre les pays *i* et *j* ($t_{ij}t_{ji}$) relativement aux coûts des échanges internes au sein de chacun de ces pays ($t_{ii}t_{jj}$). Chen et Novy (2009) généralisent le modèle au niveau sectoriel.

Les coûts d'échanges sont exprimés comme suit :

$$\tau_{ij} = \left(\frac{t_{ij}t_{ji}}{t_{ii}t_{jj}} \right)^{\frac{1}{2}} = \left(\frac{x_{ii}x_{jj}}{x_{ij}x_{ji}} \right)^{\frac{1}{2(\sigma-1)}}$$

où :

x_{ii} , x_{jj} représentent la production commercialisée sur le marché intérieur dans les pays *i* et *j* (c'est-à-dire la production nationale moins les exportations)

x_{ij} représente les exportations de *i* vers *j* et x_{ji} les exportations de *j* vers *i*

σ est l'élasticité de substitution entre les produits².

Toutefois, la disponibilité des données sur la production brute pose un problème majeur dans la plupart des pays en développement. On a fait différentes tentatives pour trouver des variables représentatives de ces données dans l'équation.

La méthodologie employée pour élaborer une première version de la base de données de la CESAP sur le coût des échanges est résumée dans Duval et Utoktham (2011). À la suite d'autres auteurs (Novy, 2008 ; Jacks, Meissner et Novy, 2008 ; Shepherd, 2010). Duval et Utoktham (2011) définissent x_{ii} et x_{jj} comme la différence entre le produit intérieur brut (PIB) et les exportations totales.

Duval et Utoktham (2011) présentent trois niveaux de mesure des coûts d'échanges :

- les coûts pour lesquels le commerce intranational (x_{ii} and x_{jj}) est égal au PIB moins les exportations totales.

- les coûts pour lesquels x_{ii} et x_{jj} sont ajustés en fonction de la part des services dans le PIB.

$x_{ii}^{\text{adjusted}} = \text{NS} * (x_{ii})$, NS étant la part moyenne des secteurs autres que les services dans le PIB des pays du groupe constitué en fonction du revenu auquel appartient le pays *i*.

1. Cette base de données a été mise au point par la Division des échanges et des investissements de la CESAP et la Banque mondiale à l'appui du programme de recherche ARTNet sur la facilitation des échanges. Elle est disponible à l'adresse <http://www.unescap.org/tid/artnet/trade-costs.asp>.
2. L'élasticité de substitution est fixée à 8 (Anderson et van Wincoop, 2003 ; Novy, 2009). Si de nouvelles recherches portent sur un niveau moins agrégé des échanges, il faudra tenir compte du fait que l'élasticité varie normalement selon les secteurs et que les estimations peuvent être plus ou moins sensibles à la valeur retenue.

- le « coût global des échanges », qui est la moyenne simple des deux mesures mentionnées ci-dessus.

Dans une deuxième version de la base de données de la CESAP, Duval et Utoktham (2012) affinent l'équation en tentant d'employer pour la production brute des valeurs estimées là où cette donnée manque. Les auteurs obtiennent aussi des estimations sectorielles du coût des échanges dans l'agriculture et l'industrie manufacturière pour un ensemble de pays en développement.

Pour la dernière version de la base de données CESAP-Banque mondiale, Arvis et al. (2013) se servent de données nouvellement recueillies sur les échanges et la production de 178 pays pour estimer le coût des échanges de produits agricoles et manufacturés pendant la période 1995-2010. Les auteurs recourent à la même méthode d'estimation « descendante » en calculant les coûts de la configuration observée à partir de la production et des échanges (de marchandises uniquement) dans les différents pays. Ils utilisent des données de comptabilité nationale et représentent le commerce intranational par la production totale, déduction faite des exportations. En ce qui concerne les estimations manquantes, les auteurs pratiquent l'interpolation linéaire afin de calculer les coûts d'échanges pour des combinaisons nationales-sectorielles-annuelles quand des valeurs manquent dans la base de données. La base de données d'Arvis et al. (2013) sur le coût des échanges présente deux grands avantages pour notre étude. D'abord, elle couvre la grande majorité des pays en développement figurant dans notre ensemble de données relatives aux IFE. Ensuite, elle donne des estimations à la fois pour les échanges de produits agricoles et manufacturés.

Comme les coûts des échanges sont calculés à partir d'un ratio dans lequel les flux d'échanges bilatéraux sont au dénominateur (formule ci-dessus), les paires de pays qui ne commercent pas du tout entre eux font apparaître des coûts infinis. Dans la base de données CESAP-Banque mondiale, ces observations sont considérées comme manquantes.

Annexe 10.

Régressions des coûts du commerce

La mesure utilisée des coûts d'échanges représente la moyenne géométrique de ces coûts dans les deux sens, c'est-à-dire ceux liés aux exportations du pays i vers le pays j ainsi que ceux liés aux exportations du pays j vers le pays i . Cette mesure étant une moyenne géométrique bilatérale, nous incluons dans la principale spécification les IFE calculés comme la moyenne géométrique des dimensions importateur et exportateur. La moyenne géométrique atténue aussi les problèmes d'exactitude qui se posent lorsque l'indice du pays i est basé sur plusieurs variables manquantes, alors que l'indice du pays j est calculé avec moins ou pas du tout de valeurs manquantes (Moisé et al., 2011). Nous veillons à ce que chaque paire de pays ne soit intégrée qu'une fois à l'échantillon de régressions, car le sens n'a pas d'importance dans ce cas (Arvis et al., 2013). La variabilité des coûts d'échanges provient surtout du changement des caractéristiques des paires de pays.

$$TFI_*^c = \sqrt{TFI_i^c TFI_j^c}$$

Comme la variation totale des coûts d'échanges pendant la période étudiée s'avère spécifiquement liée à la composition des paires de pays, nous procédons à une estimation en coupe transversale en calculant une moyenne des coûts d'échanges sur cinq ans (2006-10) et en estimant l'incidence de la mesure bilatérale des IFE. Cela permet de « lisser » les données manquantes pendant la période retenue ou les inexactitudes dans les estimations des coûts d'échanges. La spécification est estimée avec les MCO (régression 4).

$$\ln(\tau_{ij}^k) = \beta_0^k + \beta_1^k \ln(\text{distance}_{ij}) + \beta_2^k \text{contiguity}_{ij} + \beta_3^k \text{language}_{ij} + \beta_4^k \text{colony}_{ij} + \beta_5^k \text{rta}_{ij} \\ + \beta_6^k \text{avg_applied_tariff}_{ij*ji}^k + \beta_7^k \text{IFE}_*^c + D_i + D_j + D_k + \varepsilon_{ij}^k$$

où :

τ_{ij} est le coût du commerce bilatéral entre les pays i et j dans le secteur k (c'est-à-dire l'agriculture et l'industrie manufacturière)

$\text{avg_applied_tariff}_{ij*ji}^k$ est la moyenne géométrique de tariff_{ij} et tariff_{ji} (tariff_{ij} est la moyenne pondérée en fonction de la composition des échanges des droits à l'importation imposés au pays i par le pays j) pendant la même période.

En ce qui concerne le groupe des pays enclavés, nous ajustons la spécification afin de tenir compte des indicateurs de transit pour le pays enclavé i (régression 5) :

$$\ln(\tau_{ij}^k) = \beta_0^k + \beta_1^k \ln(\text{distance}_{ij}) + \beta_2^k \text{contiguity}_{ij} + \beta_3^k \text{language}_{ij} + \beta_4^k \text{colony}_{ij} + \beta_5^k \text{rta}_{ij} \\ + \beta_6^k \text{avg_applied_tariff}_{ij*ji}^k + \beta_7^k \text{IFE}_*^c + \beta_8^k \text{IFE}_i^{\text{transit}} * (1 - \text{contiguity}_{ij}) + D_j + D_k + \varepsilon_{ij}^k$$

Annexe 11.

Contribution à la variance

Du point de vue de la politique économique, il est important de montrer les contributions relatives des différents IFE au coût total des échanges. À la suite d'autres auteurs (Moisé et al., 2011 ; Duval et Utoktham, 2011 ; Chen et Novy, 2011), nous calculons la contribution des indicateurs à la variance totale des coûts d'échanges.

La contribution de chaque variable explicative (V_m) à la variance totale des coûts d'échanges τ_{ij} est calculée comme suit :

$$c_m = \frac{\beta_m * cov(V_m, \tau_{ij})}{var(\tau_{ij})}$$

où β_m est le coefficient de régression de la variable V_m dans la principale régression.

Ces valeurs expriment la contribution de chaque variable explicative à la variation des coûts d'échanges.

Les tableaux ci-après présentent les résultats pour les variables explicatives dans les régressions des coûts d'échanges portant sur les groupes de pays constitués en fonction du niveau de revenu et de la situation géographique. Le premier tableau donne les résultats des variables explicatives dans les régressions incluant tous les IFE. Le deuxième tableau indique les résultats après « nettoyage des données » (conformément à Moisé et al., 2011), c'est-à-dire suppression des variables non significatives et des variables qui n'ont pas le signe attendu dans la première série d'estimations incluant l'ensemble des IFE.

Tableau A11.1. Groupes par niveau de revenu – contribution à la variance

Tableau (A)				Tableau (B)			
Variabes	PFR	PRMI	PRMS	Variabes	PRF	PRMI	PRMS
Distance	0.29523	0.29325	0.27523	Distance	0.27432	0.25428	0.23328
Langue	0.01872	0.01852	0.01723	Langue	0.02178	0.01724	0.01982
Contiguïté	0.08703	0.08623	0.05231	Contiguïté	0.09820	0.07250	0.06872
Anc. colonie	0.00103	0.00052	0.00091	Anc. Colonie	0.00175	0.00071	0.00102
ACR	0.01742	0.01421	0.01342	ACR	0.01488	0.01352	0.01123
Droits_ij_ji	0.03548	0.02940	0.02601	Droits_ij_ji	0.03271	0.02981	0.02791
IFE (a)	0.01448	0.01762	0.01523	IFE (a)	0.01653	0.01424	0.01123
IFE (b)	0.01191	0.01439	0.01433	IFE (b)	0.01313	0.01328	0.01272
IFE (c)	0.01345	0.01437	0.01529	IFE (c)	0.01162	0.01521	0.01238
IFE (d)	0.01040	0.01152	0.01046	IFE (d)	0.00912	0.01328	0.00855
IFE (e)	-0.00043	-0.01087	0.00523	IFE (e)			0.00762
IFE (f)	0.03052	0.02544	0.01723	IFE (f)	0.02975	0.02713	0.01172
IFE (g)	0.02578	0.02249	0.02144	IFE (g)	0.02341	0.02056	0.02439
IFE (h)	0.01330	0.02099	0.02510	IFE (h)	0.01523	0.02237	0.02832
IFE (i)	-0.00972	0.01497	-0.00412	IFE (i)		0.01321	
IFE (j)	0.01298	-0.00785	-0.00015	IFE (j)	0.01123		
IFE (l)	0.01467	0.01638	0.01491	IFE (l)	0.01398	0.01588	0.01562
Variation totale	0.59225	0.58159	0.52007	Variation totale	0.58764	0.54322	0.47891

Tableau A11.2. Groupes par région – contribution à la variance

Tableau (A)						Tableau (B)					
Variables	ASS	MENA	Asie	ALC	EE-AC	Variables	ASS	MENA	Asie	ALC	EE-AC
Distance	0.29520	0.25760	0.24340	0.26120	0.22620	Distance	0.26528	0.21423	0.23512	0.25034	0.19210
Langue	0.00862	0.00456	0.00453	0.01112	0.00962	Langue	0.00981	0.00341	0.00345	0.01098	0.00812
Contiguïté	0.09123	0.02341	0.09128	0.07623	0.09012	Contiguïté	0.00912	0.02192	0.06217	0.06723	0.09620
Anc. colonie	0.01023	0.00021	0.00217	0.00423	0.00015	Anc. Colonie	0.00871	0.00013	0.00234	0.00312	0.00010
ACR	0.01512	0.00612	0.01582	0.01472	0.01048	ACR	0.01265	0.00409	0.01232	0.01511	0.01025
Droits_ij_ji	0.03280	0.02356	0.02451	0.02971	0.01933	Droits_ij_ji	0.03761	0.02208	0.02841	0.02720	0.02135
IFE (a)	0.01816	0.01345	0.00665	0.01762	0.00128	IFE (a)	0.01926	0.01298	0.00981	0.01652	0.01462
IFE (b)	0.01267	0.01789	0.01123	0.01482	0.01031	IFE (b)	0.01528	0.01826	0.01342	0.01452	0.00981
IFE (c)	0.01410	-0.00431	0.01037	0.01552	0.01198	IFE (c)	0.01422		0.01271	0.02512	0.01127
IFE (d)	0.00742	0.01046	0.14123	0.01521	0.01593	IFE (d)	0.01227	0.00972	0.01452	0.01347	0.01728
IFE (e)	-0.00156	-0.00116	0.00852	-0.00102	0.01091	IFE (e)			0.01182	0.01003	0.01154
IFE (f)	0.02544	0.01216	0.01953	0.02741	0.01313	IFE (f)	0.02725	0.01123	0.02144	0.01945	0.01023
IFE (g)	0.03120	0.02412	0.02651	0.02488	0.01871	IFE (g)	0.02912	0.02644	0.03124	0.01871	0.02071
IFE (h)	0.01428	0.01418	0.02942	0.02018	0.01819	IFE (h)	0.01872	0.01349	0.02534	0.02842	0.02343
IFE (i)	-0.00876	-0.00915	0.00343	-0.00139	-0.00098	IFE (i)			0.00823		
IFE (j)	0.01072	-0.02227	-0.02202	-0.00109	-0.00038	IFE (j)	0.01241				
IFE (l)	0.01071	0.01351	0.01552	0.01638	0.01008	IFE (l)	0.01755	0.01023	0.01282	0.01562	0.00820
Variation totale	0.58758	0.38435	0.63209	0.54573	0.46506	Variation totale	0.50926	0.36821	0.50517	0.53585	0.45521

Tableau A11.3. Groupe des pays enclavés – contribution à la variance

Échantillon	Enclavés	
	Tableau (A)	Tableau (B)
Distance	0.31241	0.28423
Langue	0.00212	0.00201
Contiguïté	0.00976	0.00725
Anc. Colonie	0.00035	0.00021
ACR	0.03128	0.04281
Droits_ij_ji	0.03262	0.03781
IFE (a)	0.01008	0.01234
IFE (b)	0.00761	0.00912
IFE (c)	0.01327	0.01081
IFE (d)	0.01321	0.01097
IFE (e)	-0.00076	
IFE (f)	0.01498	0.01742
IFE (g)	0.01561	0.01725
IFE (h)	0.01842	0.02144
IFE (i)	-0.00011	
IFE (j)	-0.00032	
IFE (l)	0.01875	0.01532
IFE (m)	-0.00053	
IFE (n)	0.02471	0.02378
IFE (o)	0.00873	0.00621
IFE (p)	0.02341	0.01922
Variation totale	0.55561	0.53821

Annexe 12.

État de la mise en œuvre de certaines mesures

Tableau A12.1. État de la mise en œuvre des mesures retenues par groupe de pays

Mesures retenues	Pourcentage de pays appliquant la mesure par groupe de revenu			
	PFR	PRMI	PRMS	PRE (non-OCDE)
Publication des taux des droits de douane (Var A2)	71.43%	75.00%	76.92%	73.33%
Existence de points d'information (Var A3)	52.38%	71.88%	74.36%	66.67%
Possibilité de poser des questions (Var A4)	85.71%	84.38%	92.31%	80.00%
Documents d'importation/d'exportation à télécharger (Var A6)	52.38%	75.00%	76.92%	66.67%
Intervalle entre la publication des réglementations et leur entrée en vigueur (Var A7)	42.86%	40.63%	46.15%	66.67%
Publication des accords commerciaux (Var A8)	28.57%	56.25%	64.10%	53.33%
Publication des décisions et d'exemples en matière de classification douanière (Var A9)	28.57%	50.00%	53.85%	46.67%
Consultations régulières (Var B12)	38.10%	50.00%	56.41%	46.67%
Consultations ouvertes (Var B13)	19.05%	25.00%	48.72%	26.67%
Décisions anticipées (Var C15)	71.43%	71.88%	74.36%	73.33%
Informations relatives aux procédures de DA (Var C16)	14.29%	28.13%	46.15%	40.00%
Publication des DA d'intérêt général (Var C20)	9.52%	21.88%	46.15%	33.33%
Informations sur les procédures de recours données sur le site internet des douanes (Var D23)	28.57%	65.63%	53.85%	60.00%
Procédures de recours judiciaire (Var D24)	71.43%	87.50%	84.62%	93.33%
Publication sur Internet des redevances et impositions (Var E31)	4.76%	15.63%	35.90%	26.67%
Redevances douanières à verser pendant les horaires de travail normaux (Var E34)	47.62%	65.63%	58.97%	66.67%
Système de gestion des risques totalement opérationnel (Var G42)	38.10%	43.75%	41.03%	46.67%
Système de TI capable d'accepter les EDI (Var G43)	23.81%	53.13%	48.72%	53.33%
Existence de processus automatisés fonctionnant en permanence (Var G44)	28.57%	37.50%	41.03%	46.67%
Guichet unique prévu/en cours de mise en place ou déjà opérationnel (Var H46)	47.62%	65.63%	53.85%	53.33%
Traitement avant l'arrivée (Var H49)	42.86%	56.25%	58.97%	73.33%
Séparation entre mainlevée et dédouanement (Var H55)	42.86%	34.38%	30.77%	60.00%
Suppression des inspections avant expédition (Var H57)	42.86%	59.38%	74.36%	73.33%
Pas d'obligation de recours à un courtier en douane (Var H62)	47.62%	43.75%	51.28%	73.33%
Délégation de contrôles par l'État à l'administration douanière (Var I64)	52.38%	53.13%	51.28%	73.33%
Structures et de fonctions bien établies et transparentes (Var L71)	76.19%	75.00%	79.49%	46.67%
Code de conduite (Var L72)	52.38%	53.13%	58.97%	40.00%
Politique en matière d'éthique (Var L74)	33.33%	46.88%	53.85%	53.33%
Système d'audit interne (Var L76)	38.10%	50.00%	61.54%	60.00%
Publication d'un rapport annuel des douanes (Var L77)	33.33%	50.00%	56.41%	46.67%

Note : le tableau se réfère aux données recueillies jusqu'en janvier 2013.

Appendice 1.

Matrice de corrélation

	TFI (a)	TFI (b)	TFI (c)	TFI (d)	TFI (e)	TFI (f)	TFI (g)	TFI (h)	TFI (i)	TFI (j)	TFI (k)	TFI (l)
TFI (a)	1											
TFI (b)	0.3253	1										
TFI (c)	0.4378	0.4154	1									
TFI (d)	0.357	0.4515	0.3693	1								
TFI (e)	0.2353	0.1867	0.3123	0.1203	1							
TFI (f)	0.3313	0.2275	0.3118	0.5031	0.1114	1						
TFI (g)	0.4784	0.4859	0.3073	0.3802	0.0005	0.3573	1					
TFI (h)	0.4687	0.4237	0.4774	0.3155	0.0946	0.387	0.5412	1				
TFI (i)	0.0369	0.1794	0.1917	0.2827	-0.0224	0.1854	0.2177	0.1419	1			
TFI (j)	-0.0762	-0.1594	-0.1548	-0.0525	-0.1208	-0.1889	-0.0913	-0.1159	-0.0429	1		
TFI (k)	0.3046	0.2441	-0.0508	0.048	0.1296	0.2038	0.3219	0.3543	0.2072	-0.2876	1	
TFI (l)	0.3304	0.2657	0.3669	0.3477	0.0924	0.2813	0.1456	0.2617	0.3532	0.0595	0.1813	1

Note : (a) pour la disponibilité des renseignements ; (b) pour les consultations ; (c) pour les décisions anticipées ; (d) pour les procédures de recours ; (e) pour les redevances et impositions ; (f) pour les formalités - documents ; (g) pour les formalités – automatisation ; (h) pour les formalités– procédures ; (i) pour la coopération interne des organismes aux frontières ; (j) pour la coopération externe des organismes aux frontières ; (k) pour l'authentification par les consulats ; (l) pour la gouvernance et l'impartialité.

Appendice 2.

Flux commerciaux - régressions de gravité avec chaque IFE

Tableau appendice A2.1. Pays à faible revenu – ensemble des secteurs

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs PFR Tous les pays				Tous les secteurs Tous les pays PFR			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
	IFE (a)	0.1174*** (-0.6886)	0.0238** (-0.4528) 0.1862** (-1.4423)	0.0987*** (-0.7623)	0.0476* (-0.2891)	0.1112** (-0.7823)	0.0972** (-0.6523) 0.7139*** (-1.2381)	0.2335** (-1.4412)
IFE (b)	0.1542** (-1.138)	0.1634** (-1.0982) 0.2414*** (-1.4542)	0.3768*** (-1.2873)	-0.2324** (-1.3628)	0.1652 (-1.4238)	0.1892 (-3.2415) 0.0922 (-0.7823)	-0.0498 (-2.3562)	0.1833 (-1.236)
IFE (c)	0.1332 (-1.5192)	0.0632 (-3.2524) 0.2542*** (-2.4129)	0.0782 (-2.4523)	0.1762* (-1.5623)	0.3542*** (-1.2381)	0.3823*** (-1.2812) 0.1778 (-3.2912)	0.4872*** (-1.4872)	-0.1234 (-2.7823)
IFE (d)	0.0176 (-2.1782)	0.0424 (-1.9824) 0.3423*** (-1.4312)	0.3182** (-2.8724)	0.2381 (-1.7623)	0.3781* (-1.8612)	0.3367* (-1.2712) 0.3562*** (-2.0071)	0.4582*** (-0.3346)	-0.2856 (-5.4231)
IFE (e)	0.1348 (-1.7623)	-0.1387 (-1.9823) 0.0982 -2.2187	-0.03471 (-2.0782)	0.0078 (-2.9823)	-0.4381* (-1.7128)	-0.5123** (-0.8723) -0.1832 (-1.3362)	-0.4381** (-1.5528)	0.8672** (-0.4971)
IFE (f)	0.3238*** (-0.5623)	0.3271*** (-2.1282) 0.5528*** (-1.1829)	0.9732*** (-1.0023)	0.7582** (-2.1982)	0.4452*** (-1.0872)	0.4582*** (-0.8723) 0.4182*** (-1.8231)	0.8463*** (-1.2871)	1.5478** (-1.7623)
IFE (g)	0.4586*** (-1.6723)	0.4634*** (-0.7623) 0.0771** (-1.5231)	0.6238*** (-1.0098)	0.7892** (-2.7615)	0.4818*** (-1.5623)	0.4582*** (-0.7623) 0.3824*** (-0.9829)	0.5489*** (-1.0453)	0.5277* (-1.2812)
IFE (h)	0.2387*** (-0.3328)	0.0271* (-1.1238) 1.2632*** (-1.023)	1.2431*** (-1.7442)	1.3672* (-1.276)	0.5472** (-2.0051)	0.5142** (-1.2652) 1.1128*** (-1.2376)	1.3882*** (-0.5828)	2.5623* (-1.2182)
IFE (i)	0.07652 (-2.8723)	-0.0826 (-2.5612) 0.04714 (-1.8689)	0.0372 (-0.5872)	0.0012 (-1.0053)	-0.0572 (-3.2651)	-0.0528 (-3.4556) 0.1785* (-1.8222)	0.0935 (-1.2872)	0.1765 (-1.0562)
IFE (j)	0.0832 (-1.9328)	0.1825 (-2.3272) 0.2521** (-1.2514)	0.0143** (-2.8791)	0.0041 (-0.8712)	0.4157** (-1.2351)	0.2819** (-2.003) 0.1287 (-1.2712)	0.2872 (-4.5234)	0.7862 (-4.8723)
IFE (l)	0.1282** (-1.0082)	0.2683** (-1.3281) 0.5672*** (-1.2337)	0.4276*** (-1.3261)	0.4581*** (-0.9812)	0.1239** (-0.7342)	0.0388* (-0.1381) 0.4355** (-1.872)	0.2762*** (-0.7743)	0.5238*** (-0.8723)

Note : Les effets fixes par année et par secteur sont inclus mais ne figurent pas dans le tableau. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 53 à 61 %.

Tableau appendice A2.2. Pays à faible revenu – secteurs manufacturiers et agricoles

Secteur Echantillon importateurs Echantillon exportateurs	Manufacturier PFR Tous les pays				Manufacturier Tous les pays PFR				Agricole PFR Tous les pays				Agricole Tous les pays PFR			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis
	IFE (a)	0.0068** (-0.0723)	0.0155** (-0.5623)	0.0305* -0.2582	0.0953* -0.1267	0.0965** (-1.2341)	0.0682** (-1.3524)	0.2135** -1.0217	0.4437 -0.8126	0.0168* -0.1031	0.0186** -0.1872	0.1238 -2.7632	-0.1598 (-1.209)	-0.1445 (-2.4521)	0.0182** -0.2812	0.0258 -3.1020
IFE(b)	0.0612 (-1.2289)	0.0682* (-0.4452)	0.2912*** -2.0451	-0.1152 (-4.5621)	-0.3513** (-1.4391)	-0.3215** (-2.0041)	-0.0849 (-0.5287)	-0.3575 (-2.8735)	0.2482*** -1.0232	0.3261*** -0.5128	0.6651*** -1.5003	-0.4871** (-1.2172)	0.2052 -3.0021	0.3145*** 0.4328***	0.5444*** -1.4002	-0.3282 -2.3102
IFE (c)	0.2344** (-2.0218)	0.2355* (-1.1172)	-0.0388 (-0.2832)	-0.0955 (-2.3456)	0.2643** -1.0542	0.3287*** -1.4523	0.5300*** -3.5424	0.6127** (-1.1008)	-0.1558 (-1.0851)	-0.1334 (-3.3349)	0.0212 -1.8002	-0.3541** (-1.1482)	0.1782 -2.7621	-0.1452 (-3.0023)	0.3838* -1.912	-0.3763 -2.9812
IFE (d)	0.0226 5.4289	0.0275 (-0.1281)	0.2381 -1.2525	0.3278 (-2.9874)	0.3538* -1.0091	0.3156* -1.4238	0.4998*** -3.0406	0.8418* (-0.4185)	-0.1122 (-2.7451)	-0.0762 (-2.6191)	0.1553 -3.8671	-0.2276 (-3.8125)	-0.231 -4.2391	-0.0722 (-4.2812)	-0.0821 (-3.6091)	0.1452 -0.2182
IFE (e)	0.4154*** (-1.5524)	0.4081*** (-1.4291)	-0.1588 (-2.8562)	-0.0585 (-3.5623)	0.4534*** (-1.0562)	0.4829*** (-0.7128)	-0.1677 (-1.0063)	0.2561 -3.1377	0.1667 -3.4182	0.2019 -5.4231	0.4565*** -1.003	0.9522*** (-1.1102)	0.0832 -2.7021	0.2203 -2.8723	0.1456 -3.4671	-0.5876 -4.5121
IFE (f)	0.2972** (-0.5423)	0.2853*** (-2.1922)	1.0862*** -1.2539	0.4558 -3.4512	0.3076** -1.0872	0.3762** -1.1342	0.5770*** -3.0864	0.5885 -2.8791	0.3561*** -1.5423	0.3412*** -1.4231	0.7845*** -0.0612	0.2653 -3.0081	0.0953 -2.8734	0.3521*** -1.4003	0.5891*** -2.7422	0.9551 -3.0025
IFE (g)	0.7761*** (-1.0034)	0.7523*** (-1.4538)	0.9581*** -1.8723	0.0042 -0.0367	0.5567*** -1.2561	0.4555*** -1.5052	0.6283*** -6.8463	0.8512*** (-1.0546)	0.4528*** -1.2354	0.4238*** -1.2003	0.5987*** -1.3004	0.1236 -2.6712	0.2642* -0.1239	0.4214*** -0.2122	0.3652*** -2.8009	-0.4561 -2.3451
IFE (h)	1.1607** (-1.4381)	0.0627** (-0.4112)	1.1762*** -2.0096	0.0542** (-1.4231)	0.4562* -1.0082	0.4158** -1.0122	1.4686*** -5.9019	2.7438** -1.5109	0.1562 (-2.7632)	0.1285 (-3.9003)	1.5125*** -1.2901	0.4281 -2.9810	0.2651 -4.6291	-0.1743 (-0.3222)	1.0438*** -4.1006	-0.2156 -5.1282
IFE (i)	0.2349*** (-1.2281)	0.1672** (-1.0234)	-0.2131*** (-1.3452)	-0.0382 (-2.8921)	-0.1123 (-4.5623)	-0.0985 (-2.7813)	-0.0096 (-0.1043)	-0.2541 (-2.7182)	-0.05689 (-2.8756)	-0.0183 (-2.6501)	0.0026 -4.7621	0.1534 -2.8202	-0.0081 -3.2018	-0.0155 (-4.3210)	0.1577 -2.5991	0.2143 -3.2561
IFE (j)	0.0783 (-3.5291)	0.2769 -4.1263	0.4451* -1.3625	0.0438 -2.007	0.0556 -6.1762	0.0234* -1.3951	0.3370* -2.6092	0.0509 -2.9023	0.1871 -1.0981	0.3268* -1.302	0.2853** -1.0023	0.534 -2.5912	0.4521*** -0.3201	0.3148* -1.5921	0.1428 -3.0091	0.4527 -3.094
IFE (l)	0.3458*** (-0.1176)	0.4654*** (-2.1282)	0.1285*** -0.8876	0.2371*** -0.7642	0.1108* (-1.0562)	0.0482 (-3.681)	0.1162** -0.5433	0.6124 -2.8376	0.1764 -2.7621	0.0863 -3.5912	0.6528*** -1.3002	1.1872** -0.0293	0.1682 -2.8723	0.0835 -4.2101	0.3871 -2.8731	0.0178 -2.1289

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 40 à 49 %.

Tableau appendice A2.3. Pays à revenu moyen inférieur – ensemble des secteurs

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs PRMI Tous les pays				Tous les secteurs Tous les pays PRMI			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
	IFE (a)	0.8276*** -1.6523	0.8225*** -1.4003 -0.0355 -3.8129	0.2876*** 1.3298	0.7120* -1.5209	0.1935*** -1.0081	0.0144 -3.6528 -0.0841*** (-1.0829)	-0.0431 (-2.381)
IFE (b)	0.7522*** -1.0023	0.8117*** -0.4003 0.3782** -0.5008	0.9775*** 0.4876	0.6315*** (-0.8912)	0.0644*** -1.0043	0.0544*** -1.2456 0.3552*** -1.9202	0.3182*** -0.1001	-0.5168*** (-1.2378)
IFE (c)	0.5751*** -1.9823	0.5872*** -1.2873 0.3265*** -0.2871	0.8127*** -0.4321	0.4511*** (-1.179)	0.0772*** -0.0187	0.0752*** -0.1009 0.0815*** -1.1091	0.0851** -1.5002	0.3456*** (-1.2404)
IFE (d)	0.4871*** -0.9821	1.5111*** -0.2822 0.1735* -2.734	0.9176*** -3.8761	-0.3551 (-1.002)	-0.0175 (-3.8742)	-0.0175 (-3.6702) 0.4185*** -1.0042	0.1805*** -0.0345	0.5591 -1.0032
IFE (e)	0.0095 3.1289	0.0715 -4.5112 0.3233*** -0.6123	0.3115*** -0.0351	0.0231 -0.0956	0.0385 -3.8712	0.0343 -3.5519 0.0385* -1.6444	0.0515** -2.3052	0.3084 -1.071
IFE (f)	1.3872*** -1.2671	1.4555*** -1.7779 0.3814*** -0.3002	1.5134*** -3.5018	3.0711*** -1.0521	0.0295 -2.0983	0.0280 -1.0023 0.4445*** -0.7763	0.3234*** -0.4003	2.0855*** -4.4823
IFE (g)	0.2853*** -1.3281	0.2834*** -0.0215 0.0043 (-4.1026)	0.3541*** -0.4529	0.2755** -1.3002	0.0095 -3.5423	0.0225* -0.4002 0.1193*** -0.2832	0.1155*** -0.9403	0.7511*** -5.7414
IFE (h)	1.545*** (-0.3291)	0.0321** -0.0125 1.1774*** -0.7552	1.5123*** -0.7081	2.7876*** -1.1198	0.0456 -3.5231	0.043** -3.8728 0.0385* -1.0219	0.0491 -2.8729	3.3240*** -3.5669
IFE (i)	-0.0836 (-3.7002)	-0.0877* (-1.001) -0.0176 (-3.4412)	-0.0814 -5.0023	0.0975 -1.5231	0.0035 -0.1431	0.0014 -3.1523 -0.0954*** (-1.1319)	-0.0688*** (-1.3286)	0.1722 -1.1163
IFE (j)	0.0467 -3.7609	-0.0771 (-3.8106) 0.0941 -3.8712	0.0626 -3.4523	0.2418 -1.7892	-0.0456 (-2.3678)	-0.0678* (-1.8711) -0.0994** (-1.5403)	-0.1542** (-0.2541)	-0.1465 (-3.4612)
IFE (l)	0.8252*** -1.4008	0.5535*** -1.5238 0.6528*** -1.1982	0.7402*** -1.2308	0.7103** (-1.0034)	0.0710* -1.7618	0.0795* -1.2348 0.0211 (-1.4562)	0.0328 -0.7651	0.1223 -2.7368

Note : Les effets fixes par année et par secteur sont inclus mais ne figurent pas dans le tableau. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R^2 s'échelonnent de 53 à 60 %.

Tableau appendice A2.4. Pays à revenu moyen inférieur – Secteur manufacturier et agriculture

Secteur	Manufacturier				Manufacturier				Agriculture				Agriculture			
	PRMI				Tous les pays				PRMI				Tous les pays			
	Tous les pays				PRMI				Tous les pays				PRMI			
Échantillon importateurs	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis
Échantillon exportateurs	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis
IFE (a)	0.8523***	0.8154***	0.2327**	0.4523	0.0689	-0.0855	-0.2414**	2.5624***	0.7125***	0.7211***	0.2761***	0.4701**	-0.0824	0.0981	-0.2445**	1.5887***
	-0.1651	(-2.6857)	-2.9232	-0.8127	(-5.1821)	(-4.8712)	(-1.7241)	-0.0023	-0.1348	-0.6521	-0.4353	(-0.817)	(-3.456)	(-1.1782)	(-1.0061)	-0.0851
IFE (b)	0.8346***	0.9002***	1.1329***	-0.6873***	0.1355**	0.1326*	1.0412***	-0.5092***	0.8428***	0.8672***	1.2162***	-0.8441***	0.1081*	0.1127	1.1299***	-0.8002***
	-1.2409	-2.0523	-2.4865	(-4.5823)	(-1.4762)	-1.9721	-0.9823	(-0.4221)	-0.0072	-0.5421	-0.1352	(-0.0345)	-2.8712	-2.5671	-1.0021	(-0.0328)
IFE (c)	0.6117***	0.6551***	0.8713***	0.5876***	0.1662**	0.2312***	0.5562***	0.4082***	0.5126***	0.5432***	0.7381***	-0.5338***	0.2082***	0.1872***	0.485***	-0.3091**
	(-0.1659)	-5.1123	-1.4452	(-4.1512)	-2.5612	-2.1005	-0.6198	(-0.0467)	-1.2371	-0.7821	-0.8418	(-0.0238)	-2.6712	-2.0091	-0.0901	(-2.0023)
IFE (d)	1.3245***	1.4723***	1.2564***	-1.2441***	-0.1754	-0.1318	0.9562***	0.5115	1.5871***	1.6542***	0.8491***	-0.7218**	-0.1172	-0.1156	0.8717***	-0.3129
	(-0.8342)	-1.4823	-3.0723	(-3.1542)	(-2.5243)	(-1.7234)	-1.5092	-1.9923	-1.0023	-1.0056	-0.4291	(-1.0034)	(-2.0812)	(-2.7610)	-0.0435	(-2.8112)
IFE (e)	0.08712	0.1775*	0.5228***	-0.4872	0.2408***	0.2325**	0.5872***	-0.1452	0.0554	0.1142	0.3672***	-0.2441	0.1752**	0.0855	0.0812	0.5444
	-1.8017	-2.8553	-4.4432	(-2.5423)	-2.682	-1.9765	-1.0023	(-3.2982)	-3.2182	-0.2734	-0.2714	(-3.6712)	-0.0231	-1.9827	(-2.8125)	-1.8712
IFE (f)	1.514***	1.6082***	2.0052***	4.1987***	0.0265	-0.0045	1.2120***	2.6238***	1.5423***	1.5872***	1.4483***	2.7318***	0.0352	0.0554	1.1418***	1.9056***
	-0.3314	-4.7721	-1.6523	-4.328	(-1.5423)	(-4.1278)	-0.4562	-0.0023	-0.7123	-0.6152	-0.0042	(-0.0671)	-1.6721	-2.5612	-0.0924	-0.6512
IFE (g)	0.4612***	0.4623***	0.5014***	0.2109	0.0326*	-0.0481	0.00834	0.8761***	0.3201***	0.2981***	0.5412***	0.0025	-0.1136*	-0.1082	0.2718***	0.5174***
	-0.1056	-1.5523	-2.2652	-5.6723	(-0.2781)	(-2.5423)	(-3.4562)	-1.0283	-2.1892	-0.0342	-0.8129	-3.1289	(-1.0054)	(-2.6712)	-0.3332	-0.0071
IFE (h)	0.5412***	0.4523**	1.2876***	2.1127*	0.3236***	0.2762*	0.7082***	2.9823***	0.1449**	0.2449	2.1873***	4.0782***	0.2156**	0.1804	0.7021***	1.6785
	(-0.1559)	(-1.0091)	-2.8721	-1.9587	-2.7251	-1.0982	-0.6523	-0.2459	-0.6128	-2.9881	-0.0561	-1.0023	-0.8721	-3.0003	-2.0211	-1.0923
IFE (i)	-0.2225**	-0.2651***	-0.1576**	0.0782	-0.0786	-0.1002	0.0657	0.1987	-0.0533	0.5102	0.1462**	0.0552	0.0549	0.0565	-0.1561**	0.0871
	(-1.8539)	(-3.1552)	(-2.4021)	-4.7621	(-1.7812)	(-2.5423)	-2.8723	-1.0831	(-2.1821)	(-2.9812)	(-2.0012)	-2.6371	-1.8872	-4.8712	(-0.3413)	-2.0056
IFE (j)	-0.3521	-0.0501	0.1632	-0.0278	0.0081	-0.0652	0.1756	-0.1567	0.3781*	0.2488	0.1982	0.2723	-0.0215	-0.0812	-0.0650	0.0477
	(-2.3251)	(-1.982)	(-1.4532)	(-2.345)	-5.4231	(-3.8271)	-2.8129	(-4.2191)	-2.0011	(-3.1292)	-2.8918	(-2.1672)	(-1.7628)	(-2.0018)	(-1.764)	(-1.1102)
IFE (l)	0.2718**	0.2182*	0.6127***	0.9573**	0.2256**	0.3872***	0.7891***	0.4872	0.5174***	0.5082***	0.7561***	1.1872**	0.5448***	0.5488**	0.6412***	0.7211*
	-2.8287	-1.6523	-3.5623	(-1.6723)	-1.5324	-1.0012	-0.0344	-3.1292	-0.0921	-0.3425	-0.0562	(-0.0523)	-1.4521	-1.6723	-0.0423	(-1.5671)
	0.7145***	0.7145***	0.7145***	0.7145***	0.8523***	0.8523***	0.8523***	0.8523***	0.7441***	0.7441***	0.7441***	0.7441***	0.4856***	0.4856***	0.4856***	0.4856***
	-5.0002	-5.0002	-5.0002	-5.0002	-1.4238	-1.4238	-1.4238	-1.4238	-0.0435	-0.0435	-0.0435	-0.0435	-1.3009	-1.3009	-1.3009	-1.3009

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 56 à 68 %.

Tableau appendice A2.5. Pays à revenu moyen supérieur – ensemble des secteurs

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs PRMS Tous les pays				Tous les secteurs Tous les pays PRMS			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
	IFE (a)	0.4952*** -1.2452 0.0386 (-2.9801)	0.0855 -2.8543 0.0386 (-2.9801)	0.0382** -0.5438 0.0386 (-2.9801)	1.4282*** -0.9128 0.0386 (-2.9801)	0.4856** -0.3176 0.4881** -1.1921 0.2817 -3.5142 -0.1635 (-3.7611)	0.4881** -1.1921 0.2817 -3.5142 -0.1635 (-3.7611)	0.2817 -3.5142 -0.1635 (-3.7611)
IFE (b)	-0.0451 (-2.4612)	-0.0456 (-3.5205)	0.4257*** -0.6514	0.1456 -3.8912	0.6187*** -0.1121	0.6218*** -2.0012	0.3243** -0.1766	0.3217*** -1.0862
IFE (c)	0.4685*** -0.4899	0.5367*** -0.1611	0.7563*** -1.2703	0.4268*** (-0.7112)	0.4165*** -0.6103	0.4256*** -0.3219	0.3135** -0.9012	0.3125** -1.2032
IFE (d)	0.0912 -3.1882	0.1154 -3.9123	0.2215** -2.0021	0.9453*** -0.5127	0.3435 -4.8881	0.3332 -2.8756	0.4743** -1.0532	0.4882** -1.385
IFE (e)	0.3180*** -1.1342	0.3445*** -0.1223	0.6583*** -0.8109	-0.4435 (-2.4533)	0.3556** -0.6403	0.4246*** -0.6742	0.5535*** -0.1339	0.5524*** -1.9218
IFE (f)	0.5885*** -0.4512	0.5886*** -0.4081	0.7421*** -1.0025	1.3256*** -4.7031	0.3225* -1.8342	0.3563** -1.0708	0.5521** -1.2433	0.5634** -1.3102
IFE (g)	0.3853*** (-0.2567)	0.1915*** (-0.4432)	0.0025 -4.7002	0.6543*** -1.0324	0.6245*** -0.9801	0.6117*** -3.2886	0.5584*** -1.3642	0.5567*** -1.2534
IFE (h)	1.6174*** -1.8723	0.6582*** -0.7231	1.6503*** -1.9403	2.1132*** -0.7321	0.2334 -0.7145	0.2882 -3.4567	0.9456*** -1.5879	0.9455*** -0.5542
IFE (i)	-0.0256 (-3.7642)	-0.0256 (-3.4591)	-0.0582 (-4.5523)	0.0955 -0.7651	0.2418** -0.5101	0.2445** -0.4321	0.1783 -3.1294	0.1975 -3.4504
IFE (j)	-0.3644*** (-0.6101)	-0.4781*** (-1.6234)	-0.4845*** (-1.5003)	0.0325 -4.3281	0.1576 -3.588	0.0175 -3.4123	-0.3252** (-0.4421)	-0.3405** (-1.5524)
IFE (l)	1.0288*** -0.1235	0.9682*** -1.7102	0.9982*** -0.4282	0.5625*** (-0.4123)	0.0881 (-4.6511)	0.0585* (-1.1102)	0.3885 -1.9987	0.3781 -4.3456

Note : Les effets fixes par année et par secteur sont inclus mais ne figurent pas dans le tableau. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs de R^2 s'échelonnent de 58 à 64 %.

Tableau appendice A2.6. Pays à revenu moyen supérieur – Secteur manufacturier et agriculture

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Manufacturier PRMS Tous les pays				Manufacturier Tous les pays PRMS				Agricole PRMS Tous les pays				Agricole Tous les pays PRMS			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisip	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisip	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisip	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisip
	IFE (a)	0.2542*** -1.8273	0.2572*** -0.9288 -0.0058 (-2.0091)	0.1617** -1.2672	0.6403* -1.8237	0.0116 (-0.9872)	0.0234 (-1.2893)	0.0561 -1.2923	1.9823*** -0.8721	0.0286 -0.0912	0.0197 -0.2810 -0.0038 (-1.0082)	0.0038 -0.0055 -0.0055 (-1.0829)	0.9188*** -0.8712	-0.2452** (-1.9829)	-0.2512** (-1.2738)	0.2167** -0.09812
IFE (b)	0.1114** -0.0026	0.1356*** -1.6721 0.7281*** -0.0412	0.6448*** -0.6781	-0.1151 (-2.8984)	0.1645** -2.0081	0.1724*** -0.0923	0.3045*** -1.5642	0.3412** -2.0091	-0.1415** (-0.5612)	-0.1556*** (-1.2872)	0.4872*** -0.7162	0.0677 -0.4512	0.1812*** -1.8723	0.1845*** -1.9823	0.5845*** -1.6725	-0.1677 (-1.0238)
IFE (c)	0.4187*** -2.0067	0.4823*** -0.0876 0.6421*** -0.3361	0.9154*** -0.1235	-0.4615*** (-2.0160)	0.1878*** -0.0872	0.2215*** -0.4421	0.9203*** -0.0234	-0.5112*** (-0.8270)	0.7126*** -0.4562	0.7450*** -0.8723	0.8554*** -1.0928	-0.7023*** (-4.0182)	0.2542*** -4.1292	0.2887*** -1.0293	0.6278*** -0.8276	-0.2912** (-0.6774)
IFE (d)	0.1487 -1.0812	0.1588* -1.0023 0.6785*** -0.7813	0.5723*** -3.6679	-0.2145 (-3.0168)	-0.1125 (-2.8712)	-0.0753 (-1.2823)	0.9512*** -8.8192	0.5152 -0.9182	-0.1918 (-1.1172)	-0.1322 (-2.0012)	-0.1467 (-1.6670)	1.2421*** -3.0012	-0.1117 (-1.2718)	-0.0854 (-1.5923)	0.9517*** -2.0918	-0.3641 (-1.5099)
IFE (e)	0.2543*** -2.1892	0.2501*** -1.0989 0.9572*** -0.2366	0.8617*** -0.1264	-1.0713*** (-2.1117)	0.2885*** -0.0024	0.3117*** -0.0283	0.2655*** -2.1029	0.9650** -0.8176	0.0201 -0.4512	0.036 -1.2783	0.4438** -4.0091	-0.0255 (-1.9283)	0.2913*** -2.7612	0.3122*** -1.0928	0.6844*** -0.7612	0.0823 (-1.3895)
IFE (f)	0.4178*** -0.1782	0.4502*** -0.5212 1.0091*** -3.0038	1.1957*** -0.1892	2.4729** -0.9817	0.1253 -2.6712	0.1458** -1.0056	1.1202*** -0.44812	2.1117*** -0.7816	0.3588*** -0.9812	0.3721*** -4.561	0.2883*** -2.0051	0.4413 -1.7812	0.0134 -2.0091	0.0425 -0.5162	1.0144*** -1.8232	1.8207*** -0.8913
IFE (g)	0.1231 (-1.2982)	0.0312 (-1.7823) 0.0917 -2.6751	0.1135 -2.5561	0.3615** -0.1459	-0.0985 (-2.6751)	-0.0857 (-2.5771)	0.3507*** -0.5361	0.4134** -0.8712	0.3657*** (-0.6152)	-0.3518*** (-0.4423)	0.0761 -0.9567	0.5328*** -3.0091	-0.1525** (-2.0018)	-0.1367* (-2.0120)	0.5238*** -0.9829	-0.0455 (-1.7624)
IFE (h)	0.5087*** -0.4353	0.5462*** -0.0561 1.1872*** -0.0845	1.8216*** -0.8912	1.8465*** -2.0186	0.4536*** -0.5612	0.4911*** -2.001	1.9182*** -0.0817	2.4512*** -0.9812	0.2762** -2.0812	0.2915** -0.8712	1.5616*** -0.8712	1.6822** -1.7823	0.2817** -2.2291	0.2643** -1.0928	2.5671*** -0.383	2.0123*** -1.0825
IFE (i)	-0.1278 (-2.1928)	0.0712 (-3.7623) 0.1308** -2.7812	0.0833 -2.1672	0.1042* (-0.2671)	-0.0567 (-1.8273)	-0.0588 (-1.9987)	0.1455** -0.2562	0.1945 -1.273	0.0855 -1.0123	0.0756 -1.0076	-0.1398** (-2.0918)	-0.0282 (-0.1871)	0.0332 (-1.8912)	0.0236 -0.3253	-0.1283* (-1.0982)	0.0514 -2.3122
IFE (j)	-0.2198* (-1.3892)	-0.2781 (-1.2562) -0.1489** (-2.0098)	-0.3733 (-4.5624)	0.0856 -2.7812	-0.0135 (-1.1928)	0.0234 (-0.4314)	0.1288 -0.8172	0.1755 -0.8123	-0.4112* (-0.6712)	-0.5281 (-4.5261)	-0.5612* (-2.0981)	0.0098 -1.2520	-0.0755 (-2.0125)	-0.1782 (-1.7283)	0.3122** -2.0921	-0.0182 (-1.8923)
IFE (l)	0.8585*** -1.2892	0.9172*** -2.1782 1.0823*** -1.8723	1.2278*** -0.4117	1.9822*** (-1.1892)	0.3734*** -2.0081	0.3505*** -1.0928	1.7418*** -1.3484	0.3726 (-1.5637)	0.8552*** -1.5261	0.7047*** -0.8627	0.8804*** -0.0981	-0.5509 (-1.4092)	0.3926*** -1.3728	0.3911*** -2.4481	1.4512*** -0.0812	1.1122 (-1.7892)

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 59 à 68 %.

Tableau appendice A2.7. Afrique subsaharienne – ensemble des secteurs

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs ASS Tous les pays				Tous les secteurs Tous les pays ASS				Tous les secteurs ASS ASS			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
	IFE (a)	0.1078*** -0.9818	0.0608 -0.5612	0.1406** -1.1256	0.1226 -0.5981	-0.0461 (-2.0981)	0.0366 (-1.2781)	0.1162* -1.2819	0.6234*** -2.0081	0.0153 -0.1256	0.02776 -0.1887	0.1415 -1.1151
IFE (b)	0.2725*** (-3.0091)	0.6465*** -1.0881	0.8814*** -1.0016	0.5873*** -1.8711	0.1188** -1.0082	0.1241** -2.0819	0.7418*** -1.1127	-0.2136*** (-1.352)	0.5538*** -1.3871	0.6345*** -1.0023	1.2329*** -2.0012	-0.6410*** (-2.0981)
IFE (c)	0.4218*** (-1.0998)	0.6334*** -0.7152	0.8312*** -0.0347	0.6138*** -1.9186	0.0722 -1.8871	0.0829 -1.7712	0.7846*** -2.0468	-0.4258*** (-4.1245)	0.3962*** -0.7623	0.3111* -1.8577	0.6871* -1.2812	0.7036*** (-1.2981)
IFE (d)	0.4583*** -0.0871	0.5328*** -1.9284	0.7357*** -0.8715	-0.4658** (-2.0816)	-0.1288 (-1.3298)	-0.1288 (-2.0981)	0.5684*** -1.4664	0.4656** -0.7612	0.3437** -2.0081	0.5009** -0.08122	0.8312*** -1.0872	-1.4927*** (-2.0091)
IFE (e)	0.4009*** -1.6723	0.4517*** -3.0021	0.3415** -2.0081	-0.2781 (-0.4515)	0.0762 -1.1278	0.0288 -0.2516	0.2514* -1.5612	0.0758 -4.1285	0.5873*** -1.3462	0.6972*** -1.7892	1.2578*** -3.0025	-2.4127*** (-1.9882)
IFE (f)	0.8597*** -0.2381	0.8720*** -1.3237	1.2815*** -1.3336	1.9121*** -3.0012	0.0088 -0.0092	0.0189 -1.0082	0.6409*** -2.1008	1.2457*** -1.0923	0.6678*** -1.0078	0.7172*** -1.0212	1.2518*** -0.0812	0.9058** (-2.078)
IFE (g)	0.5745*** -0.9812	0.3872*** -0.8712	0.4256*** -4.0011	0.7783*** -1.0981	0.0289 (-1.2872)	0.0288 (-0.3821)	0.1527* -1.5121	0.0412 (-0.5671)	0.4412*** -1.2873	0.4632*** -1.0592	0.9449*** -1.1125	0.2845*** (-1.7782)
IFE (h)	0.3887*** -2.0912	0.5077*** -4.0915	1.5922*** -1.6181	1.0689* -1.0981	0.5048*** -3.0981	0.5642*** -4.1281	1.9628*** -1.3462	1.7517*** -1.7829	0.4812*** -1.0672	0.5229** -2.0981	1.7844*** -0.0008	0.0196* (-2.0378)
IFE (i)	-0.1076** (-2.0197)	-0.0945** (-2.0987)	-0.0724 (-1.9812)	0.1022 -0.7412	-0.0047 (-0.5149)	-0.0078 (-1.0871)	-0.0291 (-1.2763)	0.1871 -4.9812	-0.0568 (-5.1293)	0.0118 (-1.0065)	0.0288 -0.1872	-0.1644 (-1.2718)
IFE (j)	0.0887** -1.2833	0.0255* -4.956	0.1087 -2.8734	-0.4558** -1.0812	0.1152* -1.9811	0.2215** -2.1982	0.6082* -2.1982	-0.4333 -1.7172	0.0238** -0.4428	0.2815 (-1.0037)	0.0344 -5.1281	0.0337 -5.0912
IFE (l)	0.6711*** (-0.0781)	0.2375*** -1.9872	0.4412*** -4.0916	0.2306*** -2.0812	0.3703*** -2.1269	0.4652*** -3.0022	0.1514 -1.0371	0.2377 (-1.8273)	0.2529* -1.6182	0.2448 -1.1338	0.2134 -4.1289	0.9751** (-2.0031)
		0.6535*** -1.6523				0.0018 (-0.8712)				0.1882 -0.6571		

Note : Les effets fixes par année et par secteur sont inclus mais ne figurent pas dans le tableau. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 45 à 54%.

Tableau appendice A2.8. Afrique subsaharienne – Secteur manufacturiers et agriculture

Secteur Echantillon importateurs Echantillon exportateurs	Manufacturier ASS Tous les pays				Manufacturier Tous les pays ASS				Agriculture ASS Tous les pays				Agriculture Tous les pays ASS			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis
	IFE (a)	0.1932** -2.1261	0.2040** -2.1979	0.2316*** -2.7475	0.0047 -0.0158	-0.1269 (-1.5132)	-0.1256 (-1.4333)	0.2464*** -3.1524	0.8811*** -3.5863	0.2816*** -3.2981	0.2831*** -3.2528	0.3321*** -4.089	-0.1964 (-0.7108)	-0.0438 (-0.4878)	-0.046 (-0.4923)	0.0034 -0.0404
IFE (b)	0.8178*** -12.2414	0.8928*** -12.4693	1.1596*** -13.0036	-0.3185*** (-2.8804)	0.0504 -0.9226	0.0547 -0.9523	0.9988*** -11.2789	-0.3054*** (-3.1343)	0.6774*** -10.6023	0.7457*** -10.9796	1.1336*** -13.1924	-0.6239*** (-6.1569)	0.1703*** -2.8064	0.1847*** -2.903	0.7639*** -8.4202	-0.2938*** (-2.8002)
IFE (c)	0.5578*** -7.8173	0.5676*** -6.9135	0.8207*** -7.0462	-0.4348*** (-3.4628)	0.009 -0.1656	0.0256 -0.3561	1.1806*** -10.4914	-0.5164*** (-4.7931)	0.6890*** -9.6994	0.6805*** -8.3846	0.8435*** -7.3733	-0.5432*** (-4.6084)	0.1334** -2.1929	0.1419* -1.7849	0.6624*** -5.9129	-0.4577*** (-3.9213)
IFE (d)	0.6951*** -6.8691	0.7813*** -7.237	0.9934*** -8.7794	-0.6564*** (-2.3891)	-0.1957** (-2.0990)	-0.2004* (-1.8963)	1.0716*** -8.6399	0.2692 -1.0155	0.4404*** -4.2057	0.5162*** -4.5587	0.6027*** -5.1621	-0.6714** (-2.4781)	-0.2170** (-2.0068)	-0.2288* (-1.8857)	0.2870** -2.2131	0.5604* -1.9088
IFE (e)	0.3237** -2.5678	0.3353** -2.3235	0.3017** -1.9771	-0.1941 (-0.5516)	0.0403 -0.5235	0.0307 -0.2848	0.4714*** -3.1626	0.1568 -0.4906	0.6300*** -4.5992	0.7567*** -4.7866	0.7576*** -4.5829	-0.9448** (-2.5444)	0.1591* -1.7348	0.1185 -0.9365	-0.3031* (-1.7879)	0.0781 -0.2037
IFE (f)	1.0535*** -12.4442	1.0738*** -12.5988	1.6948*** -15.575	2.4535*** -6.8255	-0.1540* (-1.8724)	-0.1444* (-1.8176)	1.0194*** -9.978	2.1857*** -6.937	0.9321*** -10.6268	0.9349*** -10.5108	1.2094*** -10.7467	1.5701*** -4.3399	0.1072 -1.1492	0.1116 0.5288***	0.5737*** -1.2021	0.7823** -4.9556
IFE (g)	0.6671*** -11.3478	0.6681*** -11.3676	0.9058*** -11.7565	0.0314 -0.2654	-0.0035 (-0.0559)	0.0088 -0.1441	1.0930*** -13.6062	-0.2353** (-2.1322)	0.5028*** -8.2702	0.5051*** -8.3255	0.7580*** -9.5246	-0.1757 (-1.5122)	-0.0711 (-1.0186)	-0.0596 (-0.8777)	0.9995*** -11.32	-0.2162* (-1.7784)
IFE (h)	0.3265*** -2.9101	0.3767*** -3.1611	1.2681*** -7.5509	1.7141** -2.3801	0.4216*** -3.8809	0.4665*** -3.9013	2.2225*** -13.4225	3.0422*** -4.0405	0.4757*** -3.9349	0.5180*** -4.0366	1.9758*** -11.333	0.8173 -1.0079	0.4562*** -3.4811	0.4955*** -3.3163	1.7198*** -8.9007	0.9673 -1.1462
IFE (i)	-0.1196** (-2.3285)	-0.1151** (-2.1788)	-0.0744 (-1.2283)	0.0784 -0.5384	-0.0503 (-0.9613)	-0.0518 (-0.9146)	0.1653*** -2.8718	0.1726 -1.1605	-0.1413*** (-2.7218)	-0.1254** (-2.3439)	-0.1208** (-2.0693)	0.1247 -0.8245	0.0421 -0.7117	0.0448 -0.7179	-0.013 (-0.2045)	-0.0235 (-0.1428)
IFE(j)	0.0876 -3.6512	0.0871 -3.9812	0.0981* -0.1872	0.5794 -2.2708	0.1516* -2.1084	0.297 -2.651	0.6793 -5.665	-0.4251 -1.9457	0.1119 -1.1006	0.1909 -1.2956	0.3237** -2.4754	0.5139* -1.8531	0.0885 -1.0299	0.2558* 0.8172*	0.6163* -4.0491	0.5490* -1.6894
IFE (l)	0.2472*** -2.9339	0.2445** -2.4902	0.4086*** -3.7188	0.9321** (-2.3758)	0.2223* -1.8449	0.3357** -2.0162	0.4140*** -3.6238	0.0744 -0.1878	0.3002*** -3.5408	0.2846*** -2.9046	0.5513*** -4.9857	1.5231*** (-4.1012)	0.5383*** -4.0025	0.5368*** -2.9914	0.0526 (-0.4224)	0.2313 (-0.5645)

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 45 à 63 %.

Tableau appendice A2.9. Moyen-Orient et Afrique du Nord – ensemble des secteurs

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs MENA				Tous les secteurs Tous les pays MENA				Tous les secteurs MENA			
	Tous les pays				MENA				MENA			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
IFE (a)	0.2710***	0.2593***	0.7669***	0.4646	-0.2321	-0.2038	0.8495***	2.0018*	2.6372***	3.2434***	3.7632***	4.8878
	-0.4423	-5.186	-6.1048	-0.626	(-1.5627)	(-1.4452)	-5.1809	-1.7462	-4.2125	-5.6653	-8.6349	-3.6673
IFE (b)	0.7172***	0.7485***	0.9263***	1.3061**	0.2962	0.3114	1.0125***	0.3258	0.7036*	1.3667***	2.6048***	4.6113*
	-0.3313	-5.7785	-7.7092	(-2.2928)	-1.6016	-1.5787	-5.9846	-0.4004	-1.6782	-3.3726	-6.1941	(-1.7347)
IFE (c)	0.5324***	0.6087***	0.6586***	-0.6902***	-0.1620*	-0.0943	0.5690***	0.0418	0.8596**	2.5815***	2.0681	-3.8647***
	-1.2738	-5.9963	-4.8168	(-4.3659)	(-1.7349)	(-0.8323)	-2.9646	-0.2305	-2.0906	-4.2299	-1.4036	(-2.7473)
IFE (d)	-0.3874*	-0.3869**	0.0562	0.9770**	0.0804	0.0716	-0.2181	3.5951***	-0.4102	-0.0187	1.0133	-4.0292
	(-2.0871)	(-2.5429)	-0.4286	-1.9743	-0.5216	-0.4663	(-1.2909)	-5.3186	(-0.7035)	(-0.0320)	-1.5478	(-1.3334)
IFE (e)	0.2225***	0.3330***	0.5205***	-0.5081*	-0.0452	-0.0159	0.3067**	0.6299*	0.6094*	-0.1474	-0.9570*	2.2831**
	-1.9872	-3.4589	-4.5438	(-1.7070)	(-0.3331)	(-0.1099)	-1.9668	-1.7216	-1.7283	(-0.3996)	(-1.6658)	-2.5426
IFE (f)	0.6902***	0.7220***	0.9456***	2.1350***	-0.1056	-0.1007	0.0629	0.2773	1.2208**	1.9267***	2.5955***	5.6800***
	-3.0981	-5.1967	-7.5924	-6.9723	(-0.7310)	(-0.6962)	-0.4	-0.7062	-2.158	-3.5384	-4.959	-4.6848
IFE (g)	0.9006***	0.9963***	2.1399***	0.208	0.222	0.2364	1.3606***	2.0636**	1.3818**	1.7361***	3.2604***	-2.293
	-2.159	-6.9482	-11.1297	(-0.2424)	-1.1326	-1.2289	-5.4239	-2.1896	-2.6062	-3.5592	-4.6124	(-0.7410)
IFE (h)	0.8574***	0.8595***	0.5006***	0.9459***	0.17	0.1401	0.7965***	-1.0541***	0.9104**	1.3840***	1.9919***	4.7765***
	-4.3291	-8.6135	-4.8194	(-3.9453)	(-1.6246)	(-1.4087)	-6.0846	(-3.8184)	-2.1405	-3.253	-3.96	(-4.1005)
IFE (i)	-0.3965***	-0.4204***	-0.2086***	0.1851	0.0715	0.0668	-0.1744**	0.5992**	-0.217	-0.148	0.1339	1.0374
	(-3.5682)	(-5.6834)	(-2.8391)	-0.824	-0.8319	-0.7854	(-2.1013)	-2.3225	(-0.8689)	(-0.5521)	-0.5043	-1.1987
IFE (j)	-0.5612	-0.0871	-0.0817	0.4413	0.0715	0.1269	-0.7516***	0.1176	0.8712	-0.7189	-0.8973	-0.8759
	(-3.1982)	(-8.1256)	(-4.1892)	(-2.671)	-0.8319	-0.7554	(-3.3799)	-0.2234	(-2.1872)	(-0.8547)	(-0.8636)	-1.0193
IFE (l)	0.3807***	0.3971***	0.5173***	0.4274***	0.2359**	0.2142**	0.8966***	0.085	0.5320*	0.6912**	1.2418**	0.5577
	-2.1334	-4.9364	-5.381	(-2.7033)	(-2.4907)	(-2.3285)	-6.9349	-0.4716	-1.8629	-2.1648	-2.3586	(-1.1076)
	0.2406***	-2.8918			1.0679***	-9.911			0.3621	-1.1442		

Note : Les effets fixes par année et par secteur sont inclus mais ne figurent pas dans le tableau. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté.. p représente Poisson. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 60 à 64 %.

Tableau appendice A2.10. Moyen-Orient et Afrique du Nord – Secteur manufacturier et agriculture

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Manufacturier MENA Tous les pays				Manufacturier Tous les pays MENA				Agriculture MENA Tous les pays				Agriculture Tous les pays MENA			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis
	IFE (a)	0.3784*** -7.568	0.3745*** -7.2724 -0.0548 (-0.3999)	0.7039*** -4.6956	0.5221 (-0.6333)	0.1026 (-0.6018)	0.0764 (-0.4628)	0.8949*** -4.8601	2.8928** -2.2762	2.3883*** -10.7186	2.3449*** -10.3025	0.9052*** -5.8528	0.0663 (-0.0750)	0.4396*** (-2.6077)	0.4090** (-2.5376)	0.7642*** -4.1264
IFE (b)	0.3777*** -3.9353	0.4128*** -4.1149	0.5724*** -4.7177	-0.5874*** (-2.9053)	-0.2426** (-2.1982)	-0.2161** (-2.0269)	1.1108*** -7.6873	0.0063 -0.0295	0.3758*** -3.4102	0.3777*** -3.2514	0.5544*** -3.9444	-0.5402** (-2.5631)	-0.2850** (-2.5169)	-0.2602** (-2.3871)	0.9560*** -6.0512	-0.0121 (-0.0607)
IFE (c)	0.6219*** -5.1798	0.7240*** -5.7713	0.9188*** -5.4434	-0.8417*** (-4.3926)	-0.1976* (-1.8042)	-0.0951 (-0.6878)	0.0951 -0.4167	0.2183 -1.0551	0.7918*** -5.7743	0.8553*** -5.8968	0.7663*** -4.0528	-0.7646*** (-3.6503)	-0.1835* (-1.6726)	-0.1537 (-1.2381)	0.5263*** -2.4166	0.0796 -0.3953
IFE (d)	-0.4632** (-2.5393)	-0.4251** (-2.2412)	0.3416** -2.1263	-0.2809 (-0.4638)	0.0102 -0.0575	0.0065 -0.0367	-0.0671 (-0.3474)	4.0154*** -4.8345	-0.5538** (-2.5476)	-0.5796** (-2.4978)	-0.4951*** (-2.6774)	1.9562*** -2.594	0.0818 -0.4489	0.07 -0.385	-0.3431 (-1.6442)	3.1242*** -3.7327
IFE (e)	0.3008*** -2.9646	0.4421*** -3.8618	0.8420*** -6.159	-1.3029*** (-3.6669)	-0.0819 (-0.5295)	-0.0939 (-0.5710)	-0.3694** (-2.1387)	0.8587** -2.1915	0.2833** -2.5273	0.3529*** -2.7193	0.4872*** -3.1846	-0.3138 (-0.8196)	-0.1159 (-0.7124)	-0.0659 (-0.3838)	0.1873 -1.0651	0.5156 -1.2915
IFE (f)	0.7793*** -4.5976	0.8120*** -4.9016	1.5459*** -10.6696	3.5421*** -9.9479	-0.0387 (-0.2409)	-0.0319 (-0.1985)	0.1675 -0.9704	0.4321 -1.003	0.7167*** -3.9341	0.7310*** -3.9772	0.6271*** -3.6083	1.2948*** -2.9876	-0.1292 (-0.7705)	-0.1341 (-0.8003)	-0.2266 (-1.2566)	-0.0568 (-0.1243)
IFE (g)	0.8938*** -7.2795	0.8917*** -7.2647	0.4012*** -3.1934	0.9961*** (-3.4075)	-0.1648 (-1.3704)	-0.1211 (-1.0960)	1.2998*** -9.1835	-1.5493*** (-5.0518)	0.7028*** -4.6975	0.7093*** -4.7518	0.5905*** -3.9817	1.1376*** (-3.4065)	0.1912 (-1.5659)	0.1565 (-1.3469)	0.9848*** -6.3264	-1.0902*** (-3.5297)
IFE (h)	1.0561*** -6.35	1.1077*** -6.3582	2.1691*** -9.4884	0.8739 (-0.8465)	0.0192 -0.201	-0.0042 (-0.0188)	1.3056*** -4.4099	2.4098** -2.0784	0.7617*** -4.2384	0.8431*** -4.2913	2.2011*** -7.8625	0.333 (-0.2892)	0.0933 (-0.4038)	0.0839 (-0.3654)	0.7155** -2.4902	2.1950** -2.1333
IFE (i)	-0.4336 (-1.7942)	-0.4399*** (-4.7164)	-0.1707 (-2.8850)	0.219 -0.7597	0.2614 -0.0958	0.0109 -0.1174	-0.4022*** (-4.2369)	0.5531* -1.8229	-0.3895*** (-3.8829)	-0.4244*** (-4.0439)	-0.2786*** (-2.8831)	0.1489 -0.5152	0.0941 -0.9285	0.0886 -0.8805	0.2038** (-2.1003)	0.5550* -1.8455
IFE (j)	-0.3421 (-4.1982)	-0.7561 (-4.1092)	-0.7523* (-1.2981)	-0.2663 (-0.5604)	0.2339 -1.1529	0.1684 -0.7998	-0.8797* (-3.1373)	0.0729 -0.1185	-0.8761 (-5.1982)	0.7612 (-4.1872)	-0.7679* (-3.0095)	0.3543 -0.6121	0.0848 -0.6211	0.1269 -0.7806	-1.0321 (-3.5423)	0.062 -0.0778
IFE (l)	0.6719*** -4.5311	0.6573*** -4.0703	0.9276*** -6.4591	1.5978** (-2.5260)	0.2219 -1.632	0.3002 -1.3579	1.1147*** -5.8429	0.6774 -0.7512	0.7817*** -4.4534	0.8550*** -4.2967	1.2578*** -6.7329	-2.3199*** (-2.6880)	0.0825 -0.3797	0.0891 -0.3883	1.5207*** -7.6615	0.6241 (-0.6609)

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. *p* représente Poisson. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 45 à 54 %.

Tableau appendice A2.11. Asie – ensemble des secteurs

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs Asie				Tous les secteurs Tous les pays Asie				Tous les secteurs Asie			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
IFE (a)	0.5648***	1.0753***	1.0912***	0.1987	-0.1144	-0.1115	0.4628***	0.2283	1.4087***	1.5844***	1.4254***	2.6660***
	-2.1823	-9.8187	-10.145	(-0.4300)	(-1.0896)	(-1.0600)	-4.3896	-0.4823	-4.5448	-4.9842	-4.8915	(-3.4785)
		-0.0851				0.8931***				0.8869***		
		(-0.8549)				-8.1008				-3.2105		
IFE (b)	0.6108***	0.6586***	0.6004***	-0.2505	0.0799	0.0693	0.5798***	-0.2152	0.5952***	0.7106***	1.3802***	-2.4290***
	-0.0081	-7.4413	-7.6461	(-1.2655)	-1.2134	-1.0419	-6.967	(-1.0826)	-2.5923	-2.9737	-5.8755	(-3.2659)
		0.2469***				0.9581***				1.2626***		
		-3.8074				-10.3489				-6.0272		
IFE (c)	0.0491	0.0169	0.1384	0.1569	0.077	0.0532	0.0548	0.1109	-0.111	-0.1717	0.2685	-0.677
	-1.1823	-0.1735	-1.4039	-1.0617	-1.128	-0.7435	-0.5209	-0.7509	(-0.4739)	(-0.6618)	-0.9207	(-1.5154)
		0.0709				-0.0018				0.6873***		
		-1.0119				(-0.0177)				-2.8214		
IFE (d)	0.5759***	0.5700***	0.4330***	0.6697	-0.0145	-0.0315	0.5871***	0.6429	0.4149	0.3352	0.6941*	-3.5348**
	-4.007	-4.2269	-3.8753	-1.4837	(-0.1341)	(-0.2751)	-4.5551	-1.1989	-1.065	-0.7797	-1.9462	(-2.2838)
		0.1105				1.0422***				0.8599**		
		-1.0103				-6.9298				-2.5267		
IFE (e)	0.0833	0.0008	0.1591*	0.3536	0.1138	0.0808	0.037	0.6015**	0.2372	0.2895	0.4509**	-0.8784
	(-1.1127)	-0.0091	-1.6728	-1.2955	-1.1936	-0.7839	-0.3551	-2.239	-1.192	-1.5465	-2.2159	(-1.3323)
		0.1748*				-0.0489				0.3901*		
		-1.9304				(-0.5190)				-1.8284		
IFE (f)	0.7445***	0.7892***	1.1412***	2.7332***	0.1048	0.137	0.9568***	2.7118***	0.7993***	1.0376***	2.1961***	4.4748***
	-3.5621	-8.0891	-10.4011	-8.6539	-1.0944	-1.4599	-6.9116	-6.0262	-3.2671	-4.1885	-6.7794	-4.8124
		0.5346***				1.6455***				1.4351***		
		-6.0795				-10.7412				-4.9167		
IFE (g)	0.6615***	0.5147***	0.7073***	0.9305***	0.0263	-0.0251	0.2404**	1.0584***	0.5828*	0.6774**	1.8048***	0.6958
	-1.5661	-4.0393	-7.1596	-4.5909	(-0.3608)	(-0.3437)	-1.9635	-5.2185	-1.9244	-2.2953	-5.6152	(-0.9531)
		0.1554**				0.0669				1.2788***		
		-2.1963				-0.4127				-3.6918		
IFE (h)	1.0158***	1.1260***	1.9672***	0.5554	0.3847***	0.4018***	1.8179***	0.5435	1.7583***	1.9893***	3.2217***	3.6934
	-3.1125	-7.9068	-11.557	-0.6868	-3.046	-3.1373	-9.8852	-0.6584	-5.7683	-6.5026	-8.0509	(-1.5349)
		1.1571***				1.8237***				1.8091***		
		-9.1471				-5.4231				-5.2095		
IFE (i)	-0.8133***	-0.8292***	-0.3477***	-0.0585	0.001	-0.0081	-0.4815***	0.1581	-1.2871***	-1.3960***	-1.0992***	-1.1813*
	(-2.1089)	(-9.7037)	(-5.0339)	(-0.2861)	-0.016	(-0.1312)	(-6.5677)	-0.7994	(-5.1482)	(-5.4373)	(-4.3747)	(-1.6600)
		0.0116				-1.0188***				-0.3699		
		-0.1975				(-2.0021)				(-1.6025)		
IFE (j)	-0.5534***	-0.6411***	-0.2626	-0.3147	0.1323	0.2902*	-0.2122	-0.6271*	0.8712	-0.761*	-2.2064***	-2.1982*
	(-3.0012)	(-4.3031)	(-1.5643)	(-0.9087)	-1.6145	-1.9	(-0.8876)	(-1.6576)	(-0.1652)	(-0.5612)	(-7.0538)	(-4.1872)
		0.1327				0.0451**				0.4561**		
		-1.0408				(-1.9872)				(-1.2871)		
IFE (l)	0.5086***	0.7109***	0.7051***	-0.2093	0.3425***	0.3572***	1.4627***	0.9088	0.7455	1.0600**	1.9005***	-7.2621***
	-3.9871	-3.3134	-5.3923	(-0.3248)	-2.746	-2.9032	-9.655	-0.9398	-1.5854	-2.2273	-4.5376	(-3.2737)
		0.5189***				5.6227***				2.1491***		
		-4.1692				-21.2871				-4.3114		

Note : Les effets fixes par année et par secteur sont inclus mais ne figurent pas dans le tableau. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 66 à 68%.

Tableau appendice A2.12. Asie – Secteur manufacturier et agriculture

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Manufacturier Asie Tous les pays				Manufacturier Tous les pays Asie				Agriculture Asie Tous les pays				Agriculture Tous les pays Asie			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
	IFE (a)	0.9811*** -7.6323	0.9824*** -7.4958 -0.1599 (-1.2940)	0.4689*** -3.9501 (-0.4705)	-0.2568 (-0.4705)	-0.0878 (-0.7402)	-0.0817 (-0.6895)	0.5152*** -4.3468 (-0.6774)	-0.3644 (-0.6774)	0.9853*** -7.8097	0.9683*** -7.5127 -0.0637 (-0.5505)	0.5100*** -4.467 (-0.0084)	-0.0042 (-0.0084)	-0.2442* (-1.9329)	-0.2579** (-1.9869)	0.2112* -1.7021 (-0.3124)
IFE (b)	0.7005*** -6.8152	0.7686*** -7.0604 0.3761*** -4.5911	0.7671*** -7.66 (-2.3016)	-0.5496** (-2.3016)	0.1172 -1.531	0.1034 -1.2979	0.3239*** -3.1393 (-0.8050)	-0.1837 (-0.8050)	0.5239*** -4.9761	0.5763*** -5.1837 0.4499*** -5.4249	0.7530*** -7.5633 (-1.5035)	-0.3657 (-1.5035)	0.0071 -0.0882	-0.0181 (-0.2212)	0.7363*** -7.3537 (-1.5035)	-0.5617** (-2.1760)
IFE (c)	-0.043 (-0.4296)	-0.0458 (-0.4035)	0.3910*** -3.349 -0.9066	0.1524 -0.9066	0.0124 -0.1604	-0.0175 (-0.2172)	-0.2256* (-1.8671)	0.2609 -1.6078	-0.1412 (-1.4743)	-0.2221** (-2.0647)	-0.0776 (-0.6593)	0.1796 -1.0904	0.0945 -1.1541	0.0576 -0.6889	-0.1728 (-1.4691)	0.1392 -0.826
IFE (d)	0.3787** -2.4439	0.4024** -2.466 0.5523*** -4.0824	0.6860*** -4.8959 -1.0872	0.5712 -1.0872	-0.1206 (-0.9653)	-0.1601 (-1.1940)	-0.0115 (-0.0748)	0.9901 -1.6259	0.3579** -2.4654	0.2985* -1.936 -0.4977*** (-3.5596)	-0.1964 (-1.4545)	0.9883* -1.8685	-0.2085 (-1.5694)	-0.2644* (-1.8415)	0.5917*** -3.7119 (-1.5825)	-1.0139 (-1.5825)
IFE (e)	0.0087 -0.0879	0.1489 -1.3588 0.5718*** -4.9984	0.5667*** -4.8054 -0.4075	0.1384 -0.4075	0.2151** -2.0373	0.1745 -1.5943	0.1787 -1.6375	0.4153 -1.5847	-0.0371 (-0.3370)	0.0027 -0.0223	0.1835 -1.4558	0.1682 -0.4257	-0.0128 (-0.1136)	-0.1018 (-0.8271)	-0.2879** (-2.4104)	0.8964*** -2.592
IFE (f)	1.0814*** -9.0094	1.1243*** -9.612 1.0240*** -9.9389	1.8583*** -14.314 -10.6966	4.037*** -10.6966	0.1002 -0.9148	0.1341 -1.2377	0.9962*** -6.1527	2.6540*** -5.0009	0.4917*** -3.823	0.5366*** -4.1397 -0.0655 (-0.5903)	0.3280** -2.2926	0.7830* -1.8944	-0.0518 (-0.4409)	0.0069 -0.0618	1.3138*** -7.9318	2.7486*** -5.3378
IFE (g)	0.6115*** -4.068	0.6145*** -4.0852 0.0761 -0.8927	0.6371*** -5.2957 -3.7549	0.8761*** -3.7549	0.0222 -0.2633	0.0208 -0.2463	0.2003 -1.4014	0.8567*** -3.6552	0.3904** -2.4872	0.4043*** -2.5876 0.3505*** -4.0028	0.8366*** -6.6442 -2.6344	0.5805*** -2.6344	-0.1118 (-1.2367)	-0.1211 (-1.3435)	-0.1689 (-1.2041)	1.2000*** -5.2298
IFE (h)	1.0667*** -6.3185	1.2085*** -6.9475 1.3904*** -9.2445	2.2613*** -10.961 -0.5126	0.4835 -0.5126	0.3326** -2.2998	0.3074** -2.0955	2.0131*** -9.6548	0.5524 -0.5761	0.5491*** -3.2345	0.5955*** -3.2793 1.4132*** -8.1268	1.8090*** -7.8423 -1.3817	1.4059 -1.3817	0.1591 -1.0327	0.1162 -0.6957	1.4101*** -6.3802 (-0.2131)	-0.2045 (-0.2131)
IFE (i)	-0.8572*** (-8.6165)	-0.8851*** (-8.6825)	-0.2160*** (-2.6108)	0.0625 -0.2638	-0.1310* (-1.8900)	-0.1413** (-2.0649)	-0.6552*** (-7.8734)	0.1431 -0.6485	-0.8317*** (-8.2558)	-0.8195*** (-7.9769)	-0.5641*** (-6.9968)	-0.2063 (-0.8928)	0.0233 -0.305	0.0151 -0.196	-0.5575*** (-6.5150)	0.0861 -0.3756
IFE (j)	-0.2891* (-4.7162)	-0.7048*** (-3.7152)	-0.3894** (-2.0465)	-0.0804 (-0.1888)	0.0973 -1.0416	0.2105 -1.2706	-0.0833 (-0.3585)	-0.3949 (-0.9101)	-0.3092** (-2.2711)	-0.253 (-1.3618)	-0.0244 (-0.1258)	-0.6475 (-1.6270)	0.1158 -1.1803	0.2606 -1.5136	-0.0666 (-0.2364)	-0.3413 (-0.8305)
IFE (l)	0.1298 -0.5732	0.2126 -0.8218 0.7511*** -4.9756	0.7744*** -4.8731 -0.0778	0.0586 -0.0778	0.2561* -1.804	0.2619* -1.7948	1.2069*** -7.0097 (-0.2493)	-0.2768 (-0.2493)	0.3688 -1.5725	0.4523* -1.7257 0.4833*** -2.9816	0.5706*** -3.3977 -0.0396	0.0302 -0.0396	0.2763* -1.8123	0.2766* -1.8422	1.5510*** -8.6985	-1.9942* (-1.7785)

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 57 à 75 %.

Tableau appendice A2.13. Amérique latine et Caraïbes – ensemble des secteurs

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs ALC Tous les pays				Tous les secteurs Tous les pays ALC				Tous les secteurs ALC ALC			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis
	IFE (a)	0.4726*** (-3.3643)	0.3218*** (-6.436) 0.0226 (-0.2818)	0.0186* (-0.3724)	1.8243*** -5.2569	0.706** -2.1819	0.6030** -2.2539 -0.3857* (-1.9595)	0.1328* -1.7345	2.7001*** -2.7708	0.1549 -0.7712	0.1975 -0.948 0.3402* -1.9298	0.3785** -2.0513
IFE (b)	-0.1160** (-2.1227)	-0.0871 (-1.5660) 0.5879*** -10.4225	0.4773*** -7.9414	0.1959 -1.5197	0.3580** -2.1378	0.3639** -2.1256 0.2149 -0.8373	0.5058*** -7.3636	2.3761*** -6.8485	-0.1369 (-1.0648)	-0.0826 (-0.6159) 0.3613*** -2.5929	0.3086* -1.9213	0.2061 -0.7118
IFE (c)	0.2283*** -4.5123	0.2471*** -4.5359 0.4097*** -7.382	0.6364*** -8.9947	0.2164** (-2.0842)	0.2276* -1.9093	0.2447** -2.0152 0.0466 -0.272	0.7305*** -8.7538	1.0353*** -2.7361	0.3323*** -2.8096	0.2373* -1.9023 -0.0838 (-0.6416)	0.3832** -2.0924	0.2048 -0.9843
IFE (d)	0.023 -0.2612	0.0469 -0.5122 0.3232*** -3.5823	0.2828*** -3.1037	0.7950*** -2.6296	-0.0805 (-0.6869)	-0.0821 (-0.6984) -0.0299 (-0.0886)	0.4985*** -4.9162	3.3183*** -4.5589	-0.3614* (-1.7963)	-0.3446 (-1.6289) 0.1595 -0.7754	-0.1333 (-0.5681)	0.4861 -0.6982
IFE (e)	0.2077** -4.1549	0.7160*** -6.8394 0.8085*** -9.7374	1.1432*** -11.9428	-0.3536 (-0.8579)	-0.0351 (-0.2636)	-0.0176 (-0.1287) 0.4454 -1.0659	0.9172*** -9.141	4.1933*** -7.1736	1.2177*** -6.3244	1.1626*** -5.3902 0.7896*** -2.8305	1.4039*** -5.3091	-1.3017 (-0.7348)
IFE (f)	0.6703*** -7.1212	0.2423** -2.4661 0.3135*** -4.1955	0.4583*** -4.7719	1.4572*** -4.763	0.1468 -0.8989	0.1551 -0.9413 0.1955 -0.5953	0.6914*** -6.4498	1.4637*** -2.7224	0.0003 -0.0013	0.1197 -0.5014 0.7069*** -2.9554	0.5843** -2.1433	1.1808 -1.3707
IFE (g)	0.2412* (-2.9817)	-0.2627*** (-4.8568) 0.0688 -1.1183	0.0358 -0.5572	1.0277*** -8.1711	0.6037*** -3.637	0.6063*** -3.6457 0.3015 -1.5069	0.0447 -0.604	3.1531*** -9.6766	-0.1759 (-1.1744)	-0.1803 (-1.1005) -0.0111 (-0.0720)	0.6426*** -3.0026	1.1706*** -4.578
IFE (h)	0.7575*** -4.9184	0.4492*** (-3.0849) 1.4099*** -12.5134	1.2058*** -7.9032	5.2850*** -7.2325	0.3289* -1.8568	0.3311* -1.8589 -0.0157 (-0.0486)	1.9336*** -12.084	7.1951*** -5.2383	0.8946*** (-2.9056)	1.2175*** (-3.3046) 0.0189* (-0.378)	0.9714** (-2.2990)	2.0714 (-1.0748)
IFE (i)	-0.1188** (-2.3155)	-0.1474*** (-2.8168) -0.0089 (-0.1837)	-0.1204** (-2.2615)	0.1675 -1.1003	0.2018* -1.8733	0.2190** -2.0336 0.0601 -0.3013	-0.061 (-1.0485)	1.4251*** -3.747	-0.1304 (-1.1299)	-0.2167** (-1.8541) -0.1608 (-1.2758)	-0.3164** (-2.3012)	-0.1334 (-0.3554)
IFE (j)	0.1254 (-1.2891)	-0.1107 (-1.5544) -0.0157 (-0.2185)	-0.1042 (-1.0444)	0.1271** -0.4516	-0.0298 (-0.2183)	-0.0418 (-0.2952) -0.1241 (-0.8737)	0.2201* -1.9537	0.2053 -0.5825	0.1193 (-0.9380)	0.3516** (-2.2935) -0.0493** (-0.986)	0.3213 (-1.2760)	0.1987 -0.5728
IFE (l)	0.2356** -2.4177	0.8136*** -4.8736 0.8137*** -7.2817	1.0349*** -8.8988	0.1308 -0.2215	0.2385 -1.119	0.2685 -1.2554 0.7519 -1.3155	1.0294*** -7.7051	4.4344*** -6.9218	1.3770*** -4.1831	1.2518*** -3.3175 0.7402* -1.9427	1.2745*** -3.7947	-2.5808 (-1.3316)

Note : Les effets fixes par année et par secteur sont inclus mais ne figurent pas dans le tableau. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 58 à 64%.

Tableau appendice A2.14. Amérique latine et Caraïbes – Secteur manufacturier et agriculture

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Manufacturier ALC				Manufacturier Tous les pays ALC				Agriculture ALC				Agriculture Tous les pays ALC			
	Tous les pays				Tous les pays				Tous les pays				Tous les pays			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis
IFE (a)	0.146***	0.1545*	0.1199***	1.0347***	0.7284*	-0.0419	-0.0326	3.4023***	0.0708	0.0608	0.1196	1.6467***	-0.1528	-0.1148	0.5727***	1.1629***
	-2.9211	-1.5473	-2.3982	-2.5947	-1.6465	(-0.4289)	(-0.3832)	-2.79	(-0.7309)	(-0.6163)	(-1.3795)	-4.2895	(-1.3992)	(-1.0305)	-5.7629	-2.732
IFE (b)	0.025	0.0798	0.7803***	-0.044	0.3462	0.1808***	0.3228***	3.4032***	-0.0367	-0.027	0.6682***	-0.0077	0.1956***	0.2568***	0.8497***	-0.2247
	-0.3461	-1.0806	-9.8527	(-0.2752)	-1.5384	-2.7225	-4.1438	-7.8218	(-0.5304)	(-0.3812)	-8.536	(-0.0559)	-2.7815	-3.1916	-8.9294	(-1.3903)
IFE (c)	0.2894***	0.3614***	0.8659***	0.3950***	0.3279**	0.1261*	0.5105***	2.0007***	-0.0064	0.0036	0.3424***	-0.2151*	0.1608**	0.2234***	1.1148***	0.4654***
	-4.4282	-5.3123	-9.943	(-3.1946)	-2.0346	-1.9339	-5.6431	-4.6419	(-0.0963)	-0.0485	-3.7087	(-1.7603)	-2.2264	-2.8955	-10.2201	(-3.2285)
IFE (d)	-0.0293	0.0103	0.3952***	-0.1053	-0.1723	0.1115	0.5244***	5.1095***	0.1375	0.1596	0.3944***	0.4381	0.0899	0.1317	0.5147***	0.7698*
	(-0.2679)	-0.0894	-3.5061	(-0.3169)	(-0.8784)	-1.0117	-4.5134	-5.4261	-1.2811	-1.4094	-3.5444	-1.2532	-0.7441	-1.0472	-3.8492	-1.89
IFE (e)	0.3864***	0.7737***	1.4690***	-1.8799***	-0.0231	0.3561***	0.9568***	6.7151***	0.4568***	0.4721***	0.9909***	0.2033	0.6494***	0.4087***	1.1173***	-1.0124*
	-3.8104	-5.5645	-11.1835	(-3.9700)	(-0.1045)	-3.9291	-8.7303	-7.9193	-3.8156	-3.3824	-7.7358	-0.3881	-5.2448	-3.286	-7.4683	(-1.7355)
IFE (f)	0.343***	0.0546	0.9415***	2.5391***	0.0762	0.2353***	0.6700***	1.4199*	0.165	0.1673	0.1674	0.6503*	0.2150**	0.2279**	0.4988***	1.4198***
	-6.8632	-0.4413	-7.6916	-6.5015	-0.3321	-2.668	-5.6189	-1.8484	-1.3796	-1.3779	-1.3567	-1.6596	-2.0628	-2.0952	-3.4594	-3.0957
IFE (g)	0.4129***	-0.1007	0.1714**	0.7919***	1.2864***	-0.116	-0.1760**	4.7236***	-0.2563***	-0.2430**	0.2231***	0.8235***	-0.1763**	-0.1578*	0.4936***	0.9971***
	-8.6831	(-1.3222)	-2.0013	-4.9545	-5.2399	(-1.5898)	(-2.1513)	-12.3643	(-3.6119)	(-3.4251)	-2.6334	-5.7018	(-2.0455)	(-1.8340)	-5.0129	-6.5212
IFE (h)	0.6121***	0.4686***	1.6480***	4.6880***	0.2379	0.6394***	1.9457***	9.1130***	0.4723***	0.5148***	1.3527***	5.4184***	0.5097***	0.5046***	3.0289***	3.4162***
	(-3.5241)	(-2.6616)	-8.1336	-4.8502	-0.9262	-4.931	-10.9017	-5.2699	(-2.6470)	(-2.6916)	-6.6245	-5.3849	-3.5751	-3.2211	-12.9108	-2.7467
IFE (i)	-0.1660**	-0.1813***	-0.0531	-0.041	0.3327**	0.0308	0.0787	2.3445***	-0.1765***	-0.2004***	-0.2746***	0.3400*	0.0958	0.0923	-0.0364	0.1383
	(-2.5672)	(-2.7089)	(-0.7746)	(-0.2140)	-2.2174	-0.506	-1.1688	-4.8666	(-2.7603)	(-3.0296)	(-4.2743)	-1.8167	-1.387	-1.2729	(-0.4906)	-0.6076
IFE (j)	0.2548***	0.2640***	0.2301**	0.0172	-0.0305	-0.0593	0.4111***	0.6485	-0.1055	0.2050**	-0.1963	0.2272	-0.0697	0.2333**	0.6147***	-0.0579
	(-3.5476)	(-3.1731)	(-2.0545)	-0.0835	(-0.1459)	(-0.6646)	-3.5509	-1.4548	(-1.4764)	(-2.1725)	(-1.5281)	-0.9897	(-0.7919)	(-2.0201)	-4.0289	(-0.1750)
IFE (l)	0.1029***	0.9123***	1.2265***	-2.5181***	0.5349*	0.3820***	0.7828***	7.1054***	0.6719***	0.6145***	1.0468***	-0.0168	0.5522***	0.5806***	1.3869***	-0.4702
	(-2.058)	-4.5478	-8.4463	(-4.2473)	-1.7192	-2.8448	-5.301	-8.9003	-3.3097	-2.6871	-6.8025	(-0.0237)	-4.1049	-3.6155	-7.4757	(-0.5374)
	0.9916***				1.1555***			0.9444***				2.2886***				
	-6.9731				-4.9954			-6.7643				-7.6293				

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 55 à 66 %.

Tableau appendice A2.15. Europe de l'Est non OCDE et Asie centrale – ensemble des secteurs

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs EEAC				Tous les secteurs Tous les pays EEAC				Tous les secteurs EEAC			
	Tous les pays				EEAC				EEAC			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
IFE (a)	0.3011**	0.6775***	0.0689	0.6017	0.0448	0.041	0.1249	1.1677*	0.2169**	0.2242	0.1849	0.2206
	-2.2426	-4.4512	(-0.7582)	-1.3213	(-0.3831)	(-0.3526)	-1.1227	-1.8944	-1.263	-1.2808	-0.9764	(-0.1932)
	0.3751***	(-7.502)				0.5498***		-3.9435		0.0897		-0.4343
IFE (b)	0.1701**	0.1786**	0.6683***	-0.2872	0.4014***	0.3964***	0.3571***	-0.0862	0.2138***	0.1897**	0.1368*	-0.2484
	-2.4765	-2.5411	-9.7667	(-1.4691)	-5.6611	-5.2029	-4.5755	(-0.4522)	-2.6448	-2.3477	-1.7113	(-0.7452)
	0.7611***	-10.6423				0.1517*		-1.8596		0.0751		-0.7518
IFE (c)	0.2050**	0.1912**	0.6573***	0.325	0.5431***	0.5199***	0.4870***	0.1463	0.1858*	-0.161	0.2135**	0.0094
	-2.3867	-2.0571	-9.3865	-1.3038	-7.608	-6.9507	-6.2799	-0.5855	(-1.8466)	(-1.5553)	(-2.1265)	-0.0191
	0.6969***	-10.2597				0.2563**		-2.5309		-0.1723		(-1.5897)
IFE (d)	-0.2165	-0.196	0.0725	1.6112***	-0.061	-0.0315	-0.1475	3.4765***	-0.5225***	-0.5524***	-0.6185***	2.6218***
	(-1.3386)	(-1.1496)	-0.6217	-3.758	(-0.5557)	(-0.2771)	(-1.1002)	-6.0054	(-5.0405)	(-5.2358)	(-6.3299)	-5.8876
	0.1179	-1.1903				-0.3461*		(-1.8101)		-0.5010***		(-5.2833)
IFE (e)	-0.2263***	-0.2349***	0.2707***	-0.3231	0.5227***	0.5381***	0.2167**	0.0313	-0.1352	-0.119	-0.1805*	0.0159
	(-2.9814)	(-2.7820)	-2.9424	(-0.9323)	-5.2985	-5.0511	-2.1817	-0.0979	(-1.4537)	(-1.1895)	(-1.9043)	-0.0264
	0.7256***	-6.8739				-0.1418		(-1.5341)		-0.1432		(-1.3819)
IFE (f)	0.5654***	0.1132***	0.3696***	0.6048**	0.1597	0.1746*	0.4695***	0.6973**	-0.2977***	-0.3272***	-0.0796	0.3113
	-3.8054	-2.264	-3.4319	-2.087	-1.6185	-1.7095	-4.0725	-2.2825	(-2.7144)	(-2.8859)	(-0.5747)	-0.8483
	0.3620***	-3.8361				0.5553***		-5.1606		0.1126		-1.0287
IFE (g)	0.0794	0.0791	0.098	0.016	0.1593**	0.1596**	0.2378**	0.4812**	0.1132	0.1228	0.2101**	0.8160**
	(-0.9095)	(-0.9061)	(-1.1096)	-0.0854	(-2.0446)	(-2.0479)	(-2.4893)	-2.1878	(-1.2010)	(-1.2950)	(-2.0283)	-2.5003
	0.0207	-0.2807				-0.0309		(-0.3117)		-0.2144**		(-2.2376)
IFE (h)	0.7877***	0.3251**	1.6417***	1.8406**	0.6737***	0.7053***	1.6173***	2.0988***	0.3588***	0.3165**	0.5665***	0.666
	(-2.7371)	-2.3459	-9.8265	-2.4769	-4.7179	-4.537	-9.3393	-2.9126	-2.5907	-2.2249	-2.7002	(-0.8081)
	1.6238***	-10.8268				1.5007***		-9.5676		0.3905**		-2.5388
IFE (i)	-0.0157	-0.0209	-0.0892	-0.1172	-0.0241	-0.026	-0.1278**	0.1285	0.0742	0.0928	0.0309	-0.1759
	(-0.2397)	(-0.3068)	(-1.5304)	(-0.6741)	(-0.3611)	(-0.3893)	(-1.9674)	-0.662	-1.0781	-1.3193	-0.4192	(-1.0830)
	-0.0745	(-1.2760)				-0.2008***		(-2.8257)		0.0095		-0.1592
IFE (j)	0.0522	0.1146	-0.0402	-0.1469	-0.1447*	-0.1785	0.0054	-0.132	0.0155	0.0109	0.0065	-0.2238
	-0.6893	-1.1754	(-0.3107)	(-0.6777)	(-1.7810)	(-1.6384)	-0.0337	(-0.5147)	-0.2322	-0.1552	-0.0628	(-1.2321)
	-0.0667	(-0.7494)				0.3391***		-2.8313		0.0661		-0.9233
IFE (l)	0.1651***	0.6711**	0.1031	0.7725	0.5711***	0.0729	0.5110***	2.3447**	0.1698	0.1626	-0.0565	0.6603
	-3.302	(-2.2677)	-1.0807	-0.9672	-4.627	-0.5862	-3.2056	-2.2071	-1.3387	-1.2799	(-0.5047)	-1.2765
	0.7430***	-5.2268				0.0786		(-0.8556)		-0.2484**		(-2.2862)

Note : Les effets fixes par année et par secteur sont inclus mais ne figurent pas dans le tableau. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 59 à 61 %.

Tableau appendice A2.16. Europe de l'Est non OCDE et Asie centrale – Secteur manufacturier et agriculture

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Manufacturier EEAC				Manufacturier Tous les pays EEAC				Agriculture EEAC				Agriculture Tous les pays EEAC			
	Tous les pays				Tous les pays				Tous les pays				Tous les pays			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis
IFE (a)	0.2524***	0.2569	0.0007	0.7751	0.0258	0.0255	-0.0626	0.6487	0.0228	-0.0208	0.149	1.0452*	0.1206	0.1145	0.1991*	1.5527**
	-5.0429	-1.6403	(-0.0061)	-1.3779	-0.1897	-0.1872	(-0.4852)	-0.9129	(-0.1350)	(-0.1206)	-1.354	(-1.8454)	(-0.9411)	(-0.9008)	-1.5962	-2.2624
IFE (b)	0.2683***	0.2850***	0.7901***	-0.4267*	0.4141***	0.4118***	0.1882**	0.3259	0.1053	0.1144	0.8850***	-0.4365*	0.2730***	0.2383***	0.3284***	-0.3263
	-3.1362	-3.2448	-9.324	(-1.7765)	-4.9267	-4.5866	-2.0198	-1.3562	-1.0798	-1.14	-9.3459	(-1.7130)	-3.2796	0.8896***	-3.5686	(-1.4824)
IFE (c)	0.1768	0.158	0.7854***	0.4593	0.5803***	0.5799***	0.7004***	-0.3242	0.163	0.1474	0.7392***	0.075	0.4681***	0.4434***	0.3700***	0.1695
	-1.62	-1.3305	-9.4087	-1.4906	-7.002	-6.6919	-7.6463	(-1.1650)	-1.5276	-1.2978	-7.7927	-0.2589	-5.5795	-4.9338	-3.9765	-0.6353
IFE (d)	-0.092	-0.0669	0.6176***	0.7062	-0.0152	0.0175	-0.0171	3.4163***	-0.1415	-0.0741	-0.0193	0.4486	-0.1445	-0.1124	-0.2174	3.9020***
	(-0.4444)	(-0.3081)	-4.1112	-1.2875	(-0.1184)	-0.1346	(-0.1057)	-5.3753	(-0.6923)	(-0.3363)	(-0.1217)	-0.7993	(-1.1741)	(-0.8787)	(-1.4110)	-5.9613
IFE (e)	-0.2779***	-0.2935***	0.4263***	-0.5027	0.4130***	0.4183***	0.0262	0.528	-0.3490***	-0.3456***	0.1161	-0.3293	0.4665***	0.4468***	0.0362	-0.0459
	(-2.9987)	(-2.9250)	-3.8357	(-1.2659)	-3.5736	-3.3979	-0.234	-1.3648	(-3.3847)	(-2.8975)	-0.9183	(-0.7263)	-3.9013	-3.4761	-0.2957	(-0.1218)
IFE (f)	0.3111***	0.0587	0.8698***	1.3056***	0.0354	0.2969***	0.7765***	1.2126***	0.2057*	0.2172*	0.5065***	0.7952**	0.0009	0.0368	0.4360***	0.4811
	-2.7305	-0.4909	-6.7001	-3.8189	-0.2961	-2.6017	-5.9273	-3.5523	-1.6543	-1.7238	-3.454	-2.0049	-0.0073	-0.3082	-3.293	-1.366
IFE (g)	0.0582	0.0586	0.0329	0.1516	0.097	0.1001	0.3694***	0.6156**	0.0645	0.0577	0.3674***	0.8512***	0.1302	0.1288	0.0741	0.4437*
	-0.5254	-0.5289	(-0.2936)	(-0.6144)	(-1.0506)	(-1.0845)	(-3.2412)	-2.358	(-0.5630)	(-0.5051)	-3.2209	(-3.5962)	(-1.4558)	(-1.4407)	(-0.6606)	-1.8287
IFE (h)	0.4590***	0.4415**	2.0860***	2.7770***	0.6804***	0.6866***	1.5130***	1.7796**	0.2584	0.3212	2.1082***	1.5723	0.4963***	0.5440***	1.6922***	1.8291**
	-2.6935	-2.5788	-10.0927	-3.0885	-4.0591	-3.8943	-7.5412	-2.2583	-1.4222	-1.6191	-9.0318	-1.6394	-2.8656	-2.9342	-8.0256	-2.1792
IFE (i)	0.0902	0.0857	0.0926	0.2139	0.082	0.0792	-0.0806	0.2239	0.0568	0.0509	-0.1781**	-0.5770***	0.0243	0.0213	-0.1511**	0.1303
	-1.1313	-1.0326	-1.2535	-0.9198	-1.0759	-1.0397	(-1.0682)	-1.0068	-0.6446	-0.5555	(-2.3855)	(-2.7064)	-0.3248	-0.2855	(-2.0637)	-0.587
IFE (j)	-0.0555	0.0724	-0.1419	-0.1948	-0.1538*	-0.0837	0.0021	-0.3064	0.1112	0.182	-0.0661	-0.2127	-0.0665	-0.1136	0.0709	-0.1046
	(-0.6035)	-0.6606	(-1.0083)	(-0.7346)	(-1.6638)	(-0.7135)	-0.012	(-1.0977)	-1.0916	-1.2846	(-0.3584)	(-0.6565)	(-0.7112)	(-0.9201)	-0.3757	(-0.3343)
IFE (l)	0.192**	0.4373	1.2237***	0.5453	0.5371***	0.5657***	0.2774	3.2733***	0.6329	0.4254	0.7102***	-0.7614	0.6097***	0.7608***	0.5268***	3.5436***
	-3.842	(-1.2277)	-6.7216	(-1.5186)	-3.6606	-3.2128	-1.4562	-3.0391	(-1.6181)	(-0.9595)	-3.3578	(-0.6792)	-4.3	-4.2262	-2.7399	-2.8517

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 48 à 67 %.

Tableau appendice A2.17. APEC – ensemble des secteurs

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs APEC				Tous les secteurs Tous les pays APEC				Tous les secteurs APEC APEC			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
		0.7777*** -7.2743	0.7834*** -7.3404	0.6234*** -7.3891	0.5071* -1.8567	-0.0505 (-1.6437)	-0.047 (-1.5309)	0.2669*** -7.5379	0.6699*** -9.4161	1.1914*** -4.8037	1.2396*** -5.0071	1.0874*** -5.234
IFE (a)		0.2535*** -3.4038				0.2339*** -7.3226			0.5456** -2.424			
	1.0894*** -9.5908	1.0811*** -9.3638	0.7891*** -7.5035	1.2335*** -3.1269	0.0284 (-0.6663)	0.0296 (-0.6805)	0.0184 (-0.4811)	1.8133*** -11.0891	1.0710*** -3.4226	1.2274*** -4.0032	1.6551*** -5.3535	2.6804*** (-2.6903)
IFE (b)		0.1715 -1.6211				0.0184 -0.4568			1.5276*** -5.7567			
	0.0585 -0.5277	0.1108 -0.9055	0.3354*** -3.5365	0.5268** -2.4218	0.2307*** -8.6259	0.2635*** -9.1092	0.8066*** -21.7349	-0.4329*** (-6.8225)	0.0459 (-0.1599)	-0.032 (-0.1091)	0.147 -0.5369	-0.3004 (-0.4244)
IFE (c)		0.2131*** -2.989				0.7162*** -22.374			0.4607** -2.1023			
	0.8778*** -7.9078	0.9086*** -7.9096	0.6723*** -8.656	0.2683 -0.9069	0.1506*** -5.5533	0.1563*** -5.5007	0.6564*** -20.461	-0.1506** (-2.2788)	1.5636*** -6.006	1.7065*** -6.9305	1.8528*** -8.0023	2.6898** -2.5449
IFE (d)		0.4470*** -6.3663				0.6857*** -22.1659			1.4807*** -5.349			
	0.0008 (-0.0090)	0.0251 -0.2403	0.2982*** -3.1183	0.3031 -0.7547	0.2351*** -6.3019	0.2452*** -5.7657	0.6896*** -14.9246	-0.137 (-0.8983)	0.3824* -1.7282	0.2785 -1.484	0.2413 -1.5975	1.6727** -2.521
IFE (e)		0.4300*** -4.2013				0.7025*** -14.8562			0.1047 -0.6938			
	1.0297*** -7.4237	1.0990*** -7.5557	2.1651*** -12.1662	1.4688* -1.7156	0.5099*** -9.4507	0.5545*** -9.696	1.9796*** -26.4449	2.5747*** -7.1316	1.7224*** -5.3745	1.7721*** -6.5053	2.8778*** -7.711	1.3926 (-0.6421)
IFE (f)		1.4361*** -10.5303				1.7153*** -28.6101			1.6372*** -5.3628			
	1.2524*** -13.1465	1.2814*** -13.4538	1.5110*** -13.802	3.1096*** -10.1475	0.2047*** -5.3231	0.2149*** -5.5318	0.4921*** -9.9817	1.3106*** -8.6319	1.9228*** -9.7622	2.0095*** -10.2288	2.1641*** -9.056	4.0077*** -5.809
IFE (g)		0.6446*** -7.1858				0.3698*** -8.9027			0.7659*** -3.4494			
	1.2320*** -7.1204	1.1198*** -6.4125	0.6550*** -5.8599	1.6521*** -3.5363	0.026 -0.5891	0.0309 -0.6617	0.2998*** -6.5368	1.5599*** -11.0717	0.557 -1.2424	0.497 -1.1025	0.3897 -1.0899	1.4888 -1.3795
IFE (h)		0.3500*** -3.2825				0.3436*** -7.4801			0.1748 -0.4317			
	-0.4862*** (-5.3274)	-0.5198*** (-5.4790)	-0.2878*** (-3.9101)	0.3948* -1.6606	0.0226 -0.8985	0.0205 -0.7895	-0.0971*** (-3.5573)	0.2020*** -2.621	-0.7580*** (-3.3061)	-1.0132*** (-4.2896)	-1.0602*** (-4.4891)	-0.8058 (-1.0238)
IFE (i)		-0.0841 (-1.3200)				-0.1438*** (-5.4043)			-0.7407*** (-3.4448)			
	-0.0234 (-3.8761)	-0.0071 (-5.9812)	-0.1171* (-0.9817)	0.2081 (-0.8712)	-0.0074 (-0.2270)	-0.0159 (-0.3901)	-0.0796 (-1.4992)	0.2698** -2.4992	0.1265 -0.8332	0.0737 -0.4661	-0.3121* (-2.4918)	-0.3581 (-1.0036)
IFE (j)		0.0073 (-3.9817)				-0.1031** (-2.4775)			-0.5206*** (-3.8203)			
	0.2216 -1.2871	0.1629 -0.8517	0.5826*** -4.8865	1.9979*** -4.0621	0.4822*** -9.4385	0.5144*** -8.9776	0.7672*** -14.6513	0.5659** -2.5664	0.5766 -1.2421	0.6673 -1.4753	1.1486*** -3.3654	0.5877 -0.6009
IFE (l)		0.6523*** -5.1918				0.7409*** -12.1904			1.5011*** -4.1376			

Note : Les effets fixes par année et par secteur sont inclus mais ne figurent pas dans le tableau. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 61 à 62 %.

Tableau appendice A2.18. CEDEAO – ensemble des secteurs

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs CEDEAO				Tous les secteurs Tous les pays CEDEAO				Tous les secteurs CEDEAO CEDEAO			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis
IFE (a)	0.1806 (-1.5396)	0.1726 (-1.4373)	0.0602 -0.507	0.1506 (-0.4514)	0.0896 -0.803	0.0887 -0.7957	0.0321 (-0.3316)	0.2009 -0.8313	0.2427 (-0.4873)	0.1921 (-0.3858)	0.4743 -0.8531	0.7261 -0.959
		0.3404*** -2.9189				0.095 (-1.1769)				0.4746 -1.3005		
IFE (b)	0.5756*** -5.9958	0.6335*** -6.1628	0.9358*** -7.4391	-0.2692** (-2.0843)	0.1567** -2.3836	0.1568** -2.3855	0.2178** -2.2235	0.0091 -0.0819	1.3975*** -4.3037	1.3873*** -4.1955	1.3710** -2.1889	-1.1155** (-2.3625)
		0.2765*** -3.8188				0.0111 -0.1298				-0.0837 (-0.3181)		
IFE (c)	0.6107 (-5.9462)	0.6523 (-5.6357)	-0.7079 (-4.0982)	0.1589 -0.9351	0.0314 -0.4439	0.0285 -0.3063	0.3953 (-2.6788)	-0.029 (-0.2253)	1.055 (-3.5159)	0.067 -0.0454	-0.7565 (-0.7666)	-1.5959 (-1.3766)
		0.1271 -1.0982				0.2555** (-2.5542)				1.3783 -0.8479		
IFE (d)	0.2803 (-1.2087)	0.323 (-1.2134)	0.2546 -1.055	1.1040** (-1.9866)	0.2916** -2.0002	0.4832** -2.1645	0.0531 (-0.2766)	-0.5211 (-0.8907)	1.2716 (-1.6147)	1.1314** (-2.2063)	1.1099 (-0.7007)	0.0822 -0.0871
		0.7228*** -2.8604				-0.5273** (-2.5730)				0.7427 -1.3605		
IFE (e)	0.7126*** -3.9598	0.8529*** -4.1388	0.3557** -1.9854	-0.2277 (-0.5390)	0.0685 -0.6641	0.0658 -0.5139	-0.2036 (-1.0746)	0.2075 -0.3812	0.9359* -1.9853	0.9899* -1.8065	0.5351 -0.6648	-4.2430* (-1.9973)
		-0.0208 (-0.1671)				-0.4684* (-1.7617)				0.0196 -0.0294		
IFE (f)	1.7196*** -11.1432	1.7199*** -11.1602	1.3837*** -7.6899	-0.0239 (-0.1532)	-0.066 (-0.8555)	-0.0665 (-0.8647)	0.5679*** -3.6751	0.0661 -0.4502	2.8529*** -5.8888	2.9601*** -9.9656	4.4899*** -4.7671	-3.4854*** (-4.5644)
		-0.1390* (-1.6791)				0.7268*** -4.8843				0.9405* -1.7568		
IFE (g)	0.5965*** -6.4128	0.5960*** -6.3313	0.8137*** -6.3869	1.2206*** -3.3223	-0.0273 (-0.2582)	-0.0245 (-0.2333)	0.2018* -1.711	0.1523 -0.4337	0.8435*** -2.6271	0.9024*** -2.7843	0.9330* -1.9235	-1.8412 (-1.3755)
		0.2722** -2.3166				0.2457*** -2.5813				0.4321 -1.2709		
IFE (h)	0.4438* -1.843	0.6787*** -2.6295	1.7241*** -6.3792	-0.541 (-0.3839)	0.3574** -2.5373	0.4438*** -2.9573	1.5347*** -6.1703	0.9586 -0.6953	-0.6449 (-0.8122)	-0.1447 (-0.1639)	1.1878 -0.862	-9.5771 (-1.0353)
		1.0507*** -6.5018				1.8213*** -7.1437				1.5646* -1.8378		
IFE (i)	0.3285*** -3.7107	0.3379*** -3.7173	0.0824 -0.9296	0.1827 -0.84	-0.0237 (-0.3340)	-0.026 (-0.3663)	-0.0681 (-0.9286)	0.3315 -1.3576	0.5630* -1.9204	0.5464* -1.8586	0.4751 -1.2586	0.5856 -0.782
		-0.1784** (-2.2716)				-0.1512* (-1.7045)				-0.1188 (-0.3310)		
IFE (j)	-0.9759** (-2.2689)	-1.0265 (-1.6199)	0.6195 -1.5675	-0.0987 (-0.2324)	0.0057 -0.0625	0.0724 -0.3464	-0.0194 (-0.0444)	-0.1632 (-0.4292)	-2.0237 (-1.4145)	-9.2592 (-0.0126)	0.4291 -0.0812	1.2841 (-0.0013)
		0.4124** -2.1443				1.3907*** -3.4106				0.0012 (-0.0116)		
IFE (l)	0.8078*** -3.0008	0.9044*** -3.1647	1.0280*** -4.61	0.6274* (-1.6957)	0.0573 (-0.5007)	0.0369 -0.2686	0.174 (-0.7514)	0.6709* -1.757	0.6017 -0.8302	0.7316 -0.6305	1.3566 -0.7742	2.6319 (-1.0725)
		0.4377*** -3.2088				0.5101** (-1.4998)				1.0817 -1.0664		

Note : Les effets fixes par année et par secteur sont inclus mais ne figurent pas dans le tableau. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. p représente Poisson. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%. Les valeurs du R² s'échelonnent de 54 à 60 %.

Tableau appendice A2.19. Groupe des pays enclavés – IFE pour le total des échanges et les importations/exportations

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs Enclavé Tous les pays				Tous les secteurs Tous les pays Enclavé			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
	IFE (a)	0.4182*** (-0.2652)	0.3267** (-1.1762) 0.4457*** (-1.1245)	0.5224** (-0.3499)	0.7623* (-1.888)	0.4004*** (-1.0085)	0.5291* (-0.3299) 0.6125** (-0.9926)	0.6288*** (-1.3375)
IFE (m)	0.0976 (-2.9823)	-0.2654 (-1.0023)	0.0982 (-2.9581)	0.0981 (-2.0234)	0.1254 (-3.8723)	0.0345 (-2.5344)	-0.4455 (-2.9187)	0.1288 (-3.8725)
IFE (n)	0.1947*** (-0.8651)	0.2576** (-1.3261)	0.5545*** (-1.4231)	0.981** (-0.5241)	0.2981* (-1.2561)	0.3956** (-1.7038)	0.4532** (-0.9182)	1.2345* (-1.7652)
IFE (o)	0.1234 (-3.7219)	0.3261 (-1.9872)	0.3548* (-1.1567)	0.2576* (-1.0027)	0.3543* (-0.5671)	0.4115* (-1.2291)	0.4581*** (-1.0182)	0.5921** (-1.2827)
IFE (p)	0.1762*** (-0.0214)	0.2041** (-0.0981)	0.1095*** (-1.4031)	0.1734* (-0.0617)	0.2671** (-0.0429)	0.1982** (-1.0573)	0.3256* (-0.4456)	0.4047** (-1.5291)
IFE (b)	0.3107 (-2.9821)	0.2194 (-1.8561) 0.1145** (-1.8016)	0.4592 (-1.9327)	0.5561* (-0.3357)	0.1127 (-1.6245)	0.0982 (-2.2555) 0.0852 (-2.0043)	0.5429 (-2.0021)	0.4125* (-0.2954)
IFE (m)	0.1005 (-4.6782)	-0.1562 (-3.8762)	-0.1123 (-2.9927)	0.1245 (-2.3789)	-0.2361 (-3.6721)	-0.1981 (-1.9982)	0.2905 (-1.8927)	0.2512 (-3.5561)
IFE (n)	0.1940*** (-1.5278)	0.1988** (-1.0054)	0.2235** (-0.2781)	0.2783* (-1.6254)	0.2884** (-1.5629)	0.3482** (-0.4023)	0.2167*** (-0.9276)	0.3327* (-1.4027)
IFE (o)	-0.1976 (-2.5428)	-0.2056 (-2.0043)	0.1987* (-1.2563)	0.1576 (-4.5578)	0.1492** (-0.5021)	0.1234* (-1.1256)	-0.334 (-2.9825)	0.1152*** (-1.9982)
IFE (p)	0.1887** (-1.1729)	0.1145** (-1.4338)	0.2543* (-2.5423)	0.1988** (-0.8723)	0.1834*** (-1.1234)	0.1933* (-2.0982)	0.2523** (-0.4389)	0.2312*** (-0.2045)
IFE (c)	0.1005* (-1.7234)	0.1123* (-1.2509) 0.2341 (-1.9804)	0.2387** (-1.5628)	0.3256** (-0.9824)	0.2314** (-1.8916)	0.1987** (-1.1894) 0.1283* (-2.0052)	0.2891 (-2.5219)	0.4357** (-1.9963)
IFE (m)	0.2166 (-4.7819)	0.1982 (-3.8819)	-0.1457 (-2.7781)	0.2671 (-4.1192)	-0.1891 (-3.6571)	0.251 (-2.113)	0.1005* (-1.0081)	0.1229 (-2.569)
IFE (n)	0.5127** (-1.6791)	0.2871*** (-1.9824)	0.3576*** (-1.1282)	0.3482** (-1.2781)	0.5528** (-1.5243)	0.3823** (-0.0081)	0.3982*** (-1.5312)	0.4459* (-0.5872)
IFE (o)	-0.1046 (-5.6723)	0.2561 (-1.4589)	0.1588* (-1.0028)	0.2055 (-2.3457)	0.0918** (-0.4338)	0.1182*** (-1.087)	0.2209 (-2.7432)	0.1537** (-0.6734)
IFE (p)	0.4867*** (-0.0238)	0.3178*** (-0.1681)	0.3516** (-2.2291)	0.3115** (-1.4389)	0.4119** (-1.0981)	0.3826* (-1.156)	0.2489** (-0.7251)	0.3937*** (-0.5812)
IFE (d)	0.0981 (-0.5231)	0.1675* (-1.4012) 0.2347** (-0.9234)	0.3345 (-0.1429)	0.4451 (-0.8723)	0.2345** (-2.6529)	0.2019* (-2.1006) 0.1892 (-2.768)	0.4891* (-2.5231)	0.5021* (-0.7732)
IFE (m)	0.1561 (-2.9961)	0.195* (-1.061)	0.2071 (-2.9971)	0.1971 (-3.5568)	0.1813 (-2.1567)	-0.2182 (-3.0067)	0.2567 (-2.8891)	-0.1091 (-1.9982)
IFE (n)	0.6781*** (-0.6791)	0.2871*** (-0.9824)	0.3576*** (-1.1282)	0.3482*** (-0.2781)	0.8128** (-0.5243)	0.3823*** (-1.0081)	0.3982*** (-1.5312)	0.4459* (-0.9872)
IFE (o)	0.2488 (-5.1823)	0.1976 (-1.9557)	0.0982 (-1.5567)	0.2154 (-2.9946)	0.1692* (-0.9948)	0.1218 (-2.8734)	0.2598** (-1.0092)	0.1155* (-0.0337)
IFE (p)	0.5385*** (-0.0062)	0.4892** (-0.2281)	0.5138** (-1.1467)	0.3761*** (-0.5671)	0.6721*** (-0.1819)	0.3529*** (-1.2812)	0.5125** (-1.1782)	0.4481*** (-1.637)
IFE (e)	0.0886 (-2.8725)	0.1267 (-2.0026) 0.4356* (-1.4031)	-0.2256 (-3.5237)	0.4821* (-0.0215)	0.2387* (-0.9815)	-0.2219* (-0.4115)	0.1984** (-1.5745)	-0.3381* (-1.1286)
IFE (m)	0.1591 (-2.7718)	-0.278 (-3.5591)	-0.1972** (-0.9438)	0.2118 (-5.1927)	0.108 (-4.2761)	-0.195 (-3.7912)	-0.1567 (-2.8872)	0.0876* (-0.9382)
IFE (n)	0.3891** (-0.5231)	0.434*** (-1.0003)	0.3128** (-1.0256)	0.4017* (-1.211)	0.3011** (-1.0135)	0.3538* (-1.1029)	0.2423*** (-0.0051)	0.1870 (-1.4517)
IFE (o)	0.0884 (-3.5682)	0.1123 (-2.9887)	0.1544 (-1.9984)	0.192* (-1.1127)	0.0785 (-2.3673)	0.1762** (-1.0437)	0.1208** (-1.0329)	0.1045* (-0.5567)
IFE (p)	0.1153*** (-0.8832)	0.2533** (-1.2188)	0.1098** (-1.1154)	0.1483** (-2.3218)	0.1874*** (-0.3347)	0.2118*** (-0.5671)	0.098** (-0.1897)	0.097*** (-0.2256)
IFE (f)	0.4981*** (-1.1124)	0.4864** (-0.8217) 0.4985*** (-0.9291)	0.5528** (-0.6742)	0.6719*** (-0.0817)	0.5002** (-1.0891)	0.3856** (-0.4591) 0.2987** (-0.9023)	0.6019** (-0.039)	0.5583*** (-1.8762)
IFE (m)	0.2532 (-4.2812)	0.1973 (-3.2783)	-0.1448 (-3.7683)	-0.1982 (-2.7785)	0.0875* (-1.0082)	0.2118 (-3.2897)	0.1763 (-3.0082)	-0.421 (-4.9965)
IFE (n)	0.3129* (-1.3812)	0.2297*** (-1.1184)	0.2183 (-2.5672)	0.2567** (-1.3451)	0.671** (-0.0278)	0.5328* (-0.1121)	0.3543*** (-0.0895)	0.4381* (-1.0772)
IFE (o)	0.0955 (-3.8876)	0.128 (-2.5983)	0.0843 (-3.6529)	0.0877 (-2.729)	0.1023** (-0.0346)	0.1529** (-1.1821)	0.1125** (-0.0378)	0.1533* (-0.2268)
IFE (p)	0.1185** (-2.1147)	0.1583** (-0.0743)	0.1072** (-0.1764)	0.0962** (-1.0056)	0.1543*** (-1.1821)	0.2845 (-4.6721)	0.2189** (-0.0876)	0.2567*** (-0.637)

Table appendice A2.19. Groupe des pays enclavés – IFE pour le total des échanges et les importations/exportations (suite)

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs Enclavé Tous les pays				Tous les secteurs Tous les pays Enclavé			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bis
	IFE (g)	0.5129*** (-1.0985)	0.3982** (-1.0219)	0.7782** (-0.4319)	0.8823** (-0.0091)	0.4976*** (-0.5419)	0.5092** (-0.8761)	0.6293** (-0.4378)
IFE (m)	0.1713 (-3.471)	0.0753 (-2.5578)	-0.0982 (-3.5234)	0.1143 (-5.117)	0.2153 (-2.1478)	-0.0918* (-1.2067)	-0.1913 (-2.8876)	-0.2931 (-4.762)
IFE (n)	0.4482*** -1.5028	0.5128** -0.6783	0.4583* -0.5678	0.3289* -0.4321	0.5754** -0.8799	0.4388*** -0.4211	0.4182*** -1.5671	0.4563* -0.5911
IFE (o)	0.2088 (-4.3377)	0.2133 (-2.9833)	0.0587* (-2.006)	0.1043 (-2.9532)	0.2051** (-0.2647)	0.1016* (-1.177)	0.1282** (-0.1397)	0.1826* (-0.4235)
IFE (p)	0.2284*** (-0.8836)	0.1985** (-0.5693)	0.2573** (-0.6298)	0.1763** (-0.0989)	0.2784*** (-0.2983)	0.1568*** (-0.7835)	0.1937** (-0.0789)	0.2471*** (-0.423)
IFE (h)	0.6423*** (-0.9872)	0.5582*** 0.6548*** (-0.4001)	0.8876*** (-1.4513)	0.9137** (-0.7649)	0.5098*** (-1.5278)	0.6439*** (-0.8337) 0.4582** (-0.9876)	0.7992*** (-1.0045)	0.9587** (-0.9826)
IFE (m)	0.1325 (-3.9871)	-0.1671 (-3.827)	-0.2342 (-4.5128)	-0.1924 (-3.9826)	-0.2119 (-3.5562)	-0.0927 (-2.826)	0.1017 (-1.8824)	-0.1114 (-1.1876)
IFE (n)	0.3891*** -0.5231	0.434*** -1.0003	0.3128** -1.0256	0.4017* -1.211	0.3011*** -1.0135	0.3538* -2.1029	0.2423*** -1.0051	0.1870 -3.4517
IFE (o)	0.0651* (-1.0432)	0.1067 (-0.6752)	0.0982* (-0.7632)	0.0911 (-1.5562)	0.1136 (-2.7629)	0.1146* (-0.6548)	0.0572** (-1.3662)	0.0533 (-2.8156)
IFE (p)	0.1153*** (-0.8832)	0.2533** (-1.2188)	0.1098** (-1.1154)	0.1483** (-0.3218)	0.1874*** (-0.3347)	0.2118*** (-0.5671)	0.098** (-0.1897)	0.097*** (-0.2256)
IFE (i)	0.0456 (-0.9476)	0.1982 (-0.8873)	0.2567 (-2.2056)	-0.297 (-0.5582)	0.3289 (-1.0482)	0.1050* (-1.2542)	0.3546* (-1.5641)	-0.2985 (-2.5673)
IFE (m)	0.1128** (-0.5423)	0.2176 (-3.6628)	0.1814 (-2.5612)	-0.1914 (-2.3492)	0.1083 (-2.0018)	-0.0914* (-1.0021)	0.224 (-3.1892)	-0.1176 (-2.8825)
IFE (n)	0.5891*** -0.0432	0.5083*** -0.4512	0.528** -0.9256	0.4962* -1.2356	0.4582** -0.0128	0.4872* -0.1224	0.3977*** -1.1981	0.4071* -1.0765
IFE (o)	0.1874 (-2.7829)	0.1523 (-2.5871)	0.1677* (-1.8524)	0.1067* (-1.2381)	0.0972 (-3.1171)	0.1672** (-0.4487)	0.1276** (-0.4481)	0.1195 (-1.8772)
IFE (p)	0.2267*** (-0.7562)	0.2581** (-1.9823)	0.2965** (-0.1172)	0.2392** (-1.3182)	0.1972*** (-0.3582)	0.2567*** (-0.4821)	0.2861** (-0.5562)	0.2763*** (-1.3328)
IFE (j)	0.0071 (-3.6171)	0.0056 (-4.9182)	0.3381 (-1.7392)	-0.2871* (-4.9182)	0.0541 (-4.9182)	-0.1716* (-4.1872)	0.3215 (-4.1526)	-0.2561 (-4.1762)
IFE (m)	-0.2781 (-4.8991)	-0.235 (-2.1891)	0.162 (-1.8724)	-0.0918 (-2.1876)	0.1183*** (-1.209)	0.1428 (-1.5567)	0.1981* (-1.5429)	-0.2187 (-3.9981)
IFE (n)	0.6712*** -0.5612	0.5911** -1.3278	0.5071** -1.0082	0.4915* -0.5561	0.5117*** -0.5641	0.4532* -2.1126	0.4182** -1.1165	0.4852* -2.2245
IFE (o)	0.0862** (-1.4392)	0.1233* (-0.9972)	0.0927 (-2.4533)	0.1077 (-1.9982)	0.1213 (-2.1772)	0.1583** (-0.5392)	0.1813* (-1.5237)	0.1492** (-1.2921)
IFE (p)	0.1814** (-0.1452)	0.2167** (-1.008)	0.1942** (-4.2822)	0.1518* (-0.8712)	0.1913*** (-0.5623)	0.2283** (-0.7761)	0.2119** (-0.0562)	0.1782*** (-1.2237)
IFE (l)	0.2543*** (-1.5619)	0.3128* (-1.4032)	0.3956** (-2.6578)	0.4386*** (-3.5610)	0.2931** (-0.9826)	0.2561*** (-0.8723)	0.4341*** (-1.6729)	0.4582*** (-2.040)
IFE (m)	0.1467 (-2.6511)	-0.0826 (-1.9943)	0.1573 (-2.1176)	0.2853 (-1.0082)	-0.1107* (-0.0562)	-0.0987 (-1.5563)	0.1903 (-3.5561)	-0.1033 (-2.7655)
IFE (n)	0.3188*** -0.7894	0.3961*** -0.0783	0.4567** -1.008	0.4483* -0.632	0.3565** -1.2354	0.317* -0.0843	0.2963*** -1.2251	0.3946* -2.5321
IFE (o)	0.0915** (-1.6513)	0.1129* (-1.182)	0.1045 (-2.299)	0.1475* (-0.9251)	0.1565 (-1.9981)	0.0896** (-0.6239)	0.1582** (-1.328)	0.1025** (-1.3187)
IFE (p)	0.1915*** (-0.7352)	0.234** (-1.1563)	0.2467** (-2.0023)	0.2198** (-0.1125)	0.2376*** (-0.3372)	0.1762*** (-0.2087)	0.2109** (-0.0065)	0.0843** (-0.4278)

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les effets fixes par année et par secteur sont utilisés mais ne sont pas inclus dans le tableau par souci de brièveté. p représente Poisson. Les valeurs du R^2 s'échelonnent de 45 à 59 %.

Appendice 3. Flux commerciaux - régressions de gravité avec l'ensemble des IFE

Tableau appendice A3.1. Groupes de pays par revenu – ensemble des secteurs et des IFE

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs PFR		Tous les secteurs Tous les pays PFR		Tous les secteurs PRMI		Tous les secteurs Tous les pays PRMI		Tous les secteurs PRMS		Tous les secteurs Tous les pays PRMS	
	Tous les pays		PFR		Tous les pays		PRMI		Tous les pays		PRMS	
	reg1p	reg3p	reg1p	reg3p	reg1p	reg3p	reg1p	reg3p	reg1p	reg3p	reg1p	reg3p
IFE (a)	0.1043***	0.0756***	0.0982**	0.2441**	0.7768***	0.4118***	0.8623***	0.1254*	0.3581***	0.1283**	0.3265***	0.2853**
	-0.5234	-1.7824	(-0.6902)	-1.7542	-0.7432	-0.3455	-0.6523	(-0.3276)	-0.9923	-0.4382	-1.0002	-1.4467
IFE (b)	0.1025**	0.3774***	-0.1542	0.0348**	0.5445***	0.7571***	0.0523***	0.1345***	0.1523	0.3321***	0.2167***	0.2567**
	-0.8923	-1.6123	(-4.3217)	(-0.2856)	-0.5532	-0.4432	-1.1542	-1.2671	(-3.8742)	-0.8723	-1.0418	-0.6342
IFE (c)	0.1152	0.0684	0.3041***	0.4481***	0.4762***	0.6381***	0.0532***	0.0542**	0.3412***	0.3523***	0.2258***	0.2673
	(-2.4567)	-4.6812	-0.1124	-1.3023	-0.5623	-0.9982	-0.6512	-2.0021	-0.4451	-1.2371	-1.5167	-3.9821
IFE (d)	0.0145	0.3052**	0.2543***	0.3581***	0.3982***	0.5115***	0.0125	0.1505***	0.0562	0.1873**	0.1129*	0.2876**
	-3.8721	-1.0011	-1.2317	-0.9812	-0.7523	-0.7623	(-3.5428)	-0.4392	-2.9182	-0.9823	-1.8724	-1.9823
IFE (e)	0.1442	0.0298	0.4017	0.3872	0.0085*	0.2156***	0.0286	0.0406**	0.2561***	0.5548***	0.2843*	0.1925***
	(-2.9873)	(-4.8652)	(-3.2361)	(-2.8732)	-1.1823	-0.5225	-1.7821	-1.0234	-0.1523	-1.2734	-0.8127	-0.4781
IFE (f)	0.2995***	0.8875***	0.3267***	0.6112***	1.2035***	1.3105***	0.0523*	0.2563***	0.4538***	0.6438***	0.4381*	0.4681**
	-0.4112	-1.2303	-1.8215	-0.3382	-0.5632	-0.1237	-0.4325	-0.4823	-0.7423	-0.5523	-1.2563	-1.7623
IFE (g)	0.4523***	0.6215***	0.4214***	0.4987***	0.2893***	0.3321***	0.0147**	0.1524***	0.2738***	0.2873**	0.5412***	0.6091***
	-1.7083	-1.0004	-1.2212	-2.1873	-0.7832	-0.6542	-0.56234	-1.2673	(-0.9823)	-0.1892	-0.3841	-1.7234
IFE (h)	0.2245***	0.9356***	0.4875**	1.3171***	1.4761***	1.3965***	0.0532	0.1167***	1.1283***	1.2372***	0.3621	0.9827***
	(-0.4321)	-0.7743	-0.3812	-5.5814	(-0.5672)	-0.4321	-2.5463	-0.9823	-0.8712	-1.6723	-3.1282	-1.5324
IFE (i)	0.0755	-0.0358	0.0388**	0.0932	0.0762	0.0652	0.0018	-0.0053**	0.0283	0.0056	0.0921*	0.2671
	(-4.8732)	(-0.5625)	(-0.5421)	-1.1209	(-2.6542)	(-3.5562)	-4.2137	(-1.3672)	(-3.5291)	(-3.9827)	-1.235	-3.5672
IFE (j)	0.0743	0.1986*	0.1448	0.1992*	0.0356	0.0432	0.0108	-0.0087	0.1823*	0.0982	0.1023	-0.0823
	-3.9832	-1.6412	-0.9812	-1.7626	-2.8763	-2.3452	(-2.7632)	(-4.5291)	(-2.0023)	(-5.1234)	-4.2819	(-4.8723)
IFE (l)	0.1105***	0.4012***	0.1228**	0.2181***	0.5421***	0.6152***	0.0125*	0.0872***	0.8723***	0.8023***	0.3412***	0.3856**
	(-0.0102)	-1.3348	(-0.7453)	-0.2761	-0.4231	-1.4372	-1.3281	-0.5612	-0.1278	-1.6234	(-1.4326)	-0.7623

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les effets fixes par année et par secteur sont utilisés mais ne sont pas inclus dans le tableau par souci de brièveté. p représente Poisson.

Tableau appendice A3.2. Groupe des pays enclavés – ensemble des secteurs et des IFE relatifs aux importations/exportations

Secteur Échantillon importateurs Échantillon exportateurs	Tous les secteurs Enclavé				Tous les secteurs Tous les pays			
	Tous les pays				Enclavé			
	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp	reg1p	reg2p	reg3p	reg3bisp
IFE (a)	0.3261***	0.2112***	0.2905***	0.3553*	0.2793***	0.0178	0.5487***	1.2282***
	-1.543	-2.5455	-2.3977	-1.7338	-1.2765	-1.4737	(-1.7234)	-1.5332
IFE (b)	0.2591	0.0120**	0.3218***	0.4296***	0.0752*	0.0521***	0.0941***	-0.4091***
	-9.8213	-5.6804	-1.6248	(-4.3282)	-3.2544	-1.4445	-5.221	(-5.1139)
IFE (c)	0.3962	0.3574	0.2181***	0.2671***	0.2669***	0.1763***	0.3675**	0.2592***
	-10.411	-8.2677	-4.1681	(-4.1479)	-2.2651	-2.2109	-2.7423	(-2.1272)
IFE (d)	0.1055	0.1035***	0.1824***	-0.3581	-0.0178	-0.1125	0.2035	0.6572
	-7.9567	-5.1812	-4.0627	(-7.1133)	(-0.7531)	(-0.7322)	-11.1192	-10.1157
IFE (e)	0.1282	0.1704	0.2345	0.915	0.0365	0.0234	0.0567	0.3174
	-1.9199	-1.5532	-4.2591	-1.1923	-1.4823	-1.3472	-2.8213	-1.0756
IFE (f)	0.4002***	0.2213***	0.3089***	1.1131***	0.3195**	0.3275	0.3170***	1.0733***
	-1.8212	-1.0072	-0.9121	-0.9544	-0.9715	-1.7761	-6.0248	-5.4118
IFE (g)	0.5032***	0.3158***	0.3474***	0.8147**	0.3485**	0.1112*	0.2756***	0.6599***
	-1.5243	-4.1245	-3.8376	-3.2123	-1.6257	-0.6342	-3.329	-1.8923
IFE (h)	0.7441***	0.8411**	1.1126***	1.7937***	0.5281***	0.1325**	0.4482***	1.1240***
	(-1.4523)	-0.6521	-6.6321	-4.5123	-4.9959	-0.9423	-2.4365	-1.9642
IFE (i)	0.1232	0.1093*	0.0911	0.9952	0.0225	0.0212	0.0673*	0.1522
	(-1.7506)	(-2.6281)	(-2.1565)	-3.8241	-0.8401	-0.7641	(-1.5273)	-1.0834
IFE (j)	0.0253	-0.1542	0.0525	0.2192	-0.0392	0.0326	0.0315**	-0.0965
	-1.2312	(-0.0438)	-0.3882	-1.8576	(-1.4562)	(-1.7991)	(-2.1941)	(-1.4972)
IFE (l)	0.1421***	0.0125***	0.3398***	0.2192**	0.0956**	0.0721**	0.0323	0.5529
	-0.3278	-2.1493	-4.2345	(-1.8562)	-1.8518	-1.9333	-0.8471	-3.2268
IFE (m)	0.1733	-0.1271	0.4526	0.3768	0.2875	0.1239	-0.9502	0.4876
	(-2.1589)	(-1.0685)	(-0.2588)	(-2.1322)	(-1.6218)	(-1.5137)	(-3.4421)	-3.1332
IFE (n)	0.4754***	0.3087***	0.5185***	0.6098**	0.4380**	0.4132**	0.7271***	0.8527*
	-0.4154	-2.1751	-1.5969	-1.1743	-1.2398	-0.9927	-0.4182	-1.4625
IFE (o)	0.0715	0.4105	0.2158*	0.1511*	0.3284**	0.3005*	0.3394***	0.2738**
	-0.8521	-1.4832	-1.6599	-1.2058	-3.092	-4.121	-3.792	(-3.832)
IFE (p)	0.2782***	0.1948**	0.2567***	0.2017*	0.3185***	0.2983***	0.4531***	0.3893**
	-1.7685	-0.3397	-0.965	-0.1982	-1.2951	-1.2792	-1.4386	-0.4285

Note : Les erreurs-types robustes sont regroupées par paires de pays. Les variables de gravité standard ont toutes les signes corrects et sont significatives. Elles ne sont pas présentées ici par souci de brièveté. Les effets fixes par année et par secteur sont utilisés mais ne sont pas inclus dans le tableau par souci de brièveté. p représente Poisson.

Appendice 4. Régressions des coûts du commerce avec les différents IFE

Tableau appendice A4.1. Régressions des coûts du commerce au moyen des différents IFE d'importation/d'exportation

Échantillon	PFR	PRMI	PRMS	ASS	MENA	Asie	ALC	EEAC
	reg4	reg4	reg4	reg4	reg4	reg4	reg4	reg4
IFE (a)	-0.0615** (-1.2546)	0.0815*** -1.5421	-0.0578*** (-1.0709)	-0.0615*** (-0.1827)	-0.0557* (-1.0238)	-0.0655** -1.0082	-0.0321* (-1.2345)	-0.0071* -1.0821
IFE (b)	-0.0588** (-0.0981)	-0.0714*** (-0.1092)	-0.1252*** (-0.0081)	-0.0815*** (-0.0516)	-0.2511*** (-0.4184)	-0.1572*** (-0.1266)	-0.0204 -4.1921	-0.1156*** -0.8712
IFE (c)	-0.0432 -1.272	-0.1255*** (-1.0452)	-0.0891*** (-0.0916)	-0.0821*** (-0.3121)	-0.0331 (-3.6180)	-0.1889*** (-0.6116)	-0.1482*** (-0.0034)	-0.0987*** (-0.0918)
IFE (d)	-0.0789** (-0.3462)	-0.0352 (-4.1728)	-0.1345*** (-0.4454)	-0.1118*** (-0.1826)	-0.1225* (-1.8712)	-0.3153*** (-1.0030)	-0.0421 -2.9182	-0.0412** -1.0627
IFE (e)	-0.0516 (-1.0981)	-0.0514** (-2.0013)	-0.1215* (-0.8712)	-0.0162 -4.1728	-0.0256 (-3.6172)	-0.1535*** (-0.7124)	-0.1626*** (-0.6152)	-0.0267 (-1.0981)
IFE (f)	-0.1791*** (-2.0129)	-0.2588*** (-0.523)	-0.1051** (-0.8267)	-0.1716*** (-1.7265)	-0.0316 (-3.1672)	-0.326*** (-0.8103)	-0.2265*** (-0.2551)	-0.1216*** (-0.4612)
IFE (g)	-0.1615*** (-1.6732)	-0.1756*** -1.2763	-0.2278*** (-1.3781)	-0.1862*** (-0.2211)	-0.3162*** (-2.0192)	-0.3862*** (-1.0090)	-0.1652*** (-0.4561)	-0.1635*** (-1.2093)
IFE (h)	-0.1105* (-1.0782)	-0.2623*** (-0.5142)	-0.2451*** (-0.6712)	-0.1052** (-0.9124)	-0.1265*** (-1.8271)	-0.0942*** (-1.0029)	-0.3288*** (-0.0871)	0.1981* -0.0871
IFE (i)	-0.0525** (-1.2561)	-0.0687*** (-0.4561)	0.0195 -5.1672	-0.0123* (-1.8125)	0.0281 (-3.7161)	-0.1121*** (-0.9810)	0.0162 -5.1282	0.0176 -1.2873
IFE (j)	-0.1108 (-2.0871)	0.0341 (-5.8172)	0.0381 (-3.0712)	-0.0072* (-0.4429)	0.0712 (-4.1728)	0.0188 -3.1921	-0.0781 (-2.7162)	-0.0786* (-1.0827)
IFE (l)	-0.2011*** (-2.0913)	-0.1418*** (-1.9823)	-0.1571*** (-2.3671)	-0.1682*** (-1.2012)	-0.0958*** (-0.3489)	-0.2572*** (-0.0011)	-0.1423** (-0.6712)	-0.0511** (-1.0091)

Note : analyse par coupe transversale avec mise en moyenne des coûts du commerce pour la période 2006-10. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paire de pays. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%.

Tableau appendice A4.2. Régressions des coûts du commerce – groupe des pays enclavés et indicateurs de transit

Échantillon	Enclavé										
	reg5 IFE (a)	reg5 IFE (b)	reg5 IFE (c)	reg5 IFE (d)	reg5 IFE (e)	reg5 IFE (f)	reg5 IFE (g)	reg5 IFE (h)	reg5 IFE (i)	reg5 IFE (j)	reg5 IFE (l)
IFE (m)	-0.1612** (-2.2213)	-0.0805** (-1.9920)	-0.0325 (-4.1267)	-0.1045* (-3.0091)	-0.0643* (-1.2761)	-0.1592*** (-1.0982)	-0.1853*** (-2.9172)	-0.2304*** (-0.5511)	0.0032 (-6.1872)	-0.1129** (-2.0031)	-0.1431*** (-0.0341)
IFE (n)	-0.1231 (-3.1872)	-0.1598*** (-0.2314)	-0.1991*** (-0.7612)	-0.0871 (-4.561)	0.1123 (-5.6711)	0.1117 (-6.9812)	0.0981 (-7.152)	-0.0641 (-0.1238)	-0.0915* (-1.653)	0.09122 (-5.8712)	-0.00711* (-0.7612)
IFE (o)	-0.1872** (-0.3241)	-0.1071* (-1.2762)	-0.0924** (-1.287)	-0.1721** (-0.2314)	-0.1567** (-0.8712)	-0.1681** (-0.1256)	-0.1642** (-1.2891)	-0.1941*** (-0.2671)	-0.1719*** (-0.5121)	-0.1921** (-1.2561)	-0.1535** (-2.1625)
IFE (p)	0.0981 (-4.1521)	-0.0087 (-2.3671)	-0.1134* (-0.4671)	0.0356 (-8.7162)	-0.0812* (-2.0918)	-0.1087* (-1.0982)	-0.0871** (-0.6751)	0.0981 (-7.9143)	-0.1432*** (-0.9872)	0.0078 (-4.1652)	-0.0007 (-3.7612)
IFE (q)	-0.1523** (-0.0098)	-0.1318* (-0.2871)	-0.1523** (-1.0982)	-0.1381* (-0.0981)	-1211** (-0.3411)	-0.1653*** (-0.1786)	-0.1455*** (-2.0981)	-0.1671** (-2.3451)	-0.1611** (-0.1562)	-0.1655** (-0.1564)	-0.1348*** (-0.1588)

Note : analyse par coupe transversale avec mise en moyenne des coûts du commerce pour la période 2006-10. Les erreurs-types robustes sont regroupées par paire de pays. Les niveaux de significativité sont : ***=1%, **=5%, *=10%.